



« La lutte pour la révolution socialiste mondiale »

Débat entre la Ligue communiste internationale et Ernest Mandel

PAGE 10

Ernest Mandel, 1923–1995

PAGE 2

**Chauvinisme : poison pour la lutte de classe
Pour l'indépendance du Québec!...26**

**Lettre à la Workers Organisation for Socialist Action
Pour un parti ouvrier bolchévique
en Afrique du Sud!...35**

**Trotskyisme et lutte des Noirs aux Etats-Unis
En défense de
l'intégrationnisme révolutionnaire...54
Libération des Noirs par la révolution socialiste!**

**Pour un parti prolétarien léniniste, défenseur de tous les opprimés!
Immigration et oppression
raciste en Europe...64**

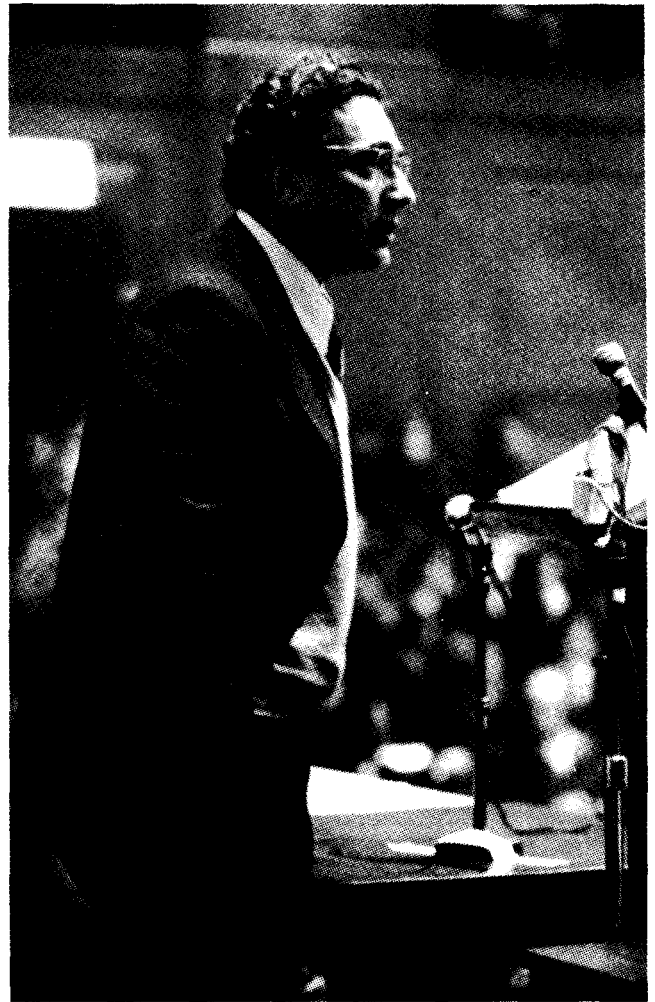
Ernest Mandel

1923 – 1995

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 52, AUTOMNE 1995

Ernest Mandel, qui fut longtemps dirigeant du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale (SU), est mort en juillet 1995 à Bruxelles, en Belgique, à l'âge de soixante-deux ans. Mandel était l'un des derniers à pouvoir revendiquer son appartenance à la Quatrième Internationale révolutionnaire de Léon Trotsky. Il avait adhéré à sa section belge en 1939, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Après la guerre, Mandel était devenu l'un des principaux dirigeants du courant révisionniste, dirigé par Michel Pablo, qui détruisit la Quatrième Internationale de Trotsky en 1951-53. Le courant pabliste répudia l'élément central du trotskysme révolutionnaire – à savoir que seule la classe ouvrière, sous la direction d'un parti révolutionnaire, peut détruire le capitalisme et ouvrir la voie au socialisme – et se mit de façon impressionniste à la remorque de forces réformistes stalinienne et nationalistes petites-bourgeoises.

De la formation du SU pabliste en 1963 à sa mort, Mandel en a été le principal idéologue et porte-parole. C'est à ce titre qu'en novembre 1994, à New York, il participa à un débat avec Joseph Seymour de la Ligue communiste internationale (lire page 10). Pendant les décennies que Mandel a passées à la direction du SU, son absence de confiance programmatique dans la capacité du prolétariat à lutter pour le pouvoir en son propre nom et derrière son propre parti révolutionnaire l'a conduit à combiner toutes sortes de blocs politiques, depuis son engouement pour les « gardes rouges » de Mao jusqu'à son enthousiasme pour la « révolution islamique » de Khomeiny. Après le déferlement de la contre-



Spartacist

Ernest Mandel en 1977

révolution sur toute l'Europe de l'Est en 1989-90, Mandel se mit à parler de la « crise de crédibilité » du socialisme. La crise de crédibilité dont il s'agissait était celle du SU lui-même, comme devait le montrer son congrès mondial de juin 1995, où la question au centre des débats fut celle de sa liquidation pure et simple, autrement dit chercher à se dissoudre dans une formation plus large. C'est la politique de Mandel, un parfait centriste, qui a conduit son organisation dans cette impasse. La définition classique du centrisme donnée par Trotsky va comme un gant à Mandel :

« Un centriste reste toujours dans la dépendance spirituelle des groupes de droite, est enclin à rechercher les grâces des plus modérés, à se taire sur leurs péchés opportunistes et à couvrir leurs actions aux yeux des ouvriers.

« Il n'est pas rare que le centriste s'efforce de dissimuler son aspect de flâneur dilettante en invoquant le danger du "sectarisme" : il entend par là non la passivité propagandiste abstraite du type bordiguiste, mais le souci actif d'avoir une pureté de principes, une clarté de position, un esprit de conséquence en politique, de perfection dans l'organisation. »

– « Centrisme et Quatrième Internationale »,
Œuvres, tome 3, 22 février 1934

La Deuxième Guerre mondiale : une pouidière révolutionnaire

Mandel a grandi à Anvers, dans une famille communiste d'origine juive. Son père, membre du Spartakusbund-Parti

édition française

SPARTACIST



Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : Elizabeth Gordon et Jean Thimbault (responsables), Susan Adrian, Helene Brosius, Carine Gance, Blandine Hauser, Henri Riemann, Alison Spencer

REALISATION : Susan Fuller

DIFFUSION : Shauna Blythe (New York), Camille Cézard (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING CO.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Téléphone : (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 29



été 1996

communiste allemand, avait participé à la Révolution allemande de 1918-19. De nombreux articles nécrologiques ont rendu hommage aux activités courageuses de Mandel quand il était un jeune militant trotskyste dans la Belgique occupée pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Jeune révolutionnaire, Mandel fut fortement influencé par Abraham Léon, l'auteur du brillant ouvrage *la Conception matérialiste de la question juive* (1942). Au début de la Deuxième Guerre mondiale, Léon avait entraîné derrière lui une dizaine de militants du groupe sioniste-socialiste Hachomer Hazair, influencé par le stalinisme, dans le groupe trotskyste belge, à un moment où les défections et la démoralisation privaient celui-ci de ses cadres dirigeants. Léon devint un des principaux animateurs du groupe et le rédacteur en chef du journal *la Voie de Lénine*. En tant que secrétaire du parti, il supervisait tous les aspects du travail, y compris, d'après Mandel, l'agitation internationaliste « envers les soldats prolétariens de la Wehrmacht » et le travail de propagande en direction des ouvriers de l'Europe occupée par les nazis.

En cherchant à construire des cellules révolutionnaires dans l'armée allemande d'occupation et à s'adresser à la classe ouvrière à l'intérieur même de l'Allemagne, le travail des trotskystes était totalement à l'opposé des mouvements de Résistance fronts-populistes dirigés par les staliniens et des personnalités bourgeoises telles que de Gaulle. Des groupes comme le petit Comité des marxistes révolutionnaires (CRM) néerlandais incarnaient l'internationalisme trotskyste. Le CRM, entièrement isolé de ses camarades français et belges, envoya certains de ses militants travailler en Allemagne dans le cadre du Service du travail obligatoire des nazis, dans l'espoir de participer à une situation révolutionnaire à la fin de la guerre. (Pour en savoir plus sur ce sujet, lire « Documents on the "Proletarian Military Policy" » [Documents sur la « Politique militaire prolétarienne »], *Prometheus Research Series* n°2.) Les articles nécrologiques qui ont associé le jeune Mandel à la Résistance officielle lui rendent un mauvais service, ainsi qu'aux trotskystes.

Mandel a écrit en hommage à Léon, tué à Auschwitz en octobre 1944 à l'âge de 26 ans, un texte qui devint l'introduction à l'édition posthume, en 1946, du livre de Léon sur la question juive. Le récit des activités des trotskystes belges pendant la guerre qu'il fait dans cet essai (écrit sous le pseudonyme d'Ernest Germain) est très éloigné des positions politiques que, dirigeant du SU, il développera plus tard. Il met au crédit de Léon d'avoir rassemblé les cadres trotskystes dispersés et commencé le « travail incessant, obstiné, inlassable » de construction d'un parti internationaliste d'avant-garde clandestin, parce qu'il avait le courage de « penser, et penser correctement ». Ce courage intellectuel – nécessaire pour suivre la voie de Lénine – n'est pas ce qui devait caractériser la carrière politique ultérieure de Mandel.

La Quatrième Internationale, à cette époque, se trouva confrontée à de terribles difficultés de caractère à la fois interne et externe. Les conséquences de l'assassinat de Trotsky, commis par un agent stalinien en 1940, furent aggravées par la décimation de la direction trotskyste européenne que perpétrèrent les nazis – et les staliniens. Il y eut donc, à l'intérieur du mouvement trotskyste, une brutale rupture de continuité historique. Seul le Socialist Workers Party (SWP) américain, qui avait collaboré étroitement avec

Trotsky avant la guerre, était sorti de la tourmente avec des cadres et une organisation intacts. Mais il ne sut pas assumer ses responsabilités et jouer un rôle politique décisif dans l'Internationale.

La direction de la Quatrième Internationale en Europe a alors échoué dans une large mesure à un groupe de jeunes dirigeants qui n'avaient pas joué un rôle central dans le mouvement révolutionnaire du vivant de Trotsky. Parmi eux, et au premier rang, figurait Michel Pablo (Raptis), issu du mouvement trotskyste grec, dont la formation politique avait été celle d'un cadre clandestin dans l'Europe occupée par les nazis. La plume alerte et les capacités intellectuelles de Mandel, et notamment un don peu commun pour les langues, le propulsèrent également aux premières lignes du mouvement trotskyste mondial.

Il n'était pas possible de comprendre le monde de l'après-guerre, ou de le changer, simplement en appliquant mécaniquement ce que Trotsky avait écrit avant la guerre. Dans une interview donnée en février 1940 (*Œuvres*, tome 23), Trotsky déclarait :

« L'alternative posée par la guerre actuelle est plutôt celle-ci : ou bien l'économie du monde entier sera reconstruite à une échelle planifiée, ou bien la première tentative d'une telle entreprise sera brisée dans une convulsion sanglante et l'impérialisme se verra accorder un nouveau délai, jusqu'à la troisième guerre mondiale qui peut, elle, devenir le tombeau de la civilisation. »

Mais la fin de la guerre amena une importante extension du pouvoir stalinien du fait de l'occupation de l'Europe de l'Est par l'armée soviétique et de révolutions sociales autochtones, à base paysanne, en Yougoslavie et plus tard en Chine. Les partis staliniens d'Europe de l'Ouest émergèrent de la guerre avec un prestige rehaussé par leur rôle dans la résistance à l'occupation nazie. Mais, dans le cadre d'un accord avec l'impérialisme sur le partage des conquêtes militaires, ils utilisèrent cette influence pour saboter les situations révolutionnaires qui éclatèrent en Italie et en France. Dans ces circonstances, l'aide économique massive fournie par l'impérialisme américain dans le cadre du plan Marshall permit la restabilisation de l'ordre capitaliste en Europe de l'Ouest sous forme de démocraties parlementaires. L'occupation américaine du Japon conduisit de même à un régime stable de démocratie bourgeoise. L'impérialisme américain porta son attention au « refoulement » de la victoire soviétique remportée dans la Deuxième Guerre mondiale et à la reconquête de cette partie du monde où le capitalisme avait été détruit. Plus tard, un des documents cruciaux de l'antipablisme mit le doigt sur le cœur du problème – la direction révolutionnaire :

« L'histoire des quarante dernières années nous a fait toucher du doigt la vérité de cette leçon que Lénine et Trotsky répétaient si fréquemment : il n'y a pas de situation impossible pour la bourgeoisie [...]. Elle peut sortir des situations les plus désespérées, pourvu seulement que ne soit pas préparée en temps voulu l'intervention des travailleurs, défendant en tant que classe leurs intérêts propres, sous la conduite d'un parti et de dirigeants qui se donnent pour objectif le renversement du capitalisme. »

– *Perspective mondiale : le socialisme*, 1961
Résolution de la Socialist Labour League

Le mouvement trotskyste eut beaucoup de difficultés à expliquer le fait que plusieurs régimes capitalistes avaient été renversés par les staliniens. Tout d'abord, certains, donnant une réponse orthodoxe rigide, commencèrent par nier qu'une quelconque transformation sociale se soit produite.

de notre mouvement [...] réside dans l'incapacité du stalinisme à renverser le capitalisme mondial, incapacité qui a ses origines dans la nature sociale de la bureaucratie soviétique.» Pourtant, malgré le soutien accordé par la majorité de la section française aux « Dix thèses », il abandonna rapidement sa position semi-oppositionnelle. Il révélait là sa principale faiblesse politique.

Dans un document écrit en 1953, Peng Shuzhi, vétéran du trotskysme chinois, évoquait avec une certaine tristesse les caractéristiques qui avaient transformé Mandel, semi-opposant à Pablo, en son principal lieutenant. Il notait son « manque d'analyse pénétrante dans l'observation de différents problèmes, son tempérament impressionniste, son esprit indécis et conciliateur qui se sont manifestés très souvent dans des problèmes importants, ainsi que la facilité avec laquelle il change ses propres positions » (Lettre à James P. Cannon, 30 décembre 1953).

Quand Mao Zedong arriva au pouvoir en Chine, Peng avait déjà été contraint de fuir pour échapper à la persécution sanglante qui frappait les trotskystes chinois. Il arriva en Europe pour découvrir que Pablo et Cie considéraient que le Parti communiste chinois (PCC) de Mao était « centriste » et prétendaient qu'il avait assimilé les thèses centrales de la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Pablo et Mandel insistaient que la section chinoise de la Quatrième Internationale devait se dissoudre dans le PCC.

La lettre ouverte adressée par Peng au régime de Mao pour protester contre les assassinats et l'emprisonnement des trotskystes chinois fut escamotée par le Secrétariat international (SI) de Pablo. Dans sa lettre à Cannon, Peng raconte comment Mandel/Germain l'avait accusé d'être un « sectaire sans espoir » et comment il avait critiqué la lettre ouverte pour ne pas exprimer « un soutien total au mouvement sous la direction du parti de Mao ». Comme le notait Peng, la capitulation de Mandel fut un des facteurs clés qui permirent à Pablo de s'emparer des leviers de commande de la Quatrième Internationale et de la détruire politiquement.

Mandel sur l'« autoréforme » de la bureaucratie et les « réformes de structure » du capitalisme

La capitulation des pablistes devant le stalinisme évacuait la nécessité de la révolution politique – c'est-à-dire que la classe ouvrière se mobilise pour chasser les bureaucraties parasites dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés – en faveur de l'« autoréforme » de la bureaucratie. Lors du débat avec la LCI à l'automne 1994, Mandel déclara que cette accusation était « une déformation complète » et fit spécifiquement référence à la révolution politique potentielle de 1953 en Allemagne de l'Est. Que disaient-ils donc à l'époque ? Une déclaration faite par le SI de Pablo en juin 1953 comportait dans son « programme de la révolution politique » la revendication de « démocratisation réelle des partis communistes », autrement dit d'autoréforme bureaucratique.

Cette perspective fut réaffirmée en 1956 lors de la révolte des ouvriers hongrois contre la police stalinienne et l'armée russe. Se tournant une nouvelle fois vers les bureaucrates, Pablo et Mandel écrivaient que le manque de direction politique a provoqué « exactement ces défauts et dangers » que la Pologne avait évités « grâce au rôle de direction qu'a pu jouer [...] la tendance Gomulka [...], tendance centriste

évoluant tout de même à gauche » (*Quatrième Internationale*, décembre 1956).

En 1960-61, quand une grève générale de masse éclata en Belgique, créant une situation potentiellement révolutionnaire, Mandel contribua personnellement à désamorcer cette lutte. Tandis que les ouvriers défilaient aux cris de « A bas le gouvernement ! », Mandel et ses partisans préconisaient des « réformes de structure » dans le cadre du capitalisme. Enfouis dans le Parti socialiste réformiste, les mandéliens jouaient le rôle de conseillers auprès de la direction syndicale « de gauche ». Après avoir appelé les travailleurs à marcher sur Bruxelles – ce qui aurait signifié un affrontement direct avec l'Etat bourgeois –, le journal de Mandel, *la Gauche*, retira cet appel quand ses protecteurs syndicaux refusèrent de suivre. Mandel était bien loin de chercher à jouer le rôle qu'il avait attribué à Abraham Léon : « Il voulut qu'on semât pour que le parti puisse récolter au moment décisif » (Introduction à *la Conception matérialiste de la question juive*).

A la recherche de la « nouvelle avant-garde de masse »

Avec l'explosion prérévolutionnaire que connut la France en 1968, la réponse de Mandel fut là encore des « réformes de structure anticapitalistes ». Dix millions de travailleurs s'étaient mis en grève aux cris de « De Gaulle démission ! » C'était là une occasion cruciale de briser l'état réformiste du Parti communiste français sur la classe ouvrière et un exemple de la nécessité brûlante d'un parti révolutionnaire, muni d'un programme pour le pouvoir prolétarien. Loin de lutter pour un tel parti, Mandel se plaignait qu'« il n'y a pas encore à la gauche du PCF une avant-garde unifiée, organisée, suffisamment influente, qui pourrait conduire immédiatement les masses à la victoire » (*Militant*, 14 juin 1968).

Cette période offrit une myriade d'occasions révolutionnaires. La dénonciation des crimes de Staline par Khroutchev, puis la Révolution hongroise de 1956 et l'aggravation de la scission sino-soviétique, avaient affaibli l'autorité de la bureaucratie stalinienne soviétique, conduisant un certain nombre de militants de gauche à s'intéresser au programme du trotskysme. A la fin des années 1950 et au début des années 1960, avec la lutte de libération nationale algérienne, la Révolution cubaine et plus tard l'escalade de la guerre au Vietnam, arriva au devant de la scène politique une nouvelle génération de jeunes radicalisés qui étaient attirés par le trotskysme ainsi que par les variantes apparemment combatives du stalinisme, le maoïsme et le guevarisme.

Mandel acquit une certaine célébrité internationale en surfant sur cette vague d'optimisme révolutionnaire. Son impressionnisme faisait de lui une véritable girouette qui s'orientait sur les courants éternellement changeants de l'opinion radicale petite-bourgeoise ; il était à la traîne de tout ce qui était populaire dans ce milieu et, en même temps, faisait du prosélytisme en sa faveur. Au cours des décennies suivantes, la ligne du SU n'a pas non plus cessé de changer dans sa poursuite du dernier avatar de la « nouvelle avant-garde de masse ». Au début des années 1960, les mandéliens avaient adopté la théorie selon laquelle la révolution coloniale, derrière des dirigeants comme le nationaliste bourgeois algérien Ben Bella et plus tard Castro



Helena Hermes

Cortège des travailleurs de Renault dans une manifestation à Paris, en Mai 68. Le PCF a saboté cette occasion révolutionnaire. Le groupe du SU, lui, était à la traîne d'une illusoire «avant-garde étudiante».

à Cuba, était à l'«épice» de la révolution mondiale. Le SWP américain convergea, à cette époque, avec les pablistes pour capituler devant le nationalisme petit-bourgeois ; il les rejoignit en 1963 dans une fusion sans principes qui donna naissance au Secrétariat unifié (SU).

Dans les années 1970, Mandel était un des principaux porte-parole de l'enthousiasme acritique de la majorité du SU pour le guérillisme petit-bourgeois, qui poussa une génération entière de jeunes Latino-Américains radicalisés dans la voie suicidaire et défaitiste de l'aventurisme militaire basé sur la paysannerie. En Europe de l'Ouest, autour de 1968, les mandéliens se faisaient bruyamment les avocats du «pouvoir étudiant», tirant un trait sur la classe ouvrière en tant que force révolutionnaire avec leur «stratégie de l'«université rouge»». Après 1968, ils redécouvrirent la classe ouvrière et écrivirent en 1974, pour leur congrès mondial : «Après Mai 68 et, de manière plus générale, avec la remontée des luttes ouvrières dans toute l'Europe, un tournant fondamental s'est produit dans ce milieu.»

Le tournant «fondamental» ne dura pas longtemps. Avec la fin de la guerre du Vietnam et la défaite du soulèvement révolutionnaire portugais au milieu des années 1970, le courant dominant du radicalisme petit-bourgeois occidental évolua rapidement vers la droite, et Mandel en fit autant. Reprenant à leur compte la rhétorique antisoviétique de l'impérialisme occidental sur les «droits de l'homme», les mandéliens chantèrent les louanges des partis «eurocommunistes» qui critiquaient le stalinisme d'un point de vue social-démocrate. Mandel passa ensuite à un soutien déclaré à la social-démocratie de Guerre froide. Son organisation applaudit l'élection du candidat du Parti socialiste français Mitterrand à la présidence de la République en 1981, faisant écho à l'antisoviétisme criard du gouvernement Mitterrand. Comme le notait l'orateur de la LCI Joseph Seymour dans

le débat de 1994, «au fil des décennies, Mandel a littéralement *tout essayé, sauf* construire un parti d'avant-garde prolétarien».

Les cycles longs d'Ernest Mandel

C'est comme vulgarisateur et interprète de l'économie marxiste que Mandel se fit connaître pour la première fois à l'extérieur du mouvement trotskyste. Son *Traité d'économie marxiste* (1962) fut en son temps l'ouvrage de référence le plus lu sur ce sujet. Comparé à beaucoup d'économistes néomarxistes (par exemple Paul Sweezy), Mandel apparaît souvent comme orthodoxe, mais ses travaux étaient influencés par le même impressionnisme et le même objectivisme qui avaient éloigné son programme politique du marxisme révolutionnaire. En fait, la plus grande partie de ses écrits économiques étaient modelés pour justifier les appétits politiques du SU. Ainsi, sa redécouverte de la théorie fumeuse de l'économiste russe Kondratiev – les «cycles longs» du développement capitaliste, un thème développé dans le livre de Mandel *le Troisième âge du capitalisme* – servit à justifier rétrospectivement ce qu'il a fait pendant la grève générale belge de 1960-61. Le «cycle long» d'expansion capitaliste de 1945 à 1966, affirmait-il, empêchait un développement révolutionnaire, car la bourgeoisie pouvait facilement acheter les travailleurs en leur faisant des concessions.

Dans le débat de 1994 avec la LCI, Mandel utilisa cet argument à l'envers. Il argumenta alors qu'il y avait maintenant un «cycle long» de *récession* économique et que «ce qui est immédiatement à l'ordre du jour n'est pas la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir par les ouvriers, mais la nécessité d'éliminer le chômage». Pour Mandel, il y a une constante : il affirme toujours que des situations révolutionnaires (au moins pour la classe ouvrière

dans les pays impérialistes) sont *a priori* exclues – que l'économie mondiale soit en expansion ou en récession.

L'objectivisme que Mandel apportait à ses écrits économiques rappelait un autre économiste marxiste, à qui il jugea bon de ne jamais faire référence : Nikolai Boukharine. Le schéma des « périodes » de développement capitaliste élaboré par Boukharine après la Première Guerre mondiale servit de justification théorique à la politique antirévolutionnaire de l'Internationale communiste stalinienne au milieu des années 1920 et au début des années 1930. Mandel ressemblait à Boukharine par d'autres aspects que sa méthodologie économique, comme le notait Peng Shuzhi : « A bien des égards, particulièrement par son tempérament, il ressemble à Boukharine. Il oscille souvent entre la conscience révolutionnaire et des considérations de pouvoir momentanées. Quand ces dernières sont satisfaites pour un temps, la première est mise de côté » (*Ibid.*)

Beaucoup ont témoigné du talent de Mandel comme inspiateur de la jeune génération qu'il a gagnée au SU à la fin des années 1960. Sa verve politique fit de lui une figure intellectuelle de premier plan de la « nouvelle gauche », en particulier en Europe occidentale et en Amérique latine. A la fin des années 1960 et au début des années 1970, il fut interdit de séjour en France, en Allemagne et aux Etats-Unis à cause de sa réputation d'agitateur.

Mais à quelle fin Mandel inspirait-il ses partisans ? L'impressionnisme du SU, à l'affût de tout ce qui pouvait être politiquement à la mode, a transformé l'« Internationale » et chacune de ses sections en perpétuelles poudrières, avec des fractions en guerre cherchant à satisfaire des appétits différents. Après que les impérialistes américains eurent saisi le prétexte de l'intervention soviétique en Afghanistan, en 1979, pour lancer leur machine de propagande de la seconde Guerre froide, la dérive droite du climat politique provoqua une baisse constante de la vague du radica-

lisme petit-bourgeois, et une tendance carrément antisoviétique fit son apparition dans le SU.

Le SU aujourd'hui : des sociaux-démocrates ordinaires

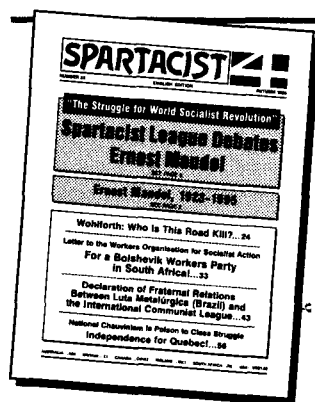
Le SU est aujourd'hui surtout connu pour ses ex-membres – dont beaucoup peuplent les appareils de la social-démocratie, en particulier en France. Les mandéliens n'ont pas seulement engendré cette couche sociale d'anciens soixante-huitards, ils sont toujours interpénétrés avec elle. Il est parfaitement approprié que la nécrologie de Mandel publiée dans le *Guardian* de Londres ait été écrite par Tariq Ali qui, pendant des années, a fait partie de la direction britannique du SU. Ali a quitté le SU dans les années 1980, et en 1990 il a publié *Redemption*, une satire du SU de Mandel, d'un humour parfois mordant mais généralement puéril, qui est en fait une satire de tout l'éventail des organisations internationales associées au trotskysme. *Redemption* est une ode explicite à la victoire supposée de la social-démocratie sur le léninisme. Tariq Ali a simplement mis les points sur les i pour ce qui est de la trajectoire politique du SU pendant les années 1980. L'organisation de Mandel s'est faite sans vergogne l'écho des officines impérialistes de propagande anticommuniste, acclamant tous les mouvements contre-révolutionnaires et nationalistes dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est.

Cette évolution a été menée à sa conclusion obscène avec un article publié en 1989 dans *International Viewpoint* qui glorifiait et qualifiait de « combattants antistaliniens » les « Frères de la forêt » fascistes estoniens qui avaient collaboré avec les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Dans une version augmentée de son rapport introductif lors du débat qu'a publiée la revue américaine *Bulletin in Defense of Marxism (BIDOM)* (mais pas lors du débat avec nous tel qu'il a réellement eu lieu, ni nulle part ailleurs à

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* représente l'engagement internationaliste léniniste de la LCI.



English edition No. 52
(56 pages) US \$1.50



Edition française n° 28
(56 pages) 10FF



Deutsche Ausgabe Nr. 17
(64 Seiten) DM 3.—



Edición en español No. 26
(56 páginas) US \$1



Julienne/Syigma



AP

Portugal, 1975 – Les fractions du SU des deux côtés des barricades. Le SWP américain réformiste était du côté des mobilisations anticommunistes soutenues par la CIA et dirigées par le PS (à gauche). Les mandéliens étaient à la traîne du bloc front-populiste entre le PC et des officiers au verbiage de gauche (ci-dessus).

notre connaissance), Mandel se permet une critique timide, écrivant que l'article sur les « Frères de la forêt » n'était « pas une erreur mineure », pour ensuite la balayer cyniquement d'un revers de main : « Personne là-bas [en Estonie] ne connaît notre presse ni même la lit » (!)

Tout au long des années 1980, Mandel présenta le mouvement polonais Solidarność, contre-révolutionnaire et truffé de prêtres, comme un modèle de mouvement ouvrier révolutionnaire et consacra Jacek Kuron conseiller « trotskyste » du dirigeant de Solidarność, Lech Walesa. Après la nomination de Kuron au poste de ministre du Travail dans le gouvernement de briseurs de grève de Solidarność en 1989, Mandel le dénonça :

« En tant que ministre du Travail dans le gouvernement de Mazowiecki, il risque de devenir le ministre de la police et de la répression antiouvrière, antipluraliste, s'il accepte de boire jusqu'à la lie la coupe de l'économie ouverte sur le monde », c'est-à-dire les règles du capitalisme international. »

– *International Viewpoint* n° 172,
30 octobre 1989

Mandel a coupé les ponts avec Kuron. Il a fustigé l'auteur de l'article d'*International Viewpoint* pour l'« erreur » sur les « Frères de la forêt ». Dans ces deux cas, on ne peut considérer autrement que comme méprisables ses tentatives de se laver les mains des conséquences peu ragoûtantes de sa ligne.

Dans les pages du *BIDOM*, Mandel argumentait, au sujet de l'article sur les « Frères de la forêt », que « ses effets dans nos rangs ont été presque nuls ». Bien au contraire. Les effets du soutien apporté à cette racaille nationaliste – depuis le Roukh ukrainien jusqu'aux « démocrates » de Boris Eltsine, en passant par le Sajudis lituanien – ont été profonds. Les cadres du SU se sont tellement habitués à marcher au rythme de la propagande des impérialistes que quand l'Etat ouvrier yougoslave a été détruit dans une orgie

de carnages nationalistes en 1992, le SU a lancé une campagne de « Secours ouvrier international » qui n'était rien d'autre qu'un paravent à une intervention impérialiste en faveur de la « pauvre petite Bosnie ». Avec la campagne de bombardements impérialistes de l'OTAN contre les Serbes, le SU a eu ce qu'il réclamait. Ses cadres qui ont participé à cette triste aventure sont devenus de grossiers sociaux-chauvins – bien loin des jeunes partisans enthousiastes de Che Guevara qui avaient été nombreux à rejoindre Mandel à la fin des années 1960.

En 1985, la plus grande partie du SU qualifiait avec enthousiasme de « progressistes » toutes les oppositions existantes aux staliniens sclérosés, depuis les « dissidents » pro-occidentaux jusqu'aux nationalistes fascistes. Pendant ce temps, Mandel et ses plus proches disciples se tournaient vers une nouvelle chimère : les éléments social-démocratisants dans la bureaucratie soviétique autour de Gorbatchev. La *glasnost* de Gorbatchev signifiait que le professeur « marxiste » Mandel allait pouvoir donner des conférences devant des universitaires soviétiques, tout en implorant la bureaucratie de réhabiliter Trotsky. Mais Gorbatchev se révéla être une figure éphémère : il s'avéra que sa « nouvelle pensée » n'apportait rien, si ce n'est d'ouvrir la voie directe, à court terme, qui conduisait à la restauration capitaliste.

Ni trotskyste, ni une Internationale

Il y a certaines indications que, vers la fin de sa vie, Mandel était en port-à-faux avec le reste de son organisation, peut-être même de manière significative. Bien qu'il ait depuis longtemps abandonné la politique trotskyste et la construction d'organisations principielles unies au niveau international sur un programme prolétarien, Mandel semblait vouloir maintenir une référence formelle au trotskysme.

Le XIV^e congrès du SU – le dernier qu’ait connu Mandel – a examiné une résolution qui préconisait « un regroupement international large des forces révolutionnaires », incluant en particulier des courants qui ne se considèrent pas comme « trotskystes », et « une nouvelle Internationale, qualitativement plus large que ce que nous sommes ». Cette résolution, « Construire l’Internationale aujourd’hui », ajoutait : « Nous souhaitons opérer une véritable mutation de la Quatrième Internationale. » Les militants démoralisés du SU ont sans doute en tête des organisations ouvrières réformistes comme le Parti du socialisme démocratique (PDS) allemand ex-stalinien ou le Parti des travailleurs (PT) brésilien, dans lesquels ils sont déjà entrés. Mais des partis populistes bourgeois sont aussi sur la liste – les divers sous-produits de la scission de la section mexicaine du SU ont tous soutenu le parti bourgeois de Cuauhtémoc Cárdenas lors des dernières élections.

Ceux qui s’opposent à la dissolution se sont regroupés autour de l’organisation américaine Socialist Action, qui a rompu avec le SWP principalement afin de pouvoir s’adonner à un enthousiasme sans limite pour Solidarność; son premier acte important fut de servir de gros bras à la bureaucratie syndicale pour empêcher physiquement la base combative du syndicat de s’opposer au cassage de la grève des bus Greyhound en 1983-84. Dans le borbier démoralisé de ce congrès, Ernest Mandel introduisit un amendement qui affirmait la nécessité du « centralisme démocratique international » sur « les questions de la guerre, de la révolution et de la contre-révolution ». Son amendement fut repoussé (« Opposition émerge dans le congrès mondial de la Quatrième Internationale », Barry Weisleder, *BIDOM*, septembre 1995).

« Centralisme démocratique » ? En fait, c’est précisément quand il a été confronté aux questions « de la guerre, de la révolution et de la contre-révolution » que le SU, depuis trente ans, a manifesté sa totale banqueroute. Quand des luttes sociales décisives font rage – aux moments où une direction révolutionnaire résolue peut faire la différence et pour lesquels des révolutionnaires s’organisent et se préparent –, le SU a été un conglomerat confus de cliques et de sections en conflit, suivant des lignes opposées dictées par des appétits conflictuels correspondant à leur situation locale.

Au Portugal en 1975, alors que des bandes financées par la CIA et dirigées par le Parti socialiste mettaient à sac les locaux du PC et affrontaient les stalinien dans les rues, certaines sections nationales du SU encourageaient le PS, tandis que d’autres sections étaient politiquement à la remorque du PC. En 1989, au moment de la chute du Mur de Berlin, le SU était divisé sur la question de savoir s’il fallait sabler le champagne ou prendre un Alka-Seltzer. Qui soutenir dans la guerre civile angolaise ? Quelle faction nationaliste palestinienne appuyer ? Quelle que soit la question, on retrouvait toujours le SU dans plusieurs camps. « Fusions » pourries et soulèvements sociaux provoquèrent d’innombrables scissions. Certaines sections ont abrité des fractions et cliques en guerre permanente ; dans certains pays, les partisans du SU ont été dans plusieurs organisations rivales. Mandel a, au fil des ans, descendu en flammes plusieurs groupements de gauche dans le SU, mais il semblait toujours prêt à accueillir à bras ouverts des tendances capitalistes d’Etat, maoïstes, guérillistes ou n’importe quoi

d’autre, pour prouver que le SU était large, influent et, surtout, non « doctrinaire ».

Dans une interview accordée en 1976, on demanda à Mandel si « l’existence de la Quatrième Internationale n’est pas un obstacle » au regroupement qu’il recherchait ; il répondit qu’il se déferait de telles « étiquettes » dans les 24 heures (*Politique-Hebdo*, 10-16 juin 1976). Mais les termes actuels de la capitulation sont loin de ceux qu’il imaginait alors. Le SU espérait jadis se noyer avec allégresse dans un torrent de « nouvelles avant-gardes » frémissantes, bourgeonnantes et jeunes. Mais au lieu de cela, l’Etat ouvrier dégénéré soviétique a été détruit et la situation politique a viré à droite au niveau international ; les forces « progressistes » sont un ramassis bigarré de « Verts » bourgeois, de sociaux-démocrates de bonne compagnie, d’ex-stalinien démoralisés et autres forces de la même engeance.

Un des partisans américains de Mandel décrivait récemment leur Internationale comme « un assortiment de groupes socialistes révolutionnaires relativement petits dans différents pays, ayant des contacts ténus entre eux et partageant un contact plus ou moins ténus, avec la tradition théorique marxiste révolutionnaire du bolchévisme-léninisme et de l’Opposition de gauche » (Paul Le Blanc, *BIDOM* n° 126, juillet-août 1995). C’est le genre d’organisation qui correspond au programme du SU. Il n’est guère surprenant que la plus grande partie du SU en soit venue à considérer la « Quatrième Internationale » comme simplement quelque chose d’inutile et d’encombrant. En fin de compte, il semble qu’Ernest Mandel a récolté ce qu’il avait semé.

Bien sûr, la nécessité est plus impérieuse que jamais d’une Quatrième Internationale reforgée que Trotsky reconnaîtrait comme sienne : un parti mondial, basé sur le programme léniniste de la révolution socialiste internationale, qui était la bannière de ceux qui s’opposaient à la dégénérescence stalinienne et qui conduira à la victoire les révolutions bolchéviques de l’avenir. C’est le parti trotskyste que la LCI œuvre à construire. ■

Women and Revolution

Journal de la commission femmes de la Spartacist League/U.S.

n° 45
hiver –
printemps 96
(56 pages)
en anglais

France: 8 FF
USA: US\$ 1
Canada: Cdn\$ 1.50

Commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France

AUSTRALIA... A\$1.50 BRITAIN... £0.75 CANADA... Cdn\$1.50 IRELAND... IR£1.75 USA... US\$1

« La lutte pour la révolution socialiste mondiale »

Débat entre la Ligue communiste internationale et Ernest Mandel



Photos Workers Vanguard

Ernest Mandel (à gauche), pour le Secrétariat unifié, et Joseph Seymour, pour la Ligue communiste internationale, débattent devant quatre cents personnes à New York, le 11 novembre 1994.

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 52, AUTOMNE 1995

Nous publions ci-après les rapports introductifs et les conclusions d'Ernest Mandel, qui fut le dirigeant du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale (SU), et de Joseph Seymour, de la Ligue communiste internationale (LCI), lors du débat public qui les a opposés à New York, le 11 novembre 1994. Nous reproduisons aussi des extraits des interventions de la salle. Ce débat sur « La lutte pour la révolution socialiste mondiale aujourd'hui » a attiré quelque quatre cents personnes, ce qui, à New York dans les années 1990, représente un nombre important pour un rassemblement de militants se réclamant du marxisme révolutionnaire. L'intérêt suscité par cet événement dans la gauche rappelle d'autres débats historiques qui ont eu lieu à New York entre militants du mouvement ouvrier; mille cinq cent personnes avaient assisté au débat entre James P. Cannon et Jay Lovestone en mars 1934; et quelque mille deux cent personnes étaient venues écouter Max Shachtman contre Earl Browder en mars 1950. Nous avons déposé

l'enregistrement du débat entre Seymour et Mandel à la Prometheus Research Library, les archives et la bibliothèque du comité central de la Spartacist League/US (SL/US), la section américaine de la LCI.

La LCI a publié dans le n°611 (25 novembre 1994) de *Workers Vanguard*, le journal de la SL/US, un compte rendu du débat avec Mandel, qui a été reproduit en français dans *le Bolchévik* n° 131 (décembre 1994-janvier 1995). Les partisans de Mandel en ont fait eux aussi un compte rendu, rédigé par Paul Le Blanc, membre du comité de rédaction de *Bulletin in Defense of Marxism (BIDOM)*, qui coprésidait ce meeting avec Frank Hicks, de la LCI. Mais l'article de Le Blanc ne fut pas publié dans *BIDOM* « par manque de place ». Il fut « diffusé informellement » à ceux qui en demandaient un exemplaire. On peut avoir une idée de pourquoi en lisant une déclaration de Mandel qui figure en appendice à l'article de Le Blanc. Elle mérite d'être citée :

« A vrai dire, j'ai clairement expliqué à maintes reprises que je n'avais aucune intention de débattre avec les spartacistes, ou que nos camarades aux USA organisent un meeting commun avec eux. En représailles pour le harcèlement qu'ils nous font subir à certains de nos meetings en Europe (et à deux reprises au Mexique), je les ai mis au défi de

me laisser parler devant leur public. Ils ont accepté le défi. Le meeting n'a été annoncé que par eux ; nous n'avons fait aucun appel public.

« Nous n'avons pas non plus mobilisé pour. »

En fait, avoir ce débat ne fut pas facile. Les camarades de la tendance spartaciste internationale (devenue depuis Ligue communiste internationale) sont intervenus dans les meetings de Mandel depuis une vingtaine d'années et dans le monde entier, pas seulement en Europe ou au Mexique mais aussi en Amérique du Nord et en Australie. Finalement, en réponse à des interventions faites de la salle lors d'un meeting à New York en février 1993, Mandel déclara que si nous organisions un meeting, il viendrait débattre avec nous. Nous avons immédiatement accepté cette offre, mais, pour des raisons de santé, il ne put se rendre à New York avant novembre 1994.

Ce qui est clair dans sa déclaration, c'est qu'il voulait un « débat » à sens unique, c'est-à-dire un meeting où il pourrait à loisir expliquer ses positions aux militants spartacistes mais où ses propres partisans ne seraient pas mobilisés pour entendre ce que nous avions à dire ! En dépit des intentions de Mandel, le meeting de novembre 1994 fut un réel débat dans lequel chaque camp a eu autant de temps pour ses rapports introductifs et ses réponses. Bien que seule la LCI ait fait de la propagande pour ce meeting et cherché à y faire venir du monde, beaucoup des partisans américains de Mandel, regroupés autour de *BIDOM*, sont venus. Pendant la discussion, ont pris la parole depuis la salle, tour à tour et en nombre égal, des partisans du SU, des partisans de la LCI et des intervenants n'appartenant à aucune de ces deux organisations. Parmi les tendances politiques qui participaient, il y avait le Freedom Socialist Party, la League for a Revolutionary Party, la Bolshevik Tendency et l'International Trotskyist Opposition.

Dans le numéro de mai-juin 1995 de *BIDOM*, Mandel a publié une version considérablement augmentée de son rapport introductif, une manière d'avoir le dernier mot. Avec vingt-quatre pages en tout petits caractères, c'est l'article le plus long que *BIDOM* ait jamais publié dans un même numéro (double dans ce cas). Ce n'est certainement pas ce qu'il aurait voulu, mais cette version augmentée, qui a un caractère très étrange, décousu, totalement éclectique, voire désespéré, est apparemment le dernier article important de Mandel publié de son vivant. Nous avons l'intention de le reproduire dans la série de brochures « Hate Trotskyism, Hate the Spartacist League » [Haine du trotskysme, haine de la Spartacist League], dans laquelle nous publions des polémiques importantes de nos adversaires contre nous.

Les transcriptions du débat ont été légèrement revues pour des questions de style et de lisibilité. Les insertions entre crochets sont de la rédaction de *Spartacist*.

Rapport introductif d'Ernest Mandel

L'acte de naissance du marxisme, c'est la onzième thèse sur Feuerbach : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais il s'agit de le transformer. » Il est nécessaire d'avoir une compréhension théorique correcte du capitalisme pour le renverser, mais ce n'est pas suffisant. Cette tâche doit être réalisée dans la pratique. Seule la classe ouvrière – comme définie dans le premier programme du Parti ouvrier social-démocrate de

Russie écrit par Lénine et Plékhanov, à savoir tous ceux qui sont sous la contrainte économique de vendre leur force de travail – seule la classe ouvrière est capable de briser l'emprise de la bourgeoisie sur les principaux moyens de production et d'échanges.

Ces expropriations ne peuvent pas réussir sans la destruction de la machine de l'Etat bourgeois et son remplacement par un Etat ouvrier, par la dictature du prolétariat. L'Etat ouvrier est un Etat d'un type spécial, décrit dans le classique de Lénine sur la question, *l'Etat et la Révolution*. Il commence à dépérir dès sa création. Cependant, le rythme de son dépérissement est conditionné par l'existence de menaces internationales contre ces Etats ouvriers, par le fait que le marché capitaliste mondial est toujours prépondérant, indépendamment de tout danger militaire matériel plus précis. Cela signifie que le processus de dépérissement est limité et moins précis que ce que Lénine avait envisagé.

La construction du socialisme est un processus d'essais et d'erreurs, comme l'a si clairement précisé Rosa Luxemburg dans ses écrits de 1918, et Trotsky l'a expliqué encore plus clairement dans ses polémiques contre Staline et les staliniens lors du premier plan quinquennal. Le processus de la révolution mondiale a été dominé par la loi du développement inégal et combiné, dont la découverte est une des principales contributions de Trotsky à la théorie marxiste. Depuis la Révolution russe de 1905 jusqu'à aujourd'hui, elle se caractérise par un processus international désynchronisé. Les révolutions n'ont pas éclaté simultanément dans tous les pays du monde ; elles ne le feront fort probablement jamais. Dans une large mesure, la tâche centrale pour des marxistes révolutionnaires est donc de forger une unité et une solidarité de classe de plus en plus grandes à l'échelle mondiale.

Une autre avancée théorique, accomplie par Karl Marx, fut la définition des classes sociales comme des réalités objectives indépendamment de comment ces classes se voient elles-mêmes. Les esclaves étaient une classe sociale, même s'il n'existait pas d'« idéologie des esclaves ». Les ouvriers américains sont une classe ouvrière du fait qu'ils sont basés sur le travail salarié même si beaucoup d'entre eux se considèrent comme faisant partie de la « classe moyenne ».

Pour renverser le capitalisme, il ne suffit pas d'avoir un programme correct, il faut aussi de surcroît suffisamment de force organisationnelle, suffisamment d'implantation dans la classe ouvrière et d'autres mouvements de masse. Illustrons cette thèse par le bilan de l'action politique de Trotsky à partir des années 1930. C'est une magnifique réussite. Trotsky a eu raison à cent pour cent dans sa lutte contre le Thermidor soviétique, contre l'usurpation du pouvoir en URSS par une caste bureaucratique antiouvrière. Il a eu raison à cent pour cent dans sa bataille contre la montée du fascisme en Allemagne et le terrible danger que cela représenterait pour la classe ouvrière d'Europe et pour l'URSS elle-même. Il a eu raison à cent pour cent quand il a montré comment il était possible d'éviter une défaite de la Révolution espagnole. Il a eu raison à cent pour cent dans sa bataille contre la désastreuse politique du Front populaire, en France et ailleurs. Il a eu raison à cent pour cent dans sa bataille contre les purges sanglantes de Staline, qui commencèrent en 1934 et qui ont tué près d'un million de communistes et la crème du commandement de l'Armée rouge.

Mais il a perdu toutes ces batailles. Pourquoi ? Parce que pour gagner, il ne suffisait pas d'avoir ces idées correctes, il était aussi nécessaire d'avoir la force numérique, avec suffisamment de racines dans les masses. Et cela, les groupes inspirés par Lev Davidovitch ne l'avaient pas. Ils sont par conséquent restés incapables de même *commencer* à réaliser les buts historiques vitaux que je viens d'énumérer.

Ce qu'on appelle la « question russe » implique une définition correcte des Etats ouvriers bureaucratisés et des tâches qui en découlent pour les marxistes révolutionnaires : la lutte pour renverser la dictature bureaucratique par une révolution politique, la lutte pour défendre ce qui restait des conquêtes de la révolution d'Octobre contre les tentatives de l'impérialisme pour les détruire. Cela pose de surcroît la question de la corrélation entre ces tâches et la révolution mondiale. Cela implique deux questions. Premièrement, est-ce que la défense de ce qui reste des conquêtes d'Octobre prend le pas sur les tâches des révolutions dans d'autres parties du monde, comme les stalinien l'ont affirmé pendant longtemps, avec leur théorie que l'URSS était le bastion central du prolétariat mondial et que l'internationalisme prolétarien équivalait à la défense de ce bastion ? Deuxièmement, la révolution mondiale peut-elle aller de l'avant et remporter des victoires en dehors de ce qu'on appelle le camp socialiste, grâce à son propre élan dans des pays donnés, à supposer qu'existe une direction – pas nécessairement une direction authentiquement marxiste révolutionnaire – prête à diriger un tel processus ?

Ceux qui répondent « oui » à la première question défendent, qu'ils en soient ou non conscients, une position pro-stalinienne, probureaucratie soviétique, avec tout ce que cela implique pour les luttes de classe actuelles dont nous avons été témoins depuis les années 30. Ceux qui répondent « non » à la deuxième question – encore une fois indépendamment du fait qu'ils en soient ou non conscients – adoptent dans la pratique une position parallèle à l'utopie réactionnaire du socialisme dans un seul pays. Des avancées de la révolution mondiale sont censées être impossibles sans le

renversement préalable de la bureaucratie soviétique ; tout dépend de ce qui se passe à l'intérieur de l'Union soviétique.

Nous rejetons chacune de ces deux graves erreurs théoriques et politiques. Et pour ce faire, nous pouvons nous baser sur des preuves historiques solides afin de le démontrer. Il est tout simplement impossible de nier que, dans différents pays et à différents moments, la subordination des intérêts et des mouvements des exploités et des opprimés aux manœuvres de la diplomatie stalinienne ait eu des conséquences catastrophiques à la fois pour la révolution mondiale et pour l'URSS elle-même. L'analyse trotskyste des Etats bureaucratisés – bureaucratiquement déformés et dégénéré si vous voulez, c'est la même chose – d'Union soviétique, de Chine, d'Europe de l'Est, implique que l'on comprenne la fonction historique double des bureaucraties stalinien.

D'un côté, à long terme, historiquement, elles favorisent la restauration du capitalisme. Mais pendant une période concrète, à plus court terme, en gros de 1930 à la fin des années 1980, elles se sont fondamentalement opposées à une telle restauration en URSS et ont aboli le capitalisme en Europe de l'Est et en Chine. Quiconque nie cela, comme les sectes « capitalistes d'Etat », défend la position absurde qu'il n'y avait pas de différence structurelle entre la Chine de Mao et celle de Tchiang Kai-chek, entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, entre l'Europe de l'Est avant et après 1949, entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Vous ne trouverez pas un seul capitaliste dans le monde qui croit à une telle absurdité. Certes, la bureaucratie n'a pas aboli le capitalisme dans ces pays parce qu'elle était d'une manière quelconque prosocialiste, dans le vrai sens historique du mot. Pour utiliser la formule classique de Trotsky à ce sujet, elle a aboli le capitalisme pour étendre son propre pouvoir et ses propres privilèges aux dépens à la fois des ouvriers et des capitalistes.

Une des plus importantes contributions de Trotsky au développement de la théorie marxiste est sa conception de la bureaucratie stalinienne comme étant une couche sociale spécifique, avec des intérêts matériels particuliers à défendre. Il y a une conclusion pratique importante à tirer de cette analyse. Elle est particulièrement pertinente aujourd'hui pour l'ex-URSS et l'Europe de l'Est, comme pour la République populaire de Chine. Seule la classe ouvrière peut empêcher une restauration complète du capitalisme dans ces pays. Cela signifie que la classe ouvrière doit reconquérir son indépendance de classe et sa conscience de classe. Après les résultats désastreux de l'expérience stalinienne, cette classe ouvrière – à tort mais c'est une réalité – tend aujourd'hui à assimiler le stalinisme au communisme, au marxisme, au socialisme, et elle rejette tout en bloc.

Les marxistes révolutionnaires dans ces pays doivent par conséquent aider la classe ouvrière à se battre sur deux fronts : d'une part, contre la reprivatisation de l'industrie et la suppression de nombreux avantages sociaux ; d'autre part, pour le plein développement des droits démocratiques, liberté de s'organiser, liberté de la presse, droit de grève et toutes les autres libertés syndicales. Plus généralement, après les expériences traumatisantes du fascisme, du stalinisme et de diverses dictatures militaires, la classe ouvrière internationale ainsi que les classes ouvrières d'Union soviétique, d'Europe de l'Est et de Chine, sont en faveur des droits de l'homme universels, de la liberté politique sans

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

30 FF pour 10 numéros
(incluant *Spartacist*)

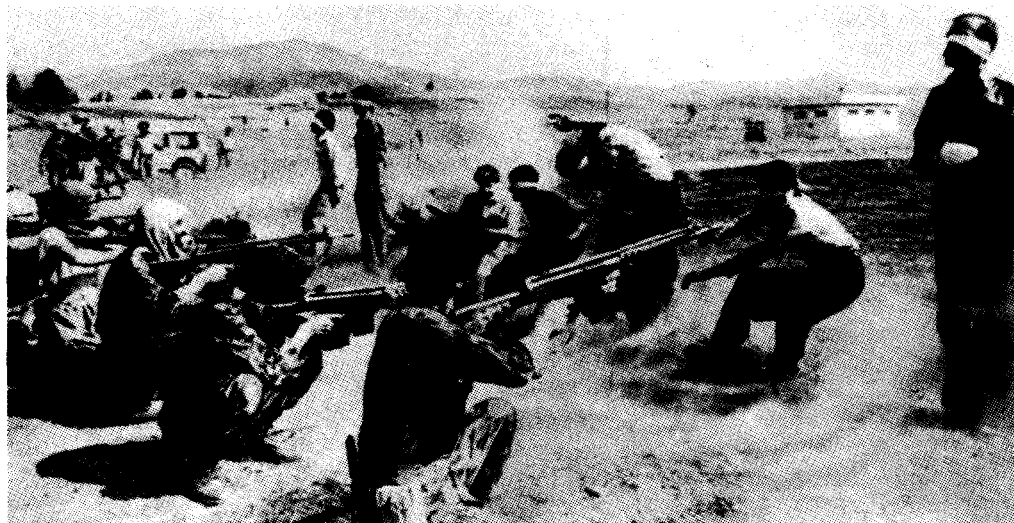
Hors Europe : 40 FF
(avion 60 FF)
Etranger : mandat
poste international

Belgique : 150 FB
Canada : \$ 12
Maroc : 20 DH
Tunisie : 3000 m

Commande :

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France





AP

Exécution de Kurdes après la tentative de soulèvement avortée de 1979. Khomeiny a poursuivi la guerre du chah contre les minorités nationales. Le SU a soutenu l'ascension au pouvoir de Khomeiny au nom du soi-disant « mouvement de masse ». Le mot d'ordre de la tendance spartaciste internationale était : « A bas le chah ! A bas les mollahs ! »

restriction. Ce n'est pas nouveau dans l'histoire du communisme. Le Parti communiste [italien] illégal, après le début de la dictature fasciste, exprimait cette idée dans la dernière phrase ajoutée à son hymne traditionnel, *Bandiera Rossa* : « Evviva il comunismo e la libertà. » Vive le communisme et la liberté.

Le jeune Parti communiste des Etats-Unis, sous l'impulsion de notre camarade Jim Cannon, a appliqué la même orientation d'une manière admirable quand il a organisé une campagne de défense mondiale en faveur de Sacco et Vanzetti. Ces deux anarchistes étaient des adversaires résolus du communisme et de la Russie soviétique. Mais c'étaient des ouvriers persécutés par les milieux d'affaires américains et leur personnel politique. Dans ces circonstances, Jim avait absolument raison d'organiser une telle campagne de défense qui a mobilisé des millions de personnes dans le monde entier. La solidarité de classe ne devrait pas avoir de restrictions idéologiques, excepté dans des situations de guerre civile véritable – et non soi-disant « potentielle ».

Nous nous trouvons ici face à un problème plus profond. On ne peut pas organiser un comité de grève efficace sans impliquer tous les ouvriers, indépendamment de leurs idées souvent réactionnaires – à l'exclusion évidemment des briseurs de grève véritables, et non soi-disant « potentiels ». On ne peut pas organiser un soviet efficace sans y inclure tous les travailleurs – en fait, pratiquement tous les citoyens – à l'exclusion des pogromistes déclarés, des fascistes. Et, effectivement, le deuxième congrès des soviets de Russie, qui décida de transférer le pouvoir aux soviets, avait dans ses rangs même des partis bourgeois comme les Cadets. Ils ne furent pas exclus ; ils quittèrent les soviets de leur plein gré.

Nous avons affaire ici à la dialectique du front unique. Sa tâche principale n'est pas de démasquer les lieutenants ouvriers du capital, comme le marxiste américain Daniel DeLeon les appelait si pertinemment. Cette tâche d'éducation reste bien sûr présente, elle est importante, mais c'est une tâche de propagande. La tâche principale du front unique est de *mettre en pratique* le front unique, de le réaliser, dans les intérêts des salariés dans leur totalité. Et donc, lorsque nous proposons un front unique à la base et au sommet, nous sommes sérieux. On peut étudier à la lumière du désastre allemand de 1933 ce qui arrive quand cette ligne n'est pas appliquée.

Comme toutes les sectes similaires, les spartacistes se sont empêtrés dans d'inextricables nœuds de contradictions. Et elles reviennent les frapper comme autant de boomerangs. Première contradiction : le mouvement trotskyste existe depuis les années 1930. Durant les soixante-quatre ans de son existence, il y a eu d'innombrables grèves de masse et grèves générales dans le monde entier. Il y a eu un grand nombre d'explosions révolutionnaires et pré-révolutionnaires, de même qu'une série de véritables révolutions. Si, après plus d'un demi-siècle de révolutions et de contre-révolutions, le vrai trotskysme (dont les spartacistes prétendent être les seuls représentants) est réduit à quelques centaines de personnes dans le monde entier, sans véritable implantation ouvrière dans aucun pays, cela prouverait l'échec historique fondamental du trotskysme en tant que mouvement politique, indépendamment de la valeur intrinsèque de ses contributions théoriques.

Deuxième contradiction : les spartacistes eux-mêmes existent depuis de nombreuses années, et pourtant ils ont complètement échoué à construire le parti révolutionnaire qui est, affirment-ils après Trotsky et à juste titre, indispensable pour résoudre les problèmes brûlants de l'humanité. Pourquoi cet échec évident ?

Troisièmement : l'obsession des formules correctes conduit à la prétention à une infaillibilité papale. Cela conduit à son tour à une rupture avec la tradition marxiste-léniniste de totale liberté de pensée. Engels écrivit à la direction de la social-démocratie allemande, quand ce parti était plus de mille fois plus fort que les spartacistes aujourd'hui : le parti a besoin de science socialiste, ce qui ne peut se développer que dans des conditions de totale liberté d'action.

Quatrième contradiction : les spartacistes intervertissent de plus en plus la distinction marxiste classique entre les mouvements de masse objectivement progressistes et leurs directions traîtres ou hésitantes. Trotsky accorda son soutien total à la lutte de la Chine pour son indépendance nationale contre l'impérialisme japonais, même lorsque la lutte était dirigée par la bande criminelle farouchement antiouvrière de Tchiang Kai-chek. Il serait difficile d'argumenter que la direction de la lutte de masse algérienne pour l'indépendance nationale, le FLN, était pire que la bande de Tchiang Kai-chek. Il serait encore plus difficile d'argumenter que les mouvements de résistance de masse contre les impérialistes

allemands et italiens et leur exploitation et oppression de pays comme la Pologne, la Grèce, la France, le Danemark, la Belgique, n'étaient pas totalement progressistes et ne méritaient pas le soutien total des marxistes révolutionnaires, indépendamment de la politique de collaboration de classes de leurs directions nationales. La même remarque s'applique aux soulèvements nationaux des peuples indien, indochinois, indonésien et philippin contre les impérialismes britannique, français, japonais, hollandais, américain.

Dans ce domaine, il y a une terrible tache dans l'histoire du soi-disant Comité international de la Quatrième Internationale d'inspiration healyste-lambertiste, dont se réclament encore aujourd'hui les dirigeants spartacistes. Cette tache n'est pas une peccadille. Les lambertistes ont organisé une opération militaire sous la direction d'un certain Belounis en coopération directe avec l'impérialisme français contre le FLN. Lambert s'était vanté publiquement que ces opérations avaient été planifiées par son comité central à son siège parisien. Nous n'avons jamais vu la moindre autocritique ou correction des spartacistes sur cet horrible crime. Lambert, quant à lui, s'est désespérément efforcé de corriger ce crime lorsque Messali Hadj – le soi-disant dirigeant de l'aile prolétarienne du mouvement national algérien, par opposition à l'aile petite-bourgeoise du FLN – a fini par soutenir ouvertement de Gaulle et le régime gaulliste.

Cinquième contradiction: il y a une autre tache grave dans l'histoire des spartacistes. Sous prétexte de défendre l'Etat ouvrier bureaucraté polonais contre la restauration capitaliste, les spartacistes ont soutenu le coup d'Etat militaire du général Jaruzelski en décembre 1981. Ils ont soutenu la répression stalinienne contre la classe ouvrière polonaise. Jaruzelski a interdit le syndicat Solidarność, il a supprimé le droit de grève, il a licencié des dizaines de milliers de syndicalistes de leur boulot, il en a jeté des milliers en prison. Camarades de la Spartacist League, cela va être difficile pour vous de défendre cette répression antiouvrière.

Sixième contradiction: comme en Pologne, les spartacistes ont relativisé les mesures antiouvrières des régimes post-staliniens et les terribles conséquences de la stagnation économique, sous Brejnev et Tchernenko, pour la vie quo-

tidienne des ouvrières et des ouvriers. Le code du travail stalinien était le plus brutal qu'ait connu le XX^e siècle. Il suffit de citer l'exemple de ce qu'on appelait les *oukazniks*. Des centaines de milliers d'ouvrières ont été déportées dans des camps de travail pour s'être absentes de leur travail plus de vingt-quatre heures, soit parce qu'elles étaient malades, soit parce que leur enfant l'était et que le médecin n'était pas venu à temps leur établir un certificat. Elles n'avaient aucune possibilité de se justifier ou de se défendre. Elles étaient simplement automatiquement déportées. Mais les conséquences objectives de la stagnation et du déclin économiques furent même pires pour la classe ouvrière soviétique. Les mineurs ne recevaient pas de savon; les ouvrières n'avaient pas de serviettes hygiéniques. C'est seulement quand leur situation se détériora encore plus, sous Eltsine, au début de la restauration du capitalisme, qu'une réaction limitée, mais largement apolitique, se produisit.

Les spartacistes essaient de couvrir cette honteuse apologie en prétendant qu'après tout ils sont pour la révolution politique, alors que nous, nous sommes censés avoir abandonné cette position trotskyste traditionnelle en faveur d'un soutien à l'autoréforme de la bureaucratie. C'est une déformation complète des faits historiques. Depuis 1946, dans chacun de nos écrits sur la question russe, nous avons clairement rejeté l'idée d'une possible autoréforme de la bureaucratie. Tout un chapitre de notre livre *Beyond Perestroika* [publié en Français sous le titre *Où va l'URSS de Gorbatchev?*] est intitulé: «Aucune autoréforme de la bureaucratie n'est possible.» Nous nous sommes clairement prononcés en faveur d'une révolution politique antibureaucratique. Nous avons soutenu sans exception toutes les actions ouvrières contre la bureaucratie, le soulèvement est-allemand de 1953, la Révolution hongroise, le Printemps de Prague de 1968-69, et y compris les actions ouvrières de la place Tiananmen contre la dictature post-maoïste de la République populaire de Chine.

Contradiction suivante: les spartacistes sous-estiment la gravité de l'actuel cycle long de récession du capitalisme. Ils écrivent: «La période actuelle est marquée avant tout par l'impact de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe



**Ernest Mandel
avec Pierre Frank
vers 1980**

de l'Est.» C'est faux. La principale caractéristique de la situation internationale, c'est l'offensive mondiale du capital contre la classe ouvrière, avec ses principaux corollaires – la montée d'un chômage de masse; le développement d'une couche croissante de travailleurs temporaires, marginalisés et sans protection; l'intensification d'une offensive pour casser les syndicats; la montée de la xénophobie, du racisme et des tendances d'extrême droite, auxquelles les partis établis font constamment des concessions; la réapparition de tendances ouvertement fascistes; les dangers qui en découlent pour les droits et les libertés politiques de la classe ouvrière.

Il n'y a rien de «réformiste» à reconnaître que dans de telles conditions les luttes des travailleurs sont principalement des luttes défensives, et les marxistes révolutionnaires doivent leur donner la priorité, comme Trotsky l'a fait en Allemagne à partir de 1929. Aujourd'hui, comme à cette époque, ce qui est immédiatement à l'ordre du jour n'est pas la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir par les ouvriers, mais la nécessité d'éliminer le chômage d'une manière radicale à l'Ouest et à l'Est et d'une manière substantielle au Sud. Il est vrai que contrairement au début des années 1930, les classes ouvrières de plusieurs pays capitalistes ont engagé des luttes défensives massives et impressionnantes contre l'offensive des employeurs et contre l'Etat, en particulier au Brésil, en Italie, en France et, dans une moindre mesure, en Argentine, en Grèce et en Belgique. Nous verrons ce qui va se produire en Allemagne. Mais dans quelle mesure ces mouvements ont-ils été capables de stopper l'offensive capitaliste, la question reste ouverte.

Il est vrai aussi qu'il y a une interaction manifeste entre ce que nous appelons la crise mondiale de la crédibilité du socialisme, qui est fonction du fait qu'un nombre grandissant de travailleurs d'une part comprennent la faillite historique du stalinisme et de la social-démocratie et d'autre part ne voient aucune alternative crédible pour un changement social radical et global. L'absence d'une telle alternative confère à toutes les luttes défensives des travailleurs un caractère discontinu et fragmenté; elle laisse l'initiative historique aux mains des employeurs et de leurs Etats. Les marxistes révolutionnaires essaient de surmonter cet handicap; ils luttent pour rendre à la classe ouvrière sa confiance en elle-même et mettent leurs espoirs dans une nouvelle société socialiste. Mais au stade actuel, c'est encore un processus à long terme, encore essentiellement une tâche propagandiste.

Contradiction suivante: les spartacistes ne semblent pas comprendre les menaces qualitatives graves que la survie du capitalisme pourrissant fait peser sur la classe ouvrière, sur tous les exploités et opprimés, voire même sur le genre humain dans sa totalité. Rosa Luxemburg avait inventé l'expression «socialisme ou barbarie». Cette formule est maintenant dépassée. Le véritable problème est soit le socialisme soit la destruction de toute forme de vie sur terre. Les tendances principales menant dans cette direction sont les catastrophes écologiques de plus en plus nombreuses et l'existence d'armements nucléaires, de centrales nucléaires, ainsi que d'armes chimiques, biologiques et autres armes de destruction massive.

Il en découle un changement dans une des stratégies fondamentales du communisme. On ne peut pas retourner les armes nucléaires contre l'ennemi de classe. Il faut rom-

pre totalement avec la conception démente du maréchal Gretchko et de Mao d'essayer de gagner une guerre nucléaire. Le but stratégique doit devenir celui d'éviter à tout prix la guerre atomique et de supprimer toutes les centrales nucléaires. On ne peut pas construire le socialisme sur des cendres atomiques. Les spartacistes ne se sont jamais prononcés sur cette question. Nous vous lançons le défi de le faire maintenant.

Une telle vision de la nouvelle réalité mondiale – oui, elle est nouvelle, en comparaison avec l'époque où le Programme de transition a été écrit – n'est en aucun cas défaitiste, démoralisante ou démobilisante pour les exploités et les opprimés. Pas plus que ne l'était la vision qu'avait Trotsky des terribles dangers du fascisme lorsqu'il brandit l'étendard de la priorité immédiate à donner à la lutte contre ce danger à partir de 1929. Jouer à cache-cache avec la réalité objective ne paie pas. Il faut inverser l'argument. L'existence de ces menaces pesant sur la survie même de la vie humaine apporte un nouveau et puissant stimulant à la lutte pour le socialisme. Le capitalisme et les dictatures bureaucratiques en désintégration sont absolument incapables d'éliminer ces menaces. L'édification du socialisme, l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière, le pourrait.

La situation mondiale reste caractérisée historiquement par ce que l'on pourrait appeler, dans le langage des échecs, une situation de *pat* [ni vainqueur ni vaincu]. Les deux classes fondamentales de la société bourgeoise se trouvent l'une comme l'autre incapables, pour le moment, de remporter des victoires décisives. La classe capitaliste est objectivement trop faible pour infliger des défaites écrasantes au prolétariat mondial et aux exploités et opprimés en général. Alors même que ceux-ci ont essuyé de sérieuses défaites, nulle part ils n'ont été écrasés comme dans les années 30 et au début des années 40 dans la plupart des pays. D'un autre côté, la classe ouvrière mondiale n'a pas encore surmonté sa crise de conscience de classe et de direction révolutionnaire. Et elle ne semble pas être sur le point de le faire. La crise de l'humanité, de la civilisation humaine, va donc durer encore longtemps.

L'objection a été soulevée: pourquoi la Quatrième Internationale n'a pas résolu elle-même jusqu'à présent la crise de la direction révolutionnaire? Pourquoi n'a-t-elle pas construit des partis révolutionnaires de masse et une Internationale de masse capables de conduire le prolétariat mondial à des victoires décisives? Pour fournir une réponse adéquate à ces questions, il faut faire une distinction entre ce qui aurait dû être accompli et ce qui a été accompli. Laissons de côté l'argument calomnieux que d'une manière ou d'une autre nous n'avons pas voulu construire des partis révolutionnaires et une Internationale révolutionnaire sur le programme marxiste. Depuis l'âge de quinze ans, j'ai consacré ma vie entière à cet objectif. Argumenter le contraire, c'est participer à ce que Trotsky a judicieusement appelé «l'école de falsification stalinienne».

Ce que nous avons accompli n'est pas insignifiant. Même si nous ne sommes encore nulle part à la direction de la classe ouvrière dans sa majorité, même si nous n'avons pas encore dirigé de grèves générales victorieuses ou de révolutions victorieuses, nous avons déjà dirigé avec succès des luttes partielles importantes. Un camarade de notre section française a dirigé la récente grève d'Air France, qui a porté un coup sérieux au gouvernement conservateur. Un camarade de notre section italienne a été coorganisateur du meilleur

système d'indemnisation du monde pour les ouvriers licenciés, la fameuse *cassa di integrazione*, dans la plus grande usine automobile d'Europe, celle de Turin. Notre camarade Jakob Moneta a été élu au comité central du PDS [Parti du socialisme démocratique] dans l'ex-RDA, et responsable du travail syndical. A ce poste, il a commencé à rassembler un groupe, petit mais très combatif, de délégués du personnel indépendants, le premier groupe de ce genre en Allemagne depuis le milieu des années 1920.

Nous avons deux parlementaires élus en Europe. L'un d'eux, le camarade Sören au Danemark, est membre du Secrétariat unifié. Il est possible qu'un troisième se fasse élire dans les jours qui viennent en Autriche. Le camarade Winfried Wolf a été élu député en Allemagne comme candidat indépendant sur la liste du PDS. Bien qu'il ait formellement démissionné de la Quatrième Internationale, il a promis de coopérer pleinement sur les questions qui nous tiennent communément à cœur, et en particulier sur la lutte contre l'asphyxie des villes par les voitures à essence. Nous avons des dizaines de conseillers municipaux régionaux, dont deux à Anvers, où j'ai grandi. Nous avons beaucoup de députés au Brésil et une série de camarades dans les pays du tiers monde.

Les livres publiés par des porte-parole éminents de notre mouvement, et pas seulement moi-même, loin de là, ont été vendus à plus de deux millions d'exemplaires et approchent les trois millions. Ils ont été publiés dans plus de trente langues dans le monde entier. A l'exception du camarade Winfried Wolf, tous les camarades que je viens de citer se déclarent publiquement, ouvertement, franchement, membres de la Quatrième Internationale. Est-ce là de la vantardise? Je ne le pense pas.

Nous avons beaucoup de faiblesses, dont nous sommes tout aussi conscients que d'autres camarades, sinon davantage. Mais nous avons une série d'atouts importants. Notre mouvement est le produit d'un rigoureux processus de sélection. Ce que nos adversaires ont considéré être notre faiblesse s'est avéré être notre principale source de force. Nous n'avons pas le pouvoir d'Etat, nous n'avons pas de syndicats de masse, nous n'avons pas de partis de masse qui nous soutiennent. Nos camarades ne nous rejoignent pas pour des avantages matériels, ou par carriérisme, ou pour parvenir à des positions de pouvoir ou de prestige. Ils nous rejoignent simplement à cause de leurs convictions profondes et de leur dévouement sans limites à la classe ouvrière et à tous les exploités et opprimés. Cette sélection positive s'avère être une source fondamentale de force. Cela a créé une base de granit sur laquelle nos opposants se casseront les dents.

Nous venons de remporter une victoire de dimension véritablement historique. La bureaucratie stalinienne a édifié la machine de falsification la plus puissante de tous les temps contre Léon Trotsky, ses partisans et les vieux-bolchéviks russes. Mais, aujourd'hui, le vent a tourné. Le tribunal militaire suprême d'URSS a complètement réha-



Reuters

A la veille du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, des femmes afghanes en armes défilent à Kaboul en 1988. La tendance spartaciste internationale a soutenu l'intervention soviétique contre les forces islamistes armées et financées par les USA. Le SU a capitulé devant la croisade impérialiste. Le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan a pavé la voie à la contre-révolution capitaliste en URSS même.

bilité tous les accusés des infâmes procès de Moscou, les a tous déclarés, y compris le camarade Trotsky, innocents des crimes dont on les avait accusés. A la veille du cinquantième anniversaire de l'assassinat de notre Vieux, a eu lieu une réhabilitation politique complète. Le journal officiel du gouvernement de l'URSS, les *Izvestia*, a publié un article déclarant que Trotsky avait été un grand révolutionnaire, honnête, surpassé seulement par Lénine en tant qu'édificateur de l'Etat soviétique, fondateur et dirigeant indiscutable de l'Armée rouge, celui qui avait conduit cette armée à la victoire dans la Guerre civile, assurant ainsi la survie de l'Etat soviétique.

A la suite de ces publications, j'ai été invité par Dietz, la maison d'édition de l'ex-PC à Berlin-Est, à écrire un livre ayant pour titre: «Trotsky comme alternative», sans aucun point d'interrogation. J'ai écrit le livre. Il a déjà été publié en allemand; il va paraître en anglais au printemps prochain, à Verso Press à Londres, et nous allons faire tout ce que nous pouvons pour qu'il paraisse aussi en Russie.

Il y a beaucoup d'autres forces qui travaillent en notre faveur. A l'échelle mondiale, la classe ouvrière continue de grandir, même si ce n'est pas au même rythme dans tous les pays et dans tous les secteurs. Au niveau international, elle dépasse le milliard. Si on y ajoute le semi-prolétariat que sont les paysans sans terres dans des pays importants du tiers monde, on atteint probablement les deux milliards.

La grande mondialisation du capital impose de plus en plus aux syndicalistes combatifs de réagir en coopérant à l'échelle mondiale. Ce ne sera pas facile à mettre en pratique. Nous avons un rôle clé à jouer pour que cela aille dans cette direction. Déjà aujourd'hui, dans plusieurs pays importants, notre poids dans le mouvement de masse d'initiatives politiques est tel qu'il est de plus en plus difficile de nous ignorer. En outre, nous avons attiré à notre mouvement des personnalités importantes. Le Dr Georg Motved, membre du comité central du Parti communiste danois, spécialiste de Lénine mondialement connu; le camarade

Axelrod, longtemps rédacteur en chef du journal du PC brésilien, puis corédacteur en chef de notre journal *Em Tempo*, et quatrième-internationaliste convaincu. Et surtout, l'intellectuel révolutionnaire et le dirigeant de masse le plus brillant d'Europe de l'Est, le camarade Josip Piniór de Pologne, un des dirigeants historiques des dix millions d'ouvriers qui œuvrèrent lors du premier congrès de Solidarność pour une Pologne autogérée – pas une Pologne capitaliste, une Pologne autogérée.

Je crois que nous avons dépassé le point le plus bas du recul de la classe ouvrière mondiale. Dans les années à venir, les choses seront différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Je ne me suis jamais senti aussi fier et n'ai jamais eu autant confiance dans ce remarquable mouvement que j'ai contribué à bâtir. Camarades, l'avenir nous appartient, car l'avenir c'est avec la classe ouvrière internationale. Vive la Quatrième Internationale ! Vive la révolution mondiale ! A la fédération socialiste mondiale qui garantira la survie physique de l'humanité et ouvrira la voie à la civilisation nouvelle et supérieure du socialisme. En avant ! Vperiod !

Rapport introductif de Seymour

La dernière fois que j'ai entendu parler Ernest Mandel, c'était au printemps 1991, à la Socialist Scholars Conference [conférence des intellectuels socialistes]. Il participait à une table ronde sur l'Union soviétique avec Bogdan Denitch, un social-démocrate de droite, et Paul Robeson Jr, un partisan de Gorbatchev. Et, dans sa conclusion, Denitch déclara qu'il était à la fois surpris et ravi de voir qu'il y avait un accord si fondamental entre « nous, les sociaux-démocrates, nous les assassins de Luxemburg et Liebknecht, et les communistes représentés par Robeson, ainsi que les trotskystes représentés par Ernest Mandel ». A présent bien sûr, disait Denitch, nous sommes tous d'accord que le principal c'est de maintenir et d'étendre la démocratie et l'ouverture démocratique en Union soviétique. Et bien sûr à cette époque, la « démocratie » était devenue un mot de code universellement accepté pour la restauration capitaliste dans toute la sphère soviétique. Et j'ai observé Ernest Mandel, j'ai observé son visage : il souriait et opinait du chef, comme pour dire : « Oui, c'est vrai, comme c'est intéressant, quelle ironie. »

Mais ce n'est guère surprenant qu'il y ait une affinité entre Ernest Mandel et quelqu'un qui se présente lui-même comme un héritier des assassins sociaux-démocrates de Luxemburg et Liebknecht. Parce que durant cette période il y avait une affinité entre Mandel, ses partisans et les fascistes des Freikorps, ceux qui ont réellement assassiné ces grands révolutionnaires. En 1989, *International Viewpoint* [n° 169, 18 septembre 1989], le principal organe du Secrétariat unifié [en anglais], publiait sans aucun commentaire critique un article d'un certain Herbert Lindmae chantant les louanges des « Frères de la forêt » estoniens et intitulé : « The Armed Struggle Against Stalinism in Estonia » [La lutte armée contre le stalinisme en Estonie].

Les « Frères de la forêt » étaient des fascistes baltes qui s'étaient battus aux côtés de la Wehrmacht nazie contre l'Armée rouge et qui, après la guerre, menèrent des actions terroristes contre l'Union soviétique dans l'attente d'une guerre imminente entre l'URSS et les puissances impérialistes occidentales. Pour paraphraser l'humoriste américain

Will Rogers, durant toute la période de la seconde Guerre froide, Mandel et ses partisans n'ont jamais rencontré en Europe de l'Est de nationaliste anticommuniste non russe qu'ils n'ont pas aimé, qu'ils n'ont pas soutenu et qu'ils n'ont pas cherché à justifier – au nom, bien sûr, de la démocratie, de l'indépendance nationale et de l'antistalinisme.

Au plus fort de sa lutte contre Staline, à la fin des années 1920, Trotsky insistait que la lutte contre la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique n'avait rien en commun – rien en commun – avec le programme social-démocrate de démocratie parlementaire. Il écrivait :

« Les mandéliens... », pardon...

« Les menchéviks estiment que le danger bonapartiste a sa source essentielle dans le régime de la dictature prolétarienne, que l'erreur principale est de compter sur la révolution mondiale, qu'une politique juste exige un repli dans les limites économiques et politiques de la bourgeoisie et que, pour se sauver de Thermidor et du bonapartisme, il faut revenir à la démocratie, c'est-à-dire au régime parlementaire bourgeois.

« L'Opposition, pour sa part, [...] pense que la source principale de ce danger réside dans [...] l'insuffisance des liens [de la dictature prolétarienne] avec la révolution mondiale, un esprit de conciliation [je répète : esprit de conciliation] excessif à l'égard de la bourgeoisie, de l'intérieur comme de l'extérieur. La démocratie parlementaire n'est pour nous qu'une des formes de la domination du capital. »

Et ça, camarades, c'est vraiment le b a ba.

Mais nous savons qu'Ernest Mandel est un chanteur de talent. Il sait chanter beaucoup de chansons, dans différents registres, pour de nombreux publics. Il peut chanter « Deux, trois, plusieurs Vietnams », avec Che Guevara, cet aventurier stalinien idéaliste d'Amérique latine, qui fut assassiné par l'impérialisme US. Mais il peut chanter « Solidarité avec Solidarność » avec les nationalistes polonais anticommunistes financés et dirigés par l'impérialisme US. Ses partisans peuvent chanter « Allah Akhbar » [Allah est grand] avec les intégristes islamiques iraniens qui veulent asservir les femmes sous le voile. Mais il peut aussi se présenter comme un fervent champion de la cause de la libération des femmes. Dans les années 1960, quand l'avant-gardisme étudiant était à la mode dans la jeunesse radicalisée, le Secrétariat unifié avançait le slogan d'« Université rouge ». Mais aujourd'hui où la social-démocratie anticommuniste est la force dominante dans la gauche, Mandel reproche au Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, authentique avant-garde prolétarienne, d'avoir été substitutionniste. Tu as vraiment fait preuve d'une grande originalité !

Mais il y a de la constance dans les constantes inconsistances de Mandel. Il façonne toujours sa ligne selon ce qui est à la mode dans la gauche, surtout dans l'intelligentsia d'Europe de l'Ouest. Mandel nous rend un grand service. Parce que si vous voulez savoir ce qui est branché dans la petite-bourgeoisie européenne radicalisée, adressez-vous à Mandel, vous êtes sûrs de ne pas vous tromper. A cent pour cent.

Nous avons eu beaucoup de divergences fondamentales, au cours des ans, avec la tendance que dirige Mandel. Mais la divergence de fond, c'est entre la vérité et la falsification. Nous disons la vérité comme nous la voyons, même si c'est une vérité que les ouvriers prosocialistes et les intellectuels de gauche ne veulent pas entendre et ne veulent pas croire à un moment donné. Au contraire, Mandel a prostitué l'autorité morale du trotskysme au service d'un kaléidoscope de courants politiques staliniens, sociaux-démocrates,

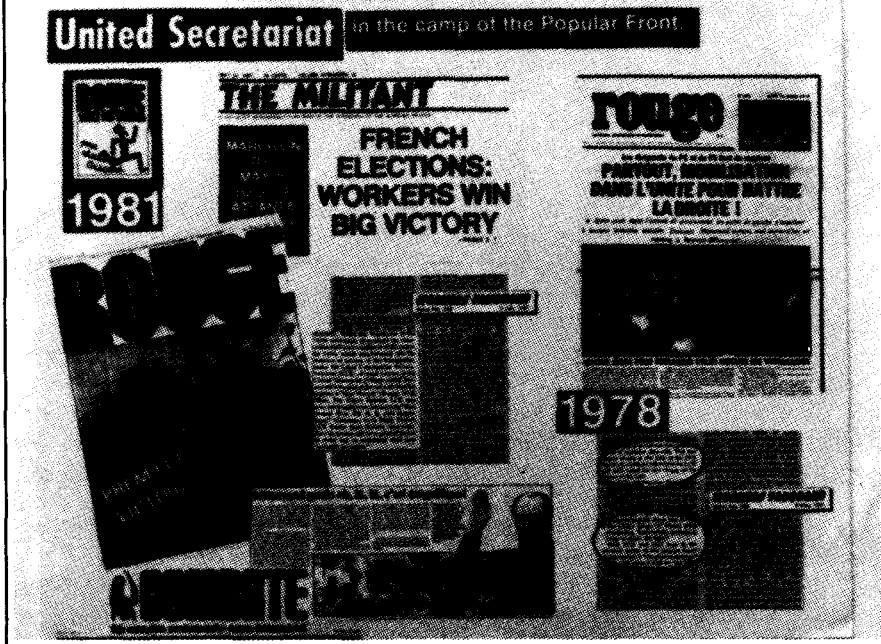
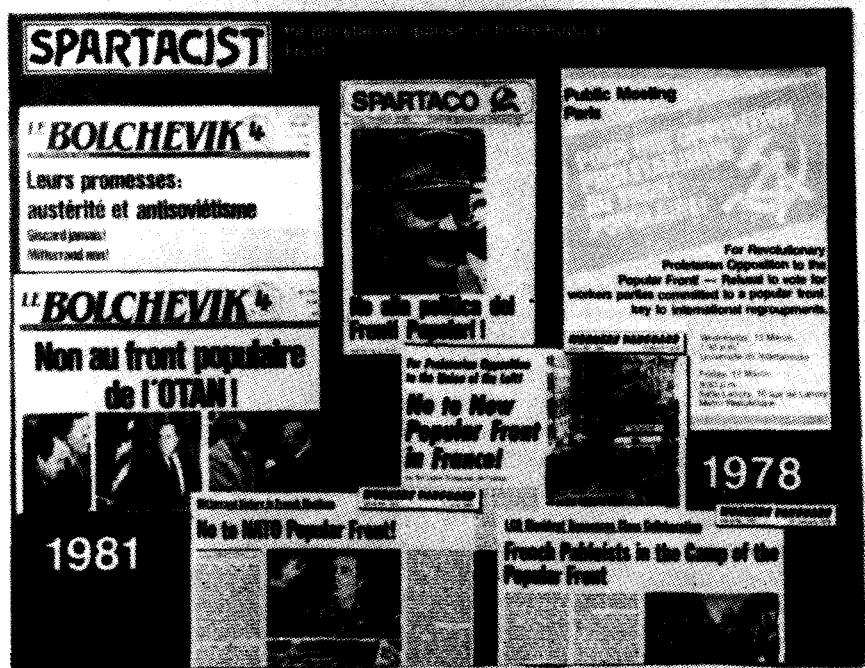


petits-bourgeois radicalisés, nationalistes bourgeois. Nous cherchons à construire la Quatrième Internationale comme Trotsky la concevait – comme une avant-garde prolétarienne dure, disciplinée...

Mandel: Avec deux cents personnes ?

Seymour: Tu auras ton temps de réponse ! Ne m'interromps pas. Je ne t'ai pas interrompu. Comme Trotsky la concevait. Comme une avant-garde prolétarienne dure, disciplinée, diamétralement opposée programmatiquement et organisationnellement au réformisme stalinien et social-démocrate, à toutes les variantes du nationalisme petit-bourgeois, sans parler du nationalisme bourgeois, et au centrisme. Le Secrétariat unifié a toujours été, et n'aspire qu'à être, un groupe de pression sur divers courants réformistes, petits-bourgeois radicalisés et nationalistes bourgeois. En fait, pendant toutes ces décennies, Mandel a littéralement *tout* essayé sauf, *sauf*, construire un parti prolétarien d'avant-garde.

La Ligue communiste internationale et le Secrétariat unifié ont tous deux leur origine au début des années 1960. A cette époque, sous l'impact de la Révolution cubaine et de la guerre d'indépendance algérienne, une nouvelle génération de jeunes radicalisés avaient la vision impressionniste que la voie guérilliste paysanne au pouvoir était un raccourci vers la révolution sociale et la libération nationale dans ce qu'on appelle aujourd'hui le tiers monde. Comme on pouvait s'y attendre, Mandel et Cie se sont emballés pour la voie cubaine, la voie guérilliste au pouvoir, en particulier en Amérique latine. Un document de fondation du SU [« Pour la réunification prochaine du mouvement trotskyste mondial – Déclaration du comité politique du SWP », 1^{er} mars 1963], qui était essentiellement un bloc entre la tendance de



Des affiches réalisées pour le débat par la SL/US opposent le programme révolutionnaire de la LCI à la politique centrisme du SU. Ci-contre, affiche montrant l'enthousiasme du SU pour le front populaire pro-OTAN de Mitterrand, lors des élections de 1978 et de 1981. La tendance spartaciste internationale s'est opposée fermement au front populaire.

Mandel et le Socialist Workers Party américain, déclarait :
 « [...] l'organisation de la guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-prolétariennes, sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute. C'est là une des leçons principales à tirer de l'expérience de l'après-guerre. Cette leçon doit être consciemment incorporée à la stratégie de construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux. »

Pour du substitutionnisme, c'est du substitutionnisme ! C'est une répudiation pure et simple de la révolution et de la direction prolétariennes dans les pays arriérés, le cœur même de la théorie de la révolution permanente de Trotsky ! Difficile d'être plus substitutionniste !

Dans un document opposé [« Vers la renaissance de la Quatrième Internationale », 12 juin 1963, reproduit dans *Spartacist* (édition française) n° 8, février 1975], notre tendance, qui était alors une tendance oppositionnelle dans le SWP, écrivait :

« L'expérience depuis la Deuxième Guerre mondiale a démontré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique antiprolétarien [...]. Introduire un révisionnisme stratégique au sujet de la direction prolétarienne de la révolution est pour des trotskystes une profonde négation du marxisme-léninisme [...]. Les marxistes doivent s'opposer résolument à toute acceptation du chemin paysan-guérilla du pouvoir [...]. Ce chemin aboutit à la liquidation des buts socialistes du mouvement ; et il relève du suicide pour les aventuriers qui le suivent. »

En fait, l'impérialisme US et ses agents locaux ont écrasé assez facilement toutes les insurrections guérillistes de gauche en Amérique latine, comme l'ont montré la traque et l'assassinat de Che Guevara par la CIA en Bolivie en 1967.

Mais il faut reconnaître que Che Guevara a eu le grand mérite de s'être battu et d'être mort pour ses convictions. Mais Ernest Mandel, confortablement à l'abri dans une université belge, a encouragé une génération entière de militants de gauche latino-américains à se lancer dans un aventurisme suicidaire. Dans les milieux judiciaires américains, on dit avec cynisme que « l'avocat rentre toujours chez lui ». Eh bien, le voilà l'avocat.

Tout en encourageant l'aventurisme suicidaire en Amérique latine, le SU, toujours œcuménique, soutenait également un réformisme, tout aussi suicidaire : le front populaire d'Allende au Chili au début des années 1970. En 1971, un dirigeant de la section française du SU écrivait : « Les Cubains ont salué comme il se devait la victoire de l'Unité populaire l'an dernier, montrant très correctement les perspectives nouvelles qui s'ouvraient aux masses chiliennes. » Oui, la perspective d'une contre-révolution sanglante ! Comme nous l'avons écrit juste après les élections, et pas trois ou cinq ans plus tard [*Spartacist* (édition anglaise) n° 19, novembre-décembre 1970] :

« La victoire électorale de la coalition de front populaire du Dr Salvador Allende au Chili pose la question de révolution ou contre-révolution de façon la plus aiguë [...]. Tout "soutien critique" à la coalition d'Allende est une trahison de classe qui pave la voie à une sanglante défaite pour les travailleurs chiliens lorsque sera prête la réaction nationale, soutenue par l'impérialisme international. »

Et c'est exactement ce qui s'est produit trois ans plus tard.

A la fin des années 1970, l'impérialisme occidental, principalement les Etats-Unis, s'est restabilisé après les es-

cousses internes de la période de la guerre du Vietnam. Les Etats-Unis ont alors lancé une nouvelle offensive de Guerre froide contre le bloc soviétique au nom des « droits de l'homme » et bien sûr de la démocratie. Cette offensive impérialiste a conditionné le développement de Solidarność en Pologne au début des années 1980. Initialement, ce mouvement se basait sur des revendications tout à fait légitimes des ouvriers polonais contre la bureaucratie stalinienne. Mais, dès le départ, Solidarność fut dirigé par une clique de nationalistes anticommunistes endurcis, principalement Walesa, qui avaient des liens directs avec le Vatican et les gouvernements impérialistes occidentaux. Pourtant, Mandel et ses partisans ont soutenu Solidarność avec une ferveur égale à celle de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. Certains groupes pro-SU, comme Socialist Action aux Etats-Unis, adoptèrent même le logo de Solidarność. Dans un discours prononcé en Australie, Mandel qualifia Solidarność de « meilleurs socialistes du monde », probablement parce qu'ils rejetaient ouvertement le socialisme.

En 1981, dans un article intitulé « Solidarité roule pour la CIA et les banquiers » [*Spartacist* (édition française) n° 18-19, hiver 1981-82], voilà ce qu'à cette époque-là – pas plus tard – à cette époque-là, nous avons prédit qui se produirait si Solidarność arrivait au pouvoir :

« [...] les investissements capitalistes étrangers seraient sollicités sur une large échelle [...]. Les salaires seraient maintenus à un bas niveau pour être compétitifs sur le marché national. Des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs seraient licenciés [...]. La masse des ouvriers abusés de Solidarité ne veut pas cela. Mais la restauration du capitalisme, dans toute sa brutalité, succéderait au programme de "démocratie à l'occidentale" défendu par Solidarité, comme la nuit succède au jour. »

Bon, Mandel et ses partisans s'enorgueillissent de n'être pas dogmatiques, d'être créatifs, d'avoir l'esprit ouvert, de voir la réalité telle qu'elle est. Mais quelle personne honnête et objective pourrait nier aujourd'hui qu'il s'est effectivement produit ce que nous avons prédit en 1981 sur ce qui se passerait si Solidarność arrivait au pouvoir. Si nous nous sommes trompés quelque part, c'est d'avoir sous-estimé la dévastation économique et la dégradation sociale de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est.

Un des champs de bataille décisifs de cette contre-révolution a été la République démocratique allemande [RDA] à la fin de 1989 et au début de 1990, après la chute du régime stalinien conservateur de Honecker. L'alternative qui était posée directement et immédiatement, c'était soit une révolution politique prolétarienne et son extension à l'Est et à l'Ouest, soit une réunification capitaliste conduisant à un IV^e Reich impérialiste. Nous avons alors mobilisé toutes les ressources de la Ligue communiste internationale pour intervenir en RDA contre la réunification capitaliste et autour du mot d'ordre central « Le pouvoir aux soviets ouvriers dans toute l'Allemagne ». En janvier [1990] nous avons pu être à l'initiative d'un véritable front unique avec le Parti d'unité socialiste [SED] pour protester contre la profanation par des fascistes allemands d'un monument aux soldats soviétiques ; cette manifestation rassembla un quart de million de travailleurs, d'intellectuels et d'autres Allemands de l'Est prosocialistes. Aux élections, décisives, à la Volkskammer [parlement] en mars 1990, nous étions le seul parti à présenter des candidats qui soient clairement et sans équivoque contre la réunification capitaliste.

A ce moment historique critique, le Secrétariat unifié

était totalement paralysé politiquement. Un des camarades de Mandel, Matti, soutint ouvertement et avec enthousiasme la formation d'un IV^e Reich. Mandel lui-même n'avait pas de programme cohérent. J'ai lu ce que tu écrivais à l'époque – je n'arrivais pas à comprendre où tu voulais en venir. Finalement, tout comme les staliens est-allemands en voie de social-démocratisation, il a soutenu la réunification capitaliste en proposant des conditions plus favorables, dont – devinez quoi? – la démilitarisation complète de la bourgeoisie impérialiste allemande. Compte là-dessus!

Maintenant qu'ils ont soutenu la contre-révolution capitaliste au nom de la démocratie et de l'antistalinisme, Mandel et ses partisans nient même qu'une contre-révolution se soit produite! Avec l'argument social-démocrate puéril que l'économie, et en particulier l'industrie, reste largement nationalisée. Dans certains cas, comme la République tchèque, ce n'est même pas vrai. Je peux imaginer une conversation téléphonique intéressante entre Mandel et un de ses partisans polonais – partisans qui sont d'ailleurs à couteaux tirés: « Ernest, Siemens vient d'acheter une grande usine de matériel électrique. L'industrie est privatisée à plus de 50%. » « OK, c'est un Etat capitaliste. » « Ernest, Siemens a renoncé à l'affaire! » « Bon, eh bien, c'est un Etat ouvrier. »

Trotsky lui-même, à la fin des années 1930, avait clairement prédit que la contre-révolution capitaliste se produirait au niveau politique, au niveau du pouvoir d'Etat, avant la transformation économique qui doit s'ensuivre. Voilà ce qu'il écrivait:

« En cas de victoire de la contre-révolution bourgeoise en URSS, le gouvernement devrait s'appuyer assez longtemps sur l'économie nationalisée. Mais que signifie une contradiction temporaire de cette nature entre l'Etat et l'économie? Elle signifie la *révolution* ou la *contre-révolution*. »

Le monde entier a compris maintenant, et les travailleurs d'Europe de l'Est ne sont pas les derniers, que sous la bannière de la démocratie, c'est une contre-révolution capitaliste qui a eu lieu. Une Hongroise, qui avait été licenciée d'une usine textile où elle avait travaillé pendant vingt-cinq ans et qui essaie maintenant de survivre en vendant des fruits dans la rue, disait récemment avec amertume: « Tout ça, c'est grâce à la démocratie! Pour nous, les gens ordinaires, la vie est devenue bien pire ces quatre dernières années. Nous sommes devenus plus pauvres et plus faibles. » Voilà une travailleuse hongroise, qui n'a probablement pas fait beaucoup d'études, mais qui comprend la réalité de la contre-révolution capitaliste et la réalité de la soi-disant « démocratie » bien mieux que le très érudit Mandel.

Quelle est la ligne du SU sur la « contre-révolution démocratique » la plus sanglante à ce jour, c'est-à-dire la Yougoslavie? Nous avons toujours insisté que le bain de sang fratricide entre nationalistes serbes, croates et musulmans bosniaques, qui a mis en pièces l'ancien Etat ouvrier you-



Der Spiegel

En 1980, Lech Walesa et Solidarność jettent les travailleurs dans les bras de la hiérarchie catholique réactionnaire. La tendance spartaciste internationale s'est opposée à Solidarność, syndicat-maison de l'impérialisme et du Vatican. Le SU proclamait: « Solidarité avec Solidarité ».

goslave, est réactionnaire et antiouvrier dans tous les camps. C'est le b a ba. C'est aussi le b a ba que nous défendrons les forces serbes contre une intervention impérialiste occidentale pour soi-disant défendre la « pauvre petite Bosnie » contre l'agression serbe. Depuis plus de deux ans, l'impérialisme US et des secteurs influents de la classe dirigeante européenne, en particulier les libéraux et les sociaux-démocrates, soutiennent le régime nationaliste musulman à Sarajevo. Et devinez quoi? Le SU est jusqu'au cou dans cette campagne impérialiste. Une de ses résolutions, l'an dernier, appelait à la « défense d'une Bosnie-Herzégovine souveraine et multiethnique » et déclarait que les puissances impérialistes occidentales devraient « envoyer des armes aux forces bosniaques ».

Et cette fois, ils mettent leurs paroles en actes. Les partisans du SU sont la force dirigeante du « Secours ouvrier international pour la Bosnie ». Sous couvert de solidarité ouvrière internationale, c'est une campagne de soutien matériel direct à un gouvernement nationaliste bourgeois. En fait, le Secours ouvrier international et des représentants du gouvernement bosniaque ont donné conjointement une conférence de presse – un front unique si vous voulez – à Genève l'an dernier. Vous voulez un autre front unique? Le gouvernement réactionnaire croate, de Franjo Tudjman – voilà un homme qui a fait l'apologie des oustachis cléricaux-fascistes et de l'holocauste nazi – devinez ce qu'il a fait? Voilà encore un front unique. Il a autorisé le Secours ouvrier à ouvrir un bureau semi-officiel dans le port de Split, sur l'Adriatique. Réfléchissez un peu. Est-ce que c'est comme ça, normalement, que des gouvernements fascistes traitent les socialistes révolutionnaires? N'y a-t-il pas quelque chose de louche là-dedans?

La principale stratégie du régime nationaliste bosniaque, c'est de provoquer une intervention militaire occidentale contre les forces serbes, plus fortes. Et malgré son opposition sur le papier à une intervention militaire étrangère, les efforts du SU vont dans la même direction. *International Viewpoint* en fait se vante que ses partisans ont conduit des

convois de camions en Bosnie sous la protection des forces impérialistes de l'ONU. Un reportage se félicite même des « véritables efforts d'une grande partie du personnel et des soldats de l'ONU qui nous ont aidés ». Nous avons là non seulement un soutien direct à un régime nationaliste bourgeois, mais aussi des appels directs à l'action militaire de ses protecteurs impérialistes.

Comme Mandel l'exprime clairement à la fin de son long rapport, dans la période actuelle, le Secrétariat unifié aspire à être la social-démocratie internationale, qui inclut maintenant beaucoup de partis ex-staliniens qui ont ouvertement répudié toute prétention au léninisme, à s'y liquider et à la construire. En fait, à Moscou en 1991, Mandel s'est offert comme entremetteur entre Mikhaïl Gorbatchev et François Mitterrand. Et étant donné son engouement actuel pour l'Église catholique, il aurait souhaité que ce mariage se fasse, disons, à Notre-Dame. [Rires dans la salle.] Non vraiment, si vous lisez Mandel... ça m'a frappé parce que j'ai lu ses discours et ses articles et, dans presque tous, il y a l'argument que son programme est compatible avec la doctrine et la théologie catholiques. Je me demande si Tariq Ali sait quelque chose que nous ne savons pas ? T'es-tu secrètement converti ? [Rires dans la salle.]

Comme vous pouvez le voir, Mandel est fier du travail de ses camarades brésiliens qui sont les meilleurs bâtisseurs du Parti des travailleurs dans ce pays. Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique ? Cela signifie que ce sont des apparatchiks et des sbires du bureaucrate en chef Lula. Le Parti des travailleurs est un parti social-démocrate qui vire rapidement à droite et qui était dans un bloc de front populaire typique dans les dernières élections. En fait, Lula a publiquement fait savoir qu'il était prêt à participer à un gouvernement avec son adversaire bourgeois Fernando Enrique Cardoso, le candidat néolibéral du FMI, et Mandel se vante que son camarade est à la direction du Parti du socialisme démocratique allemand, les ex-staliniens devenus sociaux-démocrates qui ont aidé à brader la RDA à l'impérialisme allemand. Il s'en vante !

Je pense que la vraie politique du SU a été très clairement exprimée par notre honorable coprésident Paul Le Blanc, il y a quelques années. Il parlait spécifiquement de l'Italie, mais je pense que cela s'applique plus généralement à la vision du monde qu'a le SU. Je vais le lire lentement car chaque mot vaut son pesant d'or :

« Il pourrait y avoir une possibilité de construire un parti ouvrier anticapitaliste, favorable au communisme, réformiste de gauche dans sa majorité, mais où il y ait une place pour qu'un courant révolutionnaire puisse opérer. »

Oh, réformistes de gauche, s'il vous plaît, laissez-nous entrer, nous serons sages, nous nous tiendrons bien. Un parti réformiste est par définition un parti *procapitaliste*, un parti *contre-révolutionnaire*, et il l'est ouvertement aux moments où la classe ouvrière dérange et remet en cause l'ordre bourgeois. Mandel et ses partisans aspirent à devenir le courant de gauche accepté, respecté, reconnu de la social-démocratie. Ils meurent d'envie d'être les camarades de criminels de guerre avérés comme François Mitterrand, des criminels de guerre impérialistes. Ils meurent d'envie d'être les camarades des héritiers des assassins de Luxemburg et de Liebknecht, que rejoignent maintenant les héritiers des assassins de Trotsky. Eh bien, nous, Ligue communiste internationale, nous avons pris un chemin différent, le chemin tracé par Léon Trotsky dans le programme de

fondation de la Quatrième Internationale. « La Quatrième Internationale déclare une guerre implacable », je répète, « une guerre implacable aux bureaucraties de la Deuxième et de la Troisième Internationales, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-sindicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes. » Notre but est de reforgé une Quatrième Internationale qui détruira politiquement une bonne fois pour toutes tous les héritiers des assassins de Luxemburg, Liebknecht et Trotsky.

Extraits de la discussion

Nous reproduisons ci-dessous quatre interventions de la salle, représentatives de la discussion. Deux des interventions publiées ont été faites par des partisans de la Ligue communiste internationale, les deux autres par des partisans du Secrétariat unifié.

Jan Norden, LCI

La politique de Trotsky, de la Quatrième Internationale, était de construire une avant-garde révolutionnaire indépendante *contre* le stalinisme et la social-démocratie. La politique du Secrétariat unifié est de se mettre à *la traîne* de toutes sortes de directions antiprolétariennes, non prolétariennes et non révolutionnaires, parce qu'il ne croit pas que la classe ouvrière puisse faire une révolution sous une direction trotskyste.

En Amérique latine, ce que cela a signifié, c'est qu'à Cuba le Secrétariat unifié a refusé de construire une section de sa propre tendance parce qu'il soutient politiquement le régime stalinien de Castro. Au Nicaragua, le Secrétariat unifié a refusé de construire une organisation de sa propre tendance. Et ce n'est pas tout. Quand certains de ses militants, qui étaient au Nicaragua dans la Brigade Simon Bolivar, ont été arrêtés par les sandinistes, ainsi que des militants nicaraguayens du Secrétariat unifié, le Secrétariat unifié *a approuvé* ça, parce que vous souteniez politiquement cette formation nationaliste petite-bourgeoise.

Les sections vedettes du Secrétariat unifié en Amérique latine sont soi-disant au Mexique et au Brésil. Au Mexique, vous avez dit, lors du dernier congrès du Secrétariat unifié, que c'était un parti hégémonique dans la gauche révolutionnaire, que c'était un parti qui avait une influence de masse. Aujourd'hui, il a pratiquement disparu. Son journal n'a pas paru depuis des mois. Ses effectifs sont réduits à zéro. Il a perdu son principal leader paysan parce que le gouvernement l'a acheté, comme il a acheté bon nombre de ses autres dirigeants. La raison en est qu'ils font politiquement partie du front populaire dirigé par Cuauhtémoc Cárdenas, un candidat populiste *bourgeois*. Votre tendance, le Secrétariat unifié, a soutenu Cárdenas dans les dernières élections. Elle a soutenu un candidat capitaliste. C'est diamétralement opposé à tout ce qu'a toujours défendu Trotsky, à tout ce qu'a défendu Lénine, à tout ce qu'ont défendu Marx et Engels.

Ce qui m'amène au Brésil. Maintenant, au Brésil, vous avez dit que le PT [Parti des travailleurs] était *le* grand exemple à suivre en Amérique latine, où il y avait un grand mouvement ouvrier de masse. Et vous avez dit que vous le construisiez loyalement. Mais ce que cela signifie, c'est que quand des gens se sont opposés au programme de front populaire et à la formation d'un front populaire par le parti

de Lula en 1989, il a fallu se débarrasser d'eux. Et Lula s'en est effectivement débarrassé. La direction de ville du PT à Volta Redonda a été mise sous tutelle par Lula; et celui qu'ils ont envoyé pour faire le sale boulot n'est autre que Joao Machado, qui est un des dirigeants du courant Démocratie socialiste, c'est-à-dire le groupe du Secrétariat unifié à l'intérieur du PT. Votre conception de la démocratie socialiste, c'est d'être toujours prêts à faire des purges contre ceux qui s'opposent au front populaire, ceux qui à leur manière essayaient de se battre pour ce que défendait Trotsky, c'est-à-dire pour l'indépendance de classe du prolétariat.

Steve Bloom, SU

Je voudrais poser un problème qui a trait à la question de la méthode marxiste. Le courant spartaciste est né dans les années 1960 et existe donc depuis quelque trente ans; il prétend détenir le programme révolutionnaire et être *le seul* à suivre la méthode de Trotsky, Lénine, Marx et Engels. Je crois qu'on peut dire sans craindre de se tromper que les conceptions fondamentales de la Spartacist League aujourd'hui, celles qui nous ont été présentées à cette tribune, n'ont pas changé en trente ans. Ce sont fondamentalement les mêmes idées que lorsque leur courant s'est formé. Du moins, je n'ai rien entendu de nouveau, et cela fait trente ans que j'écoute. Je crois en fait que ce courant en tire de la fierté: « Vous voyez comme nous avons raison! » Et ce soir, ça a été l'approche générale.

Je voudrais revenir sur la vie et les idées de ceux dont les spartacistes prétendent suivre la méthode. Quelqu'un dans cette salle peut-il trouver une période de trente ans dans la vie de Lénine, Trotsky, Marx, Engels, Rosa Luxemburg ou un quelconque autre dirigeant important du mouvement marxiste révolutionnaire, durant laquelle leurs idées programmatiques fondamentales n'ont pas changé d'un iota? Peut-on trouver une période de vingt ans, ou même de dix ans, à la fin de laquelle ils auraient maintenu chaque mot de ce qu'ils disaient au début? Alors, je voudrais suggérer que ce dont les spartacistes sont le plus fiers, leur constance et leur immuabilité sur le programme, est en fait la condamnation la plus claire de leur méthode.

La méthode marxiste exige le changement, l'extension et le développement. Historiquement, cela a été la méthode de tous les marxistes. C'est le résultat inévitable d'efforts réels pour changer le monde, ce qui demande un contact avec le monde et un contact avec le mouvement de masse. On tend à découvrir des choses qu'on ne connaissait pas auparavant. On découvre inévitablement que certaines des idées avec lesquelles on est entré dans la lutte n'étaient pas correctes et doivent être changées. Inévitablement, tout marxiste, tout marxiste sérieux, a découvert cela. Et tous ceux que cette idée fait ricaner se condamnent eux-mêmes. Je voudrais suggérer que c'est seulement parce que des marxistes comme Lénine et Trotsky ont suivi *cette* méthode que la Révolution russe a pu être victorieuse en 1917. Ils ont tous deux dû modifier des idées fondamentales qu'ils considéraient comme essentielles à leur programme de base quelques mois seulement avant que la révolution ait lieu. C'était une condition préalable pour que la révolution se produise.

Je suggère donc que tout courant qui a eu « les conceptions correctes » pendant trente ans, et qui ne trouve rien à critiquer ou à corriger dans sa propre histoire et sa propre

théorie, se condamne à la stérilité et démontre par ce fait même qu'il ne suit pas comme il le prétend la méthode du marxisme et du trotskysme. Les remarques de Seymour représentent par conséquent une caricature du marxisme, et non pas l'article authentique. Heureusement, les spartacistes n'ont pas leurré grand monde avec leur prétention à représenter l'article véritable.

Ce n'est certainement pas très convaincant de nous expliquer comment les spartacistes ont toujours eu raison quand ils prédisaient des désastres. J'aurais pu le faire aussi. C'est facile. C'est facile de prédire des désastres parce que la plupart du temps, étant donné les rapports de force dans le monde, quand les ouvriers se mettent en lutte, cela finit par un désastre ou au moins par une défaite. Alors, c'est assez facile à prédire avec le rapport de force qui existe dans le monde. Comprenez bien que c'est cela qui fait la différence.

Le problème, c'est de trouver une voie vers les masses et de formuler un programme pratique qui puisse *essayer* d'éviter des désastres, qui puisse *tenter* de jeter les bases d'une victoire sinon pour aujourd'hui, du moins pour demain. Nos efforts ne seront pas toujours couronnés de succès, même pas la plupart du temps. Mais c'est seulement en faisant ces efforts que nous pourrions réussir. Mesuré à cette aune – celle des efforts réels pour aider les ouvriers à influencer les choses – le palmarès des spartacistes est bien plus pitoyable que celui de la Quatrième Internationale.

Paul Le Blanc, SU

Une des critiques les plus acerbes que le camarade Seymour adresse à Ernest Mandel, c'est qu'il est vivant. Mais on pourrait faire la même critique au camarade Seymour. A chaque fois que quelqu'un dit: « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », qu'il le pense vraiment et qu'il essaie de porter ce message aux travailleurs, il faut comprendre qu'il va y avoir des gens qui seront blessés et tués dans ces luttes. Le camarade Mandel a fait partie de la Résistance. Le camarade Mandel a été envoyé en camp de concentration et il a survécu. Nous n'allons pas chipoter là-dessus. Nous sommes tous vivants ici et ce que nous avons à faire, c'est de discuter de ce qu'il faut faire maintenant.

Au début, à la fin et en filigrane tout au long du rapport introductif du camarade Mandel, c'est une analyse marxiste de la situation à laquelle nous sommes confrontés et une orientation stratégique pour les ouvriers et les opprimés qui nous ont été présentées. Vous n'êtes peut-être pas d'accord avec l'analyse et l'orientation, mais elles sont là, au début, tout au long et à la fin. Il y a eu également un bref rappel du travail pratique dans le mouvement ouvrier par les camarades de la Quatrième Internationale. Il ne me semble pas que cela ait été le cas avec le camarade Seymour. Je n'y ai pas trouvé le même genre d'analyse, d'orientation stratégique et de travail pratique. Le camarade Seymour a utilisé une de mes citations à propos de la construction d'un Labor Party [parti des travailleurs] et de la construction d'une aile révolutionnaire en son sein, pour me critiquer. Il a critiqué cela, bien que ce soit basé sur Trotsky, basé sur Cannon, basé sur Marx et Engels.

Seymour: Qui? Quand?

Le Blanc: Je crois que oui, camarade. Construire un Labor Party fait partie de l'arsenal trotskyste, et construire une aile révolutionnaire à l'intérieur du mouvement ouvrier et du Labor Party fait partie de notre arsenal. De toute façon,

vous pouvez bien être en désaccord avec ça. Ce qui m'intéresse avec les camarades de la Spartacist League, c'est : qu'est-ce que vous faites ? Qu'est-ce que vous faites, réellement ? De quelle façon proposez-vous une orientation pratique véritable, authentique, dans les luttes vivantes de notre temps ?

J'ai vu les camarades de la Spartacist League faire un travail d'archiviste utile. Vous avez publié un livre excellent des écrits et discours de Cannon. Vous avez été impliqués dans un certain nombre de manifestations contre le Ku Klux Klan, et cela était positif. Mais en termes de travail pratique pour construire un mouvement ouvrier de masse qui puisse gagner, qu'est-ce que vous faites ? Je ne suis pas sûr que vous ayez une réponse à cela. Je n'en ai jamais entendue. Je ne l'ai certainement pas entendue dans le rapport du camarade Seymour. Et je crois que cela serait très utile, plutôt que de passer des documents au crible, plutôt que de citer des documents – et pour que nous puissions soit être d'accord avec vous soit réfuter vos arguments, il faudrait que nous passions au crible les documents, et c'est important, cela a de la valeur. Mais si ça s'arrête là, ça n'a aucune valeur. Alors, ce que nous devons faire, c'est parler du travail pratique, de ce qui est fait par nous, les vivants, maintenant et demain et le jour suivant, et cela fera plus avancer la discussion, je crois, que l'axe du rapport du camarade Seymour ne l'a fait.

Keith Anwar, LCI

Il y a un livre dans l'entrée, et vous pouvez l'acheter, il s'appelle *The Struggle Against Fascism in Germany* [publié en français sous le titre *Comment vaincre le fascisme*]. L'introduction, pleine de louanges pour les idées de Léon Trotsky et la lutte contre le fascisme, a été écrite par Ernest Mandel. Alors, je voudrais, pour commencer, demander au Secrétariat unifié où et quand, au juste, le SU a-t-il jamais essayé de mettre en pratique la stratégie, avancée par Trotsky, de lutte contre le fascisme centrée sur le prolétariat ?

Je suis membre de l'Amalgamated Transit Union [syndicat des transports urbains] à Chicago. En janvier dernier, nous avons organisé une manifestation ouvrière/noire contre le Ku Klux Klan le jour de l'anniversaire de Martin Luther King à Springfield, dans l'Illinois. Le Secrétariat unifié n'y était pas. Cette mobilisation voulait dire se battre pour que le Transit Workers Union y envoie un car ; elle voulait dire constituer un détachement ouvrier d'autodéfense avec ces travailleurs des transports urbains, presque tous noirs, et c'était le premier qu'ils aient jamais vu. Et elle voulait dire une bataille politique parmi les syndicats qui étaient en grève dans ce qu'on appelle la « zone de guerre », au centre de l'Illinois.

Apparemment, les gens du Secrétariat unifié pensent que nous ne sommes pas assez à la traîne des dirigeants de ces luttes. Mais nous sommes ceux qui avançant un programme révolutionnaire parmi ces ouvriers. C'est nous qui avons appelé à des mobilisations de masse et à des piquets de grève pour fermer les boîtes en grève et stopper le brisage de grève. Et qui avons appelé à rompre avec la stratégie défaitiste de la « corporate campaign » [campagne menée par les syndicats « en lutte » pour exercer une pression morale, en recourant notamment à la contre-publicité, sur les directions d'entreprises et les sociétés actionnaires]. Les forces du Secrétariat unifié dans l'Illinois sont jusqu'au cou à la traîne des trahisons de la bureaucratie syndicale.

Sur la lutte contre le fascisme. Qu'a fait le Secrétariat unifié exactement ? A son heure de gloire, il y avait essentiellement deux axes politiques. D'un côté, il y avait la Ligue communiste en France avec sa stratégie d'avant-gardisme étudiant et de confrontations aventuristes avec la police. Et de l'autre, le Socialist Workers Party dans ce pays, qui faisait appel aux troupes fédérales de l'Etat capitaliste pour stopper les attaques racistes et, pendant ce temps, le SWP, lui, participait à des débats avec le Klan. Dans les deux cas, ce que cela reflétait, c'était un profond manque de confiance dans le rôle révolutionnaire du prolétariat.

A la fin des années 70, comme cela a été évoqué ici, le Secrétariat unifié et toutes ses tendances se sont *de facto* mis à la remorque de la croisade antisoviétique de l'impérialisme. Et c'est par le front populaire qu'est passée cette trahison politique. En 1981, toutes les ailes du Secrétariat unifié ont soutenu l'élection de François Mitterrand en France.

A la suite de cette élection, les fascistes ont connu un réel essor en France. Ce sont les camarades de la Ligue trotskyste de France qui ont organisé une action de front unique avec un noyau de deux cents ouvriers à Rouen contre les attaques des fascistes. C'est la Spartacist League ici, aux Etats-Unis, qui a organisé la mobilisation contre le Klan à Washington, en novembre 1982, qui a stoppé le Klan. Où était le Secrétariat unifié ? On ne l'a pas vu.

Conclusion de Seymour

J'ai noté quatre falsifications de nos positions, deux faites par Mandel et deux de la salle. Il y en a peut-être davantage.

L'intervenante du Freedom Socialist Party dit que nous ne prenons jamais part à des fronts uniques – et je vais définir ce qu'est un front unique pour la camarade Breitman un peu plus tard – sauf si nous en sommes à l'initiative et que nous en avons le contrôle. Le Freedom Socialist Party n'a pas la réputation d'être une organisation particulièrement subtile, donc je n'accuserai pas l'intervenante de falsification consciente. Mais nous pouvons citer des dizaines de fronts uniques auxquels nous avons participé. Par exemple, et c'est certainement une cause qui vous est chère, la défense des cliniques d'avortement organisée par des féministes libérales. A maintes reprises nous avons été là.

L'intervenant de la Bolshevik Tendency a déclaré que nous avions une position neutre en août 1991, au moment du coup d'Etat au Kremlin et du contre-coup d'Eltsine. Ce n'est pas vrai. Nous avions la position que les ouvriers devaient s'organiser pour balayer les barricades d'Eltsine parce qu'Eltsine était le principal agent de la contre-révolution.

Et maintenant, Ernest Mandel, je te mets publiquement au défi d'apporter les preuves... ou, comme nous disons avec nos rudes manières américaines, mets cartes sur table ou ferme-la. Trouve quoi que ce soit dans lequel nous avons approuvé le soutien des lambertistes au groupe de Messali Hadj ! Trouve-le ! Lis-le !

Trouve quoi que ce soit dans lequel nous avons approuvé ou dit qu'on peut construire le socialisme sur des cendres atomiques ou après. En fait, il y a trois ou quatre ans, nous avons publié une brochure, *Prometheus Research Series* n°2, qui déclare spécifiquement qu'une guerre nucléaire détruirait la civilisation, si ce n'est l'humanité elle-même.

Mais peut-être que tu veux dire autre chose : que, bien sûr, nous avons défendu le fait que les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénéré et déformé soviétique et chinois aient des armes nucléaires. Parce que s'ils n'avaient pas eu ces armes nucléaires, ils auraient été atomisés. Il n'y aurait pas de Révolution vietnamienne. Il n'y aurait pas de Révolution cubaine. La Corée ne serait qu'un tas de ruines irradiées. Et quiconque pense autrement a vraiment des illusions énormes dans l'impérialisme américain.

Le front unique est une *action*, ce n'est pas un programme. Ce n'est pas un parti, ce n'est pas une organisation permanente, ce n'est pas un bloc politique, c'est une action, une *action*. Frapper ensemble, marcher séparément. Nous « ne participons pas aux fronts uniques, nous ne faisons rien, nous sommes abstentionnistes », c'est un leitmotiv. Un camarade a donné un exemple parmi d'autres, la mobilisation de Springfield contre le Klan, avec la participation non seulement de syndicats mais même de politiciens bourgeois noirs, parce que, comme nous le savons tous, on peut faire un front unique « avec le diable et sa grand-mère ». Il y a quinze jours – je vis en Californie, à Oakland – j'ai participé à une action qui a mis une raclée à des apologistes du nazisme. Et remarquez bien, nous n'en revendiquons pas le mérite, plusieurs petites organisations se réclamant du trotskysme participaient à cette action. Nous en avons été à l'initiative, nous en étions la force principale. Bon, il y a un groupe assez important du Secrétariat unifié dans la région de San Francisco [Socialist Action], il faudrait l'appeler « Socialist Inaction ». Eh bien, devinez ? Il n'y était pas.

Nous « n'avons rien à voir avec le mouvement syndical ». La plupart des gens savent qu'il y a quelqu'un qui s'appelle Geronimo Pratt, qu'il était un dirigeant du Black Panther Party. Il a été victime d'une machination et il est en prison maintenant depuis combien, vingt-deux ans ? vingt-quatre ans. Nous avons donc été à l'initiative d'une manifestation de front unique pour sa libération, et elle était soutenue par un syndicat du personnel d'entretien des immeubles, essentiellement des Latino-Américains, à Los Angeles, connu généralement sous le nom de « Justice for Janitors » [Justice pour le personnel d'entretien].

Alors, arrêtez de raconter des âneries. Parce que ce que

Brochure spartaciste

La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste

Cette brochure oppose la politique révolutionnaire de la Ligue communiste internationale au réformisme du Comité pour une Internationale ouvrière, dirigé par l'organisation britannique Militant Labour et auquel est affiliée en France la Gauche révolutionnaire-Jeunesses communistes révolutionnaires (GR-JCR).

Notre brochure reproduit le texte intégral d'une polémique de la GR-JCR publiée en mai 1994 sous le titre « L'Internationale et l'Etat », avec une réponse détaillée de la LCI.

Disponible en anglais, allemand et français

Canada \$1, Belgique 60 FB, France 10 FF

Pour toute commande :

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

vous avez contre nous, *ce n'est pas* que nous ne sommes pas engagés dans de véritables luttes, *ce n'est pas* que nous ne participons pas à des fronts uniques, *ce n'est pas* que nous n'avons rien à voir avec le mouvement syndical. Ce que vous avez contre nous, c'est que nous sommes des *rouges* et que, dans tout ce que nous faisons, nous sommes connus pour être des rouges !

Bon, comme je l'ai dit tout à l'heure, je crois qu'au fond le camarade Paul Le Blanc exprime bien mieux que le confusionniste Mandel ce qui est au cœur de la politique du SU. Et il a dit : « Bon, nous construisons un Labor Party. » Nous savons tous que les menchéviks et les staliniens avaient une théorie de révolution par étapes pour les pays arriérés. Eh bien, voici maintenant une théorie de révolution par étapes pour un pays capitaliste avancé. D'abord, on construit un Labor Party et, ensuite, on le pousse à gauche.

Non. D'abord, il n'y aura aucune espèce de Labor Party dans ce pays s'il n'y a pas de lutte de classe tumultueuse : des grèves, des manifestations, une radicalisation *considérable*. Qu'est-ce que vous croyez ? Que vous pouvez construire un Labor Party de masse d'une façon stupidement linéaire ? Les conditions qui permettront la construction d'un Labor Party de masse seront nécessairement les mêmes que celles qui permettent un parti révolutionnaire. Là où il y a un mouvement en faveur d'un Labor Party, il y aura rapidement soit un parti ouvrier révolutionnaire soit un parti ouvrier réformiste et *contre-révolutionnaire*. Ça ne se passera pas selon cette conception linéaire à la Kautsky, vous savez, chaque jour nous construisons ce Labor Party réformiste et, à un certain point, les ouvriers... Non ! Au mieux, c'est une conception kautskyenne du XIX^e siècle. Au mieux !

« Nous avons les masses, nous avons de l'influence, nous avons des députés au parlement brésilien... » Vous n'avez rien, rien du tout !

Mandel : Rien ! Zéro !

Seymour : Laisse-moi parler ! Tu sais ce que vous avez au Brésil ? Vous avez une bande d'apparatchiks pour Lula ! Si demain Lula disait : « Répudiez la Quatrième Internationale, répudiez le trotskysme, répudiez la dictature du prolétariat ou vous êtes exclus », tu sais ce qui se passerait ? La moitié d'entre vous serait exclue, et l'autre répudierait le trotskysme. Ceux qui ont été exclus... [Mandel à ce moment-là interrompt pendant plusieurs minutes avant de retrouver son calme]. Ceux qui répudieront le trotskysme formel accuseront ceux qui se sont fait exclure d'être des sectaires ultragauches et ceux qui se sont fait exclure accuseront les autres d'être des opportunistes.

Alors, fondamentalement, si vous faites le nettoyage, tout ce qui reste de ce fatras c'est : « OK, vous, les sparts, ça fait trente ans que vous existez, vous avez deux cents personnes dans une douzaine ou une demi-douzaine de pays. Alors, à quoi prétendez-vous ? » Ce n'est pas un argument nouveau dans le mouvement trotskyste. C'est même un très vieil argument dans le mouvement trotskyste. Au milieu des années 1930... [Mandel explose à nouveau pendant plusieurs minutes. Il s'ensuit des échanges animés entre les rapporteurs, le président et la salle.]

Seymour : Je n'aimerais pas le genre d'Etat ouvrier que tu dirigerais.

Mandel : Ou que toi, tu dirigerais ! Ce serait comme la Russie en 1918 ! Exactement comme la Russie en 1918 !

Seymour: Au milieu des années 1930, une figure importante du mouvement trotskyste français scissionna à droite pour un temps. Il écrivit à Trotsky une lettre qui critiquait très durement le mouvement trotskyste, et Trotsky répondit [Lettre au comité central du GBL, 4 décembre 1935, *Œuvres*, tome 7]:

«Le gros argument, dans cette lettre: "Pourquoi les bolchéviks-léninistes sont-ils restés faibles, en Allemagne, puis en France?" n'est qu'un écho des objections centristes: "Pourquoi avez-vous été battus par la bureaucratie stalinienne, par la réaction coalisée en Chine, etc.?" Nous avons depuis longtemps donné l'explication et nous n'avons jamais promis de faire des miracles. Notre travail international n'a commencé qu'en 1929 – et pas sur un terrain vierge, mais sur un terrain encombré par de vieilles et puissantes organisations, et par des organisations nouvelles confuses et traîtresses qui se réclamaient de nos principes.»

Savez-vous à qui Trotsky répondait? A quelqu'un qui se nomme Pierre Frank et qui était un vieux camarade d'Ernest Mandel. Eh bien, notre tendance n'a pas non plus débuté ni opéré sur un terrain politique vierge. Nous sommes confrontés à de puissantes bureaucraties staliniennes et social-démocrates, à des mouvements nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, et la plupart des « trotskystes » et des « marxistes révolutionnaires » sont des opportunistes traîtres, dont la tendance d'Ernest Mandel est un bon exemple.

Bon, je crois vraiment que la tendance dirigée par Ernest Mandel peut faire une contribution à la construction d'un mouvement révolutionnaire: arrêtez de faire semblant d'être des trotskystes! Arrêtez de faire semblant d'être des marxistes révolutionnaires! Et reconnaissez honnêtement que vous êtes des sociaux-démocrates de gauche...

Mandel: Non, non, non, nous sommes des catholiques!

Le président: Arrête d'interrompre!

Seymour: Bon, si c'est toi qui le dis...

Mandel: Nous sommes des agents du pape! Tout le monde le sait!

Seymour: Tu as la parole.

Conclusion d'Ernest Mandel

J'ai un aveu à faire. J'aime parler devant des auditoires hostiles. En fait, depuis plus de soixante ans, j'adore ça. Et ce qui s'est passé ici ce soir m'a fait grand plaisir. Cela confirme pour moi que la grande majorité des gens ici – comme je le savais déjà – sont complètement à côté de la plaque, complètement insignifiants, sans aucune influence sur le véritable processus de la révolution mondiale, qui est le sujet de notre soi-disant débat.

Alors, la seule chose que je peux vous dire, c'est que si je ne m'adressais qu'à cette assemblée, je ne parlerais pas plus de trois minutes. Ce qui est utile, c'est que de ce meeting va sortir une brochure, un texte écrit, que nous diffuserons dans le monde entier, y compris à vos camarades partout où ils se montrent, et nous la leur donnerons, même gratuitement, nous ne la leur vendrons pas.

Et ce que nous espérons, et ce que j'espère même ici, c'est qu'au moins deux, ou trois, ou quatre camarades seront un peu secoués – pas convaincus bien sûr, on n'est jamais convaincu par un « traître » – mais un peu secoués, commenceront à penser avec leur propre tête et se diront, eh

bien, peut-être que la direction infaillible de la Spartacist League n'est pas si infaillible après tout. Peut-être que quelques points lui ont échappé, peut-être qu'elle a donné une image *un tout petit peu fausse, un tout petit peu fausse* du traître Mandel, réfléchissons-y un peu. S'il y a trois ou quatre personnes qui pensent quelque chose comme ça ici dans cette salle, je considérerai que le travail a été utile.

Il y a quelque chose d'étrange, vous savez, que ces camarades de la Spartacist League vont devoir expliquer à cet auditoire et à eux-mêmes. Ils m'ont écrit cinq ou six lettres, avec les mots suivants: « Cher camarade Mandel ». Signé: « Fraternellement à toi » ou même: « Très fraternellement à toi ». Qu'est-ce que ça veut dire? Etes-vous fraternels avec un traître? Ma parole, mais comment pouvez-vous? Comment pouvez-vous capituler devant le « révisionnisme mandélien » à ce point – être fraternels avec un traître! Alors, réfléchissez, réfléchissez. Calmement, calmement, calmement. Peut-être que *tout* ce que j'ai dit n'est pas si faux.

Sur les deux questions clés que j'ai posées aux camarades, et qui ne sont pas des questions mineures – ce sont des scandales énormes, des crimes. Je n'ai pas obtenu de réponse, absolument aucune réponse. Sur la question de l'opération des lambertistes avec l'impérialisme français contre le FLN. Cela s'est passé à une époque où la Spartacist League faisait partie du prétendu Comité international de la Quatrième Internationale. Ils ne se sont jamais exprimés publiquement nulle part, nulle part, contre ce crime, dissimulé par le prétendu Comité international de la Quatrième Internationale.

Deuxièmement, sur la question des armes nucléaires. Ce que je viens d'entendre confirme totalement ce que j'ai dit. Une totale confirmation! Les camarades ont dit: S'il n'y avait pas eu de bombe atomique russe, de bombe atomique chinoise, l'impérialisme américain aurait atomisé la Chi... Oui, oui, et s'il y avait eu une guerre nucléaire, que se serait-il passé? S'il y avait eu une guerre nucléaire, *l'humanité aurait disparu*. Disparu! En cendres nucléaires! Franchement, je préfère, je préfère que l'impérialisme américain n'utilise pas d'armes nucléaires plutôt que de le voir détruire l'humanité! Pour moi, [la question de la] destruction de l'humanité a priorité en tant que but sur toute autre considération. Et je voudrais une réponse à cet argument de la part des camarades de la Spartacist League.

Maintenant, sur une série de faits. Il est en effet difficile de discuter dans l'ignorance. J'ai entendu ici l'idée que le substitutionnisme est une sorte de conception petite-bourgeoise ou je ne sais quoi. Mais comment pouvez-vous nier le fait historique que l'auteur de l'idée du substitutionnisme a été le camarade Léon Trotsky? Vous voulez des citations, vous voulez que je publie les citations? C'est un fait historique absolument avéré.

J'ai dit que je considérais que cette audience était largement à côté de la plaque. Autrement, il y a une chose qui me mettrait un peu en colère. Quand j'entends des gens dire que nous sommes les représentants petits-bourgeois d'une vision petite-bourgeoise. C'est une insulte pour les milliers et les milliers de nos militants syndicaux dans le monde! Essayez de nier qu'ils existent! Vous dites que ce sont des traîtres, que ceci, que cela, mais ce n'est pas de cela que je parle. J'ai dit qu'ils existent, qu'ils ont dirigé des grèves, qu'ils ont défendu les droits des ouvriers. Essayez de prouver le contraire. ■

Chauvinisme : poison pour la lutte de classe

Pour l'indépendance du Québec !



Remiorz/Canadian Press



Canadian Press

En haut, manifestation indépendantiste à Montréal, en juin 1995. En bas, les soldats du gouvernement canadien anglo-chauvin montent la garde devant l'hôtel de ville de Montréal pendant le soulèvement social de 1969. Les trotskystes appellent à l'indépendance du Québec afin d'ouvrir la voie à une lutte de classe anticapitaliste.

Le 30 octobre 1995, lors du référendum organisé par le gouvernement du Parti québécois (PQ), la population du Québec s'est prononcée, à une très faible majorité, contre la sécession d'avec le Canada. La consultation a connu un fort taux de participation. Environ 60% des Québécois francophones ont voté « oui » à la « souveraineté », tandis que les anglophones et les minorités immigrées ont voté massivement « non ».

Les perspectives de luttes de classe au Canada sont profondément empoisonnées par le nationalisme et le chauvinisme, générés par l'oppression historique de la nation québécoise sous la botte de l'Etat canadien unitaire et attisés par les nationalistes bourgeois du PQ qui veulent être les exploités de « leur » propre classe ouvrière. Alors que le « non » l'a remporté d'extrême justesse, le gouvernement canadien anglo-chauvin d'Ottawa insiste que la question de la place du Québec au sein du Canada est effectivement résolue.

Mais le résultat de ce scrutin ne fera qu'approfondir le fossé national qui divise la société canadienne, en encourageant dans le Canada anglais la réaction chauvine contre le Québec. Et, au Québec, immédiatement après le vote, le premier ministre du PQ, Jacques Parizeau (qui, depuis, a démissionné), lança une répugnante attaque contre les immigrants, déclarant à ses partisans qu'ils avaient été battus « par l'argent et le vote ethnique ».

Contre la division chauvine qui dresse les travailleurs les uns contre les autres et étrangle la lutte de classe unie contre le capitalisme, les marxistes appellent à un Québec indépendant. C'est pourquoi la Ligue communiste internationale a appelé à voter « oui » au référendum.

L'article ci-dessous, légèrement revu pour publication dans Spartacist édition française, est paru pour la première fois en anglais et en français dans le journal de nos camarades de la Ligue trotskyste du Canada/Trotskyist League of Canada, Spartacist Canada n° 105 (septembre-octobre 1995), à la veille du référendum.

* * * * *

En octobre 1970, il y a vingt-cinq ans, le ministre du cabinet libéral Pierre Laporte et le diplomate britannique James Cross étaient kidnappés par le Front de libération du Québec (FLQ), un petit groupe de militants séparatistes québécois. Utilisant le prétexte de la « crise du FLQ », le gouvernement fédéral de Pierre Trudeau imposait la loi des Mesures de Guerre et envoyait l'armée

occuper Montréal. Prenant d'assaut maisons et appartements, les militaires d'Ottawa raflèrent, l'arme au poing, des centaines de syndicalistes et d'activistes de gauche et les jetèrent en prison, où ils furent détenus au secret. Leur « crime » : l'association avec l'idée que la nation québécoise opprimée a le droit à disposer d'elle-même. De fait, l'assujettissement du Québec, une des pierres angulaires de l'Etat capitaliste canadien, était brutalement mis en lumière par l'imposition de la loi martiale.

L'existence de deux nations séparées de plus en plus différentes, dont l'une opprime l'autre, continue de dessiner le paysage politique de ce pays et a affreusement sapé les luttes de la classe ouvrière. En tant que marxistes révolutionnaires, nous défendons inconditionnellement les droits nationaux du peuple québécois, tout en nous opposant à toute forme de nationalisme et de chauvinisme, qui étrangent la lutte contre l'exploitation capitaliste. Nous cherchons à faire avancer la cause de tous les travailleurs par la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, tribun des opprimés. Le confinement forcé du Québec à l'intérieur du Canada a empoisonné les rapports entre les travailleurs canadiens anglais et québécois. Seul un Québec indépendant peut permettre de montrer aux travailleurs de chaque nation que leurs ennemis sont leurs dirigeants capitalistes respectifs et non les travailleurs de l'autre nation.

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, l'opposition à l'étouffement des droits nationaux et linguistiques alimenta, au Québec, une lutte prolétarienne combative. La classe ouvrière québécoise émergea en fait comme la plus combative d'Amérique du Nord. Une illustration en est fournie par la grève générale quasi insurrectionnelle de 1972 au cours de laquelle les travailleurs en grève s'emparèrent de villes entières et en prirent la direction. Mais, au Canada anglais, le chauvinisme anti québécois des responsables syndicaux et du NPD social-démocrate servit, au nom de « l'unité canadienne », à enchaîner les travailleurs à « leur » propre bourgeoisie. C'est ce même chauvinisme anglophone qui aida à pousser de plus en plus les travailleurs québécois dans les bras du Parti québécois (PQ), le représentant politique de la nouvelle bourgeoisie francophone émergeant au Québec.

Dès sa fondation, notre organisation, la Ligue trotskyste/Trotskyist League, s'est faite activement le champion du droit du Québec à l'indépendance. Comme nous l'écrivions en 1978, quand Trudeau menaçait à nouveau d'utiliser « l'épée » contre le Québec :

« La classe ouvrière doit proclamer son soutien inconditionnel au droit des Québécois à l'autodétermination [...].
« La classe ouvrière du Québec est aujourd'hui la plus combative du continent nord-américain. Cela donne une importance décisive à la défense des droits nationaux des Québécois par le mouvement ouvrier canadien-anglais et américain. Un tel programme révolutionnaire, qui combat toute forme d'oppression sociale, y compris l'oppression nationale des Québécois, est indispensable pour réaliser vraiment l'unité du prolétariat anglophone et francophone d'Amérique du Nord. »

– « Trudeau Threatens War on Quebec » [Trudeau menace de faire la guerre au Québec], *Spartacist Canada* n° 23, février 1978

Tout en défendant les droits nationaux du Québec, nous ne plaidions pas alors pour sa séparation. Notre perception de la situation était que les antagonismes nationaux n'atteignaient pas encore le degré d'intensité faisant de l'indépendance du Québec le seul moyen de contrer ces anta-

gonismes et mettre en avant la lutte de classe contre le capitalisme.

Pourtant, dans le cadre de l'Etat canadien unitaire et anglo-chauvin, la division nationale a *bel et bien* empoisonné les rapports entre les travailleurs au Canada anglais et au Québec. La profondeur de ce schisme est clairement illustrée par les partis qui occupent présentement les bancs de l'opposition parlementaire. D'un côté, on trouve le Parti réformiste, chauvin anglophone forcené, et, de l'autre, le Bloc québécois indépendantiste. Aux dernières élections, le Parti conservateur fédéral a été éliminé après un long règne, et les Libéraux ne durent la victoire qu'à leur raz-de-marée en Ontario.

La haine et la suspicion nationales réciproques qui ont amené ce réalignment parlementaire pénètrent aussi dans les profondeurs de la classe ouvrière. Des centaines de milliers de syndicalistes et d'autres travailleurs du Canada anglais, désillusionnés par la totale capitulation du NPD devant les diktats d'austérité de Bay Street, ont abandonné « leur » parti en 1993 et voté pour le chauvinisme sans équivoque des Réformistes de Preston Manning. Au Québec, la combativité de la classe ouvrière a été étouffée et dévoyée dans un soutien au PQ, élu à l'automne dernier pour la troisième fois en promettant l'organisation rapide d'un référendum sur l'indépendance.

Ces événements ne font que confirmer que le nationalisme et le chauvinisme constituent un frein décisif à la lutte des travailleurs des deux nations, et ce depuis longtemps. Après une importante discussion interne sur la question nationale québécoise, nous, Ligue trotskyste/Trotskyist League, avons réévalué notre position antérieure. Une résolution adoptée par un plénum de notre comité central en juillet 1995 notait, entre autres :

« En tant que marxistes révolutionnaires cherchant à faire avancer la cause de la lutte de classe internationaliste prolétarienne, la Ligue trotskyste/Trotskyist League appelle à l'indépendance du Québec. Notre position historique en défense du droit du Québec à l'autodétermination, mais sans appeler à l'indépendance, était au mieux fondée sur une appréciation superficielle de l'évolution d'une nation québécoise consciente d'elle-même et de la lutte des classes en son sein. Même si la question de l'indépendance n'a toujours pas été soumise par référendum à la population québécoise, la question a été effectivement résolue avec la mise en œuvre de lois imposant l'unilinguisme français dans les années 1970 (en d'autres termes, le choix entre l'assimilation et la séparation a été fait au profit de cette dernière) [...].

« Pour les léninistes, l'appel à l'indépendance du Québec est le moyen de retirer cette question "de l'ordre du jour" afin, surtout, de combattre l'orgie de chauvinisme anglophone au Canada anglais, mais également de déjouer les visées des nationalistes bourgeois au Québec, qui cherchent à s'enchaîner le prolétariat québécois historiquement combatif. C'est le seul moyen de mettre en lumière les véritables contradictions sociales entre les classes ouvrières des deux nations et "leurs" propres bourgeoisies, jetant ainsi les bases véritables d'une lutte de classe commune dans l'avenir. »

Le développement de la nation québécoise

Le Québec fut incorporé de force dans l'Amérique du Nord britannique suite à la défaite de la garnison française dans les plaines d'Abraham en 1759. Les conquérants britanniques qui avaient, quelques années plus tôt, expulsé la population francophone (acadienne) de Nouvelle-Ecosse se soumièrent le reste de la Nouvelle-France, en concluant un marché avec la hiérarchie catholique romaine. Des siècles

de guerres dynastiques et commerciales entre la France et l'Angleterre firent du chauvinisme antifrçais l'une des caractéristiques fondamentales de la conscience de la classe dirigeante anglaise. Ainsi, les vrais fondateurs de l'Etat anglophone canadien, des réfugiés contre-révolutionnaires loyaux à la Couronne britannique fuyant la guerre d'Indépendance américaine, se déversèrent dans les Maritimes et l'Ontario et y apportèrent une arrogance et un chauvinisme purs et durs contre les Français conquis.

A l'écart du rationalisme et de l'anticléricalisme des Lumières et de la Révolution française de 1789, pendant plus d'un siècle, le Québec n'était en majeure partie qu'un arrière-pays rural infesté de curés. Toute bourgeoisie francophone indigène avait été éliminée en tant que facteur. En 1837, la révolte nationale bourgeoise des Patriotes fut écrasée sans pitié. Au cours du XIX^e siècle, le capital anglo-canadien (rejoint plus tard par le capital américain) supplanta graduellement les maîtres britanniques.

Vers la fin du siècle, une industrialisation et une urbanisation importantes allaient commencer à changer le caractère de la société québécoise, mais ce développement n'allait trouver son expression politique qu'après plusieurs décennies. La faible bourgeoisie francophone était entièrement intégrée au capital canadien anglais dominant et l'élite petite-bourgeoise restait liée à l'Eglise.

La hiérarchie catholique maintint son emprise sur la société québécoise, y compris sur la classe ouvrière. Il fut même un temps, à la fin des années 1800, où être membre de l'organisation syndicale des Chevaliers du Travail était considéré comme un péché mortel. L'Eglise continua d'exercer un contrôle direct ou indirect sur une bonne partie du mouvement syndical jusqu'aux années 1950.

Au cours de la longue période du règne de Maurice Duplessis, à partir des années 1930, qu'on dénomma la « Grande Noirceur », pratiquement toute forme de mécontentement social se heurtait à la répression de l'Etat. Mais, à partir de la Deuxième Guerre mondiale, une série de grèves, dont en particulier la lutte illégale de cinq mois de cinq mille mineurs d'Asbestos et de Thetford Mines en 1949, démontrèrent que le prolétariat commençait à s'agiter. Puis, en 1959, la mort de Duplessis provoqua un changement de cap dans la société québécoise.

La « Révolution tranquille » des années 1960 a permis l'émergence d'une bourgeoisie québécoise, s'efforçant de mettre en place une économie politique autonome dont elle serait le centre et le principal bénéficiaire. Le gouvernement libéral de Jean Lesage effectua une série de grandes nationalisations. Hydro-Québec devint particulièrement le symbole de la puissance croissante du capital québécois. La nouvelle Caisse de dépôt et de placement, qui gérait le nouveau régime de retraite, créa un vaste réservoir de capital pour investir dans la construction d'une industrie possédée par les Québécois. Sur le plan social, la domination de la hiérarchie catholique fut brisée: le taux de natalité s'effondra, passant de l'un des plus élevés à l'un des plus bas au monde; l'enseignement en français fut laïcisé et considérablement élargi, entre autres avec de nouvelles universités et les cégeps (collèges d'enseignement général et professionnel).

Sur le plan politique, on vit l'émergence de deux tendances distinctes, chacune reflétant l'une des options auxquelles faisait face une société québécoise en modernisation rapide: vers l'assimilation (menant à terme à la disparition de la

nation) ou vers la séparation et la création d'un Etat indépendant. Le principal représentant de la première tendance, Pierre Trudeau, chercha à utiliser le gouvernement fédéral d'Ottawa pour incorporer et submerger le Québec dans le reste du Canada. Trudeau donna à ce programme des atours « libéraux », « le bilinguisme et le biculturalisme », qui favorisait nécessairement le peuple anglophone dominant sur les plans économique et politique. Tandis que, pour la première fois, on pouvait avoir accès à des services gouvernementaux en français dans de grandes parties du pays, la seule apparition du français dans la vie quotidienne, comme la traduction en français des indications figurant sur les boîtes de céréales, provoqua la colère frénétique des chauvins canadiens anglais. Au même moment, la réponse de



Sperling/APC
Local syndical à Asbestos, au Québec, en 1949. Avec la grève des ouvriers de l'amiante, le prolétariat est entré de façon décisive dans l'arène politique québécoise.

Trudeau à l'agitation indépendantiste au Québec fut d'envoyer l'armée en 1970 et, plus tard, de menacer à nouveau d'envahir le Québec. C'est ce leg qui est aujourd'hui maintenu par son lieutenant, Jean Chrétien.

L'arme clé de ceux qui cherchaient à contrer l'assimilation de la société québécoise devint la législation linguistique. Une économie politique commune exige une langue commune, qui devient aussi de cette manière le véhicule de la culture. Dès la fin des années 1960, l'Assemblée nationale du Québec commença à passer une série de lois, qui sont devenues de plus en plus discriminatoires et dont l'apogée fut la Loi 101 du PQ en 1977 qui déclarait, dans les faits, un Québec unilingue français. On imposa le français comme langue officielle au travail et on exigea des « étrangers », y compris des anglophones venant d'autres régions du Canada, qu'ils envoient leurs enfants à l'école française.

Une bonne partie du capital anglo-canadien et des centaines de milliers d'anglophones décampèrent, prenant l'autoroute qui mène à Toronto et au-delà. Non seulement la population anglophone historique, concentrée dans le West Island de Montréal, diminua fortement, mais aussi les nouveaux immigrants commencèrent à s'assimiler dans la société francophone. En 1971, seulement 15% des enfants

dont la langue maternelle n'était ni le français ni l'anglais étaient inscrits dans des écoles publiques québécoises où le français était la langue d'instruction. Au cours de cette période, on vit d'importants mouvements de protestation dans les communautés immigrées, notamment chez les Italiens de St-Léonard, dans la banlieue de Montréal, pour le droit de continuer à envoyer leurs enfants à l'école anglaise. En 1989, néanmoins, plus de 70% de ces enfants allophones [qui ne sont ni de langue anglaise ni de langue française] fréquentaient les écoles françaises.

Au cours des décennies qui ont suivi la « Révolution tranquille », la société québécoise a été remodelée. Les grands décideurs industriels et financiers ne se trouvent plus dans les résidences anglophones de Westmount. La poursuite par la bourgeoisie québécoise de la consolidation de sa propre économie politique séparée mène logiquement à la création d'un Etat indépendant, une nouvelle puissance impérialiste mineure de type Autriche ou Danemark.

Le chauvinisme, poison pour la lutte de classe

La situation totalement anormale d'un Canada scissionné suivant des lignes nationales et d'un Québec ne s'étant pas encore séparé produit de profondes animosités nationalistes. Les travailleurs des deux nations tombent toujours plus profondément sous la griffe de leur bourgeoisie respective, s'apant ainsi la lutte de classe contre le capitalisme.

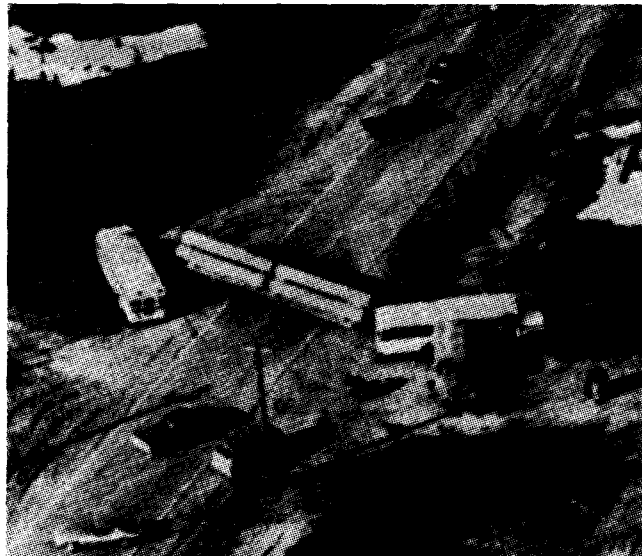
La grève générale de 1972 au Québec fut le conflit de classe le plus explosif qu'ait connu l'Etat canadien depuis 1919. La direction du mouvement ouvrier canadien anglais s'est pourtant *opposée* à cette grève et l'a *dénoncée*. En plein milieu de la grève, le conseil exécutif du Congrès du Travail du Canada brandit le drapeau du chauvinisme anglais contre la combativité ouvrière québécoise et déclara :

« Il est donc essentiel que le Congrès et ses syndicats affiliés s'opposent aux éléments qui, où que ce soit au Canada, plaident pour la destruction de la Confédération ou pour une réduction des pouvoirs fédéraux afin de poursuivre des objectifs régionaux égoïstes. »

— cité dans *Globe and Mail*, 15 mai 1972

Pour ce qui est du dirigeant fédéral du NPD, David Lewis, il a applaudi publiquement à l'emprisonnement des dirigeants des grèves du Front commun. La combativité des travailleurs québécois, trahis et abandonnés dans cette lutte centrale par la direction du mouvement ouvrier canadien anglais, fut canalisée vers les nationalistes bourgeois et conduisit à l'élection du premier gouvernement péquiste de René Lévesque en 1976.

Six ans plus tard, « leur » propre gouvernement péquiste, qui sabra dans les salaires et déchira les conventions collectives du secteur public, fit goûter aux travailleurs québécois du brisage de syndicat de masse. Cinquante mille syndicalistes en colère manifestèrent devant l'Assemblée nationale avec des pancartes disant « Duplessis-Lévesque : tel père, tel fils ». Dans un article intitulé « Pour une grève générale au Québec ! », publié en anglais et en français dans *Spartacist Canada* n° 57 (mars 1983), nous écrivions : « Cette épreuve de force cruciale entre les travailleurs québécois et le PQ fournit une occasion sans précédent de gagner ce mouvement ouvrier combatif à une perspective d'unité de classe révolutionnaire multinationale dans laquelle il est destiné à jouer un rôle d'avant-garde. » Mais les dirigeants syndicaux nationalistes annulèrent les grèves



Robson/Montreal Star

Mai 1972 – Les grévistes de Sept-Iles bloquent les routes d'accès à la ville pendant la grève générale au Québec.

et le PQ fut en mesure de mettre en œuvre ses attaques tous azimuts, portant au mouvement ouvrier québécois un coup dont il ne s'est pas encore remis.

Aujourd'hui, les trois centrales syndicales québécoises sont sous l'emprise nationaliste mortelle des grands bourgeois Jacques Parizeau et Lucien Bouchard. Le ralliement des travailleurs québécois autour du PQ et du Bloc est une réponse au chauvinisme vil et profond qui domine au Canada anglais. Il y a cinq ans, l'Accord du Lac Meech s'est écroulé sous les hauts cris poussés au Canada anglais contre l'affirmation toute simple que le Québec est une « société distincte ». Puis vint l'Accord de Charlottetown des Conservateurs fédéraux, soi-disant la dernière tentative de résoudre la « crise constitutionnelle » et de mettre fin au « problème québécois », accord rejeté par la majorité des deux nations.

Suite à l'élection du dernier gouvernement péquiste à l'automne dernier, il y a eu une autre éruption de chauvinisme au Canada anglais. Une touriste québécoise dont la voiture était tombée en panne dans un quartier huppé de Vancouver a été brutalement frappée par des voyous qui avaient repéré sa plaque d'immatriculation québécoise. Cet été, à Owen Sound, Ontario, une Québécoise et sa famille ont été pratiquement chassées de la ville après que leur maison fut criblée d'œufs et défigurée par le slogan « Frogs Go Home » [« Grenouilles dehors »] écrit avec des excréments sur la fenêtre du salon.

On a vu plusieurs exemples épisodiques de luttes de classe communes, telle la grève des fonctionnaires fédéraux de 1991, mais le gouffre national est très profond dans la classe ouvrière organisée. La grande majorité des syndicats du Québec soit sont entièrement séparés de ceux du Canada anglais, soit fonctionnent avec une autonomie quasi complète. Cela en dit très long que l'ancien ministre du cabinet conservateur Bouchard ait pu facilement réussir à se faire passer pour « un ami des travailleurs québécois », en s'opposant initialement à la législation de brisage de grève fédérale lors de la grève du rail de cette année [1995].

L'animosité nationale paralyse la lutte de la classe ouvrière. Comme l'a dit Karl Marx il y a longtemps, une

nation qui en opprime une autre ne peut elle-même être libre. Les arguments mis en avant par Marx en faveur de l'indépendance de l'Irlande vis-à-vis de l'Angleterre sont, malgré les spécificités, riches d'enseignements pour la situation actuelle du Canada :

« Il est de l'intérêt direct, absolu de la classe ouvrière anglaise de se défaire de ses liens actuels avec l'Irlande [...]. La classe ouvrière anglaise ne fera jamais rien tant qu'elle ne se sera pas défaire de l'Irlande [...]. La réaction anglaise en Angleterre (comme du temps de Cromwell) avait son origine dans l'asservissement de l'Irlande. »

– Lettre à Engels, 10 décembre 1869

Le léninisme et la question nationale

Le capitalisme du XX^e siècle a intensifié l'oppression nationale et exacerbé les conflits nationaux réactionnaires. La réaction nationaliste fut une force motrice pour la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers d'Europe de l'Est et d'Union soviétique. Au même moment, dans le sillage de la contre-révolution, les hostilités nationalistes se déchaînaient partout dans le monde, en même temps que s'exaspéraient les rivalités interimpérialistes.

La ruée des grandes puissances pour rediviser le monde en blocs commerciaux régionaux et la croissance de la production à l'étranger, dans des pays du « tiers monde » à bas salaires, soulignent la nécessité pour les communistes de se faire les champions des droits des nations opprimées. Ce n'est qu'en s'opposant résolument au nationalisme de la nation oppressive que l'avant-garde prolétarienne peut prétendre à l'autorité morale lui permettant d'appeler les travailleurs d'une nation opprimée à combattre « leurs » propres dirigeants nationalistes, qui ne cherchent qu'à consolider leur place parmi les exploités et les oppresseurs.

Dans une série d'écrits importants, le dirigeant bolchévique russe V.I. Lénine a développé l'approche marxiste de la question nationale à l'époque de l'impérialisme, qui est l'époque de la décadence capitaliste. L'empire tsariste était une prison des peuples, l'autocratie grand-russe dominant des millions d'Ukrainiens, de Polonais, de Géorgiens et une multitude d'autres nationalités opprimées. Dans « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (février-mai 1914), Lénine écrivait :

« Cet état de choses assigne au prolétariat de Russie une double tâche, ou plutôt une lutte sur deux fronts : lutter contre tout nationalisme et, au premier chef, contre le nationalisme grand-russe ; reconnaître non seulement la complète égalité en droits de toutes les nations en général, mais aussi leur droit égal à édifier un Etat, c'est-à-dire reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer ; et à côté de cela, précisément pour assurer le succès de la lutte contre toute espèce de nationalisme dans toutes les nations, sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes et leur fusion la plus étroite dans une communauté internationale, en dépit des tendances de la bourgeoisie à promouvoir un particularisme national. « Egalité complète des nations ; droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; union des ouvriers de toutes les nations : voilà le programme national enseigné aux ouvriers par le marxisme, par l'expérience du monde entier et l'expérience de la Russie. »

Tout en défendant le droit à l'indépendance, Lénine soulignait que la question de savoir s'il fallait ou non appeler à la séparation ne peut et ne doit être jugée que dans le concret : « Ce dernier problème, le parti du prolétariat doit le résoudre, dans chaque cas particulier, d'une façon absolument indépendante, en se plaçant au point de vue des intérêts de l'ensemble du développement social et des in-



Rob Galbraith/Reuters

26 septembre 1990 – La police militaire arrête un Warrior Mohawk à Kanasetake.

térêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme » (« Résolution sur la question nationale », mai 1917). En Russie, il était clair que la séparation nationale ou la réalisation de toute autre revendication démocratique substantielle étaient inconcevables sans une révolution complète. Ainsi, Lénine appelait les nationalités non russes à s'engager dans une lutte de classe commune contre l'autocratie tsariste.

Le révolutionnaire marxiste Léon Trotsky prit une position similaire en Espagne en 1930-31, où, encore une fois, la possibilité d'une révolution se présentait rapidement. Tout en défendant le droit de la Catalogne à l'autodétermination, Trotsky remarqua que même le plus fervent des séparatistes parmi les ouvriers catalans jugerait « inopportuniste de disperser leurs forces, dans les conditions de la crise actuelle qui ouvre au prolétariat espagnol les voies les plus larges et les plus prometteuses [...]. Puisqu'il est clair qu'en cas de victoire de la révolution il serait infiniment plus facile qu'aujourd'hui de parvenir à l'autodétermination de la Catalogne, ainsi d'ailleurs que des autres régions » (« Les tâches des communistes en Espagne », mai 1930).

Cependant, quelques années plus tard, la situation changea brusquement lorsqu'un nouveau gouvernement de droite à Madrid commença à agir contre le gouvernement régional de la Généralité de Catalogne. Voyant la Catalogne comme un bastion crucial contre la montée de la réaction espagnole et du danger fasciste, Trotsky appela alors ses partisans à passer à l'agitation en faveur de la proclamation d'une république indépendante de Catalogne et d'exiger, pour la garantir, l'armement immédiat de l'ensemble du peuple. C'était la façon pour le prolétariat de gagner la direction des masses opprimées, démasquant les hésitations de la Généralité et conduisant ainsi à la défaite de la réaction. Dans cette situation particulière, l'appel à l'indépendance était un puissant levier pour faire avancer les intérêts de classe du prolétariat.

Dans chaque cas, la question pour les marxistes est de

Suite page 32

Québec : les peuples autochtones sous les feux croisés du nationalisme

REPRODUIT DE SPARTACIST CANADA
n° 105, SEPTEMBRE-OCTOBRE 1995

En 1990, la Sûreté du Québec s'est jetée à l'assaut, les armes à la main, des Mohawks qui tentaient de protéger un cimetière ancestral situé près d'Oka. Les défenseurs autochtones ont résisté et repoussé les flics. Le premier ministre libéral Robert Bourassa, avec l'appui du Parti québécois, a alors demandé l'intervention militaire fédérale. L'armée a déployé des milliers de soldats, soutenus par des blindés et des hélicoptères, et a entouré durant des semaines la communauté Mohawk de Kanasetake. Pendant que l'armée d'Ottawa assiégeait Kanasetake, une meute en furie, pouvant compter jusqu'à cinq mille personnes, se rassemblait à Châteauguay, près de Kahnawake, sur la Rive-Sud de Montréal, où vit une autre communauté Mohawk. Poussée par des démagogues racistes, y compris des membres du Ku Klux Klan, cette racaille pogromiste jetait des pierres, brûlait des autochtones en effigie et scandait des mots d'ordre nationalistes comme « Le Québec aux Québécois ! »

Cinq ans plus tard, les mêmes dirigeants capitalistes racistes d'Ottawa qui ont envoyé l'armée contre les Mohawks d'Oka, qui ont créé et qui maintiennent le système brutal des réserves et la déshumanisante Loi des Indiens, essaient aujourd'hui de manipuler les peuples autochtones du Québec pour en faire un instrument chauvin contre l'indépendance. Quant aux dirigeants nationalistes québécois, ils ont l'intention d'incorporer de force « leurs » peuples autochtones dans un Québec indépendant. En particulier, ils affichent des prétentions « nationales » sur de vastes zones du Nord du Québec qui n'ont jamais fait partie du territoire historique de la population francophone.

Partant de perspectives mutuellement hostiles, Québec et Ottawa comprennent tous deux le fait économique fondamental que les rivières du Nord du Québec sont les organes vitaux de l'industrie moderne québécoise qui alimentent les centrales hydroélectriques du bassin de la Baie James. De plus, ces territoires sont occupés depuis des centaines d'années par les peuples autochtones qui sont aujourd'hui éparpillés dans de petites communautés à travers le Bouclier du Nord. Il était donc inévitable qu'ils deviennent un pion dans le cynique jeu chauvin auquel se livrent Ottawa et Québec et dont les enjeux sont considérables. Quel que soit le gagnant, les peuples autochtones seront assurément les perdants.

Ottawa tente de faire avaler la pilule en avançant la promesse d'un « autogouvernement autochtone ». De la

part de ceux-là mêmes qui ont écrasé sans merci les peuples autochtones depuis bien avant la Confédération, cela ne peut dans la plupart des cas signifier rien d'autre que de « transformer » les réserves arides en bantoustans comme ceux d'Afrique du Sud. De tels « bantoustans autogouvernés » resteraient la proie de la pauvreté et du chômage, de la maladie, de l'alcoolisme et de la mort prématurée qui constituent le lot des peuples autochtones sous le capitalisme raciste canadien. Pourtant, pour grotesque que cela puisse paraître tout juste cinq ans après Oka, il se trouve certains dirigeants autochtones pour tomber dans le piège du « libéralisme » frauduleux qu'Ottawa affiche à l'égard des revendications autochtones et pour insinuer qu'en cas de séparation du Québec ils feraient appel à l'armée canadienne. Les trotskystes s'opposeraient évidemment avec force à une telle éventualité.

Presque tous les principaux groupes autochtones, dont les Inuits, les Cris, les Mohawks et les Montagnais, prévoient de tenir des référendums pour savoir s'ils demeureraient ou non dans un Québec indépendant. La Ligue trotskyste/Trotskyist League défend le droit des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes. Dans les régions où ils constituent une population concentrée, nous affirmons leur droit à l'autonomie régionale la plus complète possible, c'est-à-dire le droit de réellement gouverner leurs territoires et contrôler la terre et ses ressources. Ces droits peuvent se heurter à des projets – comme des chemins de fer, des constructions hydroélectriques ou des pipelines – qui sont dans l'intérêt plus général des travailleurs dans la société dans son ensemble. Dans de tels cas, les peuples autochtones doivent recevoir une compensation généreuse établie avec leur total accord consensuel.

Cependant, en ce qui concerne le présent « choix » concret entre faire partie d'un Québec indépendant et rester dans le Canada anglais, nous partons de la considération principale suivante, sur laquelle nous insistons : dans le cadre de la domination capitaliste raciste, il ne s'agira là que du « droit » pour les populations autochtones de déterminer qui les opprimerait et les brutaliserait. Dans la lutte pour construire un parti révolutionnaire agissant comme « tribune du peuple », nous cherchons à mobiliser le prolétariat au Canada anglais et au Québec en défense des droits des autochtones. En dernière analyse, seule la révolution socialiste peut briser les lourdes chaînes de l'oppression capitaliste raciste qui a précipité les peuples autochtones dans la dégradation et dans la misère, et jeter les bases d'une société socialiste égalitaire qui pourra réparer des siècles d'injustices.

Québec...

(Suite de la page 30)

savoir comment au mieux, dans des circonstances historiques données, briser l'emprise du nationalisme et du chauvinisme et retourner les ouvriers contre leur propre bourgeoisie et ouvrir la voie à la lutte révolutionnaire. La réponse n'est pas la même en tout temps et en tout lieu, et la politique pour un pays ne peut pas être transposée mécaniquement à un autre. Les différences entre le Canada anglais et le Québec sont beaucoup plus grandes que celles entre Suédois et Norvégiens, par exemple, qui se sont paisiblement séparés en 1905, ou entre Russes et Ukrainiens, dont les langues slaves sont en grande partie mutuellement compréhensibles (sans parler des Croates et des Serbes qui parlent la même langue).

Le meilleur parallèle contemporain semblerait se trouver dans la division entre Wallons et Flamands qu'est la Belgique. Les antagonismes nationaux et linguistiques de ce pays se sont fortement approfondis au cours des dernières décennies et sont maintenant un obstacle stratégique à la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme.

Au Canada et au Québec, l'expérience des deux dernières décennies, au moins, démontre clairement qu'une lutte prolétarienne victorieuse exige la séparation en deux États-nations indépendants. Ainsi, quel que soit le résultat du référendum à venir, et de façon générale à l'avenir, nous continuerons à appeler à l'indépendance du Québec. Nous reconnaissons cependant que l'autodétermination est un droit démocratique bourgeois et, en tant que tel, est subordonnée aux intérêts plus larges de la révolution prolétarienne. Notre position pour l'indépendance pourrait donc changer radicalement dans les cas et dans les moments où elle s'opposerait aux intérêts historiques du prolétariat.

En 1916 par exemple, Lénine, qui avait combattu le rejet par Rosa Luxemburg du mot d'ordre du droit à l'autodétermination de la Pologne, s'opposait à l'appel en faveur de l'indépendance de la Pologne dans le contexte de la Première Guerre mondiale. Il souligna le fait que l'«indépendance [de la Pologne] est actuellement "irréalisable" sans guerres ou révolutions. Être partisan d'une guerre gé-

nérale en Europe pour le seul rétablissement de la Pologne, ce serait être un nationaliste de la pire espèce [...]» (« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », juillet 1916).

Plus tard, à la suite de la Révolution russe de 1917, les régimes bourgeois nouvellement indépendants du Caucase obtinrent l'appui militaire direct de l'impérialisme, ce qui mettait en danger mortel le nouvel Etat ouvrier soviétique. Les bolchéviks, en combinant soulèvements locaux et intervention de l'Armée rouge, prirent finalement le pouvoir dans la région contre l'opposition des contre-révolutionnaires « nationalistes ». Comme l'écrivit Trotsky quelque vingt ans plus tard, « la soviétisation forcée était justifiée, le salut de la révolution socialiste se place au-dessus des principes formels de la démocratie » (« Bilan de l'expérience finlandaise » [avril 1940], *Défense du marxisme*).

On trouvera un autre exemple en Ukraine à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Au cours du printemps et de l'été 1939, Trotsky proposa le mot d'ordre d'une « Ukraine soviétique indépendante ». Ce faisant, il cherchait à couper l'herbe sous le pied du nationalisme ukrainien réactionnaire et ainsi à enrayer son développement. En même temps, il pensait que la lutte contre l'oppression nationale pouvait servir de stimulus provoquant en Ukraine une révolution politique prolétarienne qui aurait précédé une telle révolution dans le noyau russe de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Mais c'était le moment historique où le sort de tous les peuples d'Europe de l'Est allait être déterminé par la guerre qui approchait entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Dans ces circonstances, il n'y avait absolument aucune place pour créer une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante, ce qui donnait un caractère irréaliste au mot d'ordre qu'avait proposé Trotsky et qu'il cessa d'utiliser avec le pacte Hitler-Staline et le début de la Deuxième Guerre mondiale (lire « A propos de la prise de position de Trotsky en faveur d'une Ukraine soviétique indépendante », *Spartacist* édition française n° 28, hiver 1994-95).

Le Québec et la gauche

La gauche canadienne n'a pas une bonne histoire sur la question québécoise. Le Parti communiste canadien, qui

SPARTACIST CANADA
Mars-avril 1999
50 Cents

For a Revolutionary Workers Party

Labor Showdown in Ontario

100,000 trade unionists from throughout Ontario rally in Hamilton, February 26, for mass labor demonstration.

Defend Jobs, Social Services!

100,000 trade unionists from throughout Ontario rally in Hamilton, February 26, for mass labor demonstration.

Abonnez-vous !

Spartacist Canada

Journal marxiste de la
Trotskyist League of Canada/
Ligue trotskyste du Canada
(en anglais)

(incluant *Spartacist* édition anglaise)
6 numéros : Cdn\$ 3
Hors Amérique du Nord : Cdn\$ 8
(par avion)

Commande :
Spartacist Canada Publishing
Box 6867, Station A
Toronto, Ontario M5W 1X6

Chauvinisme national : poison pour la lutte de classe

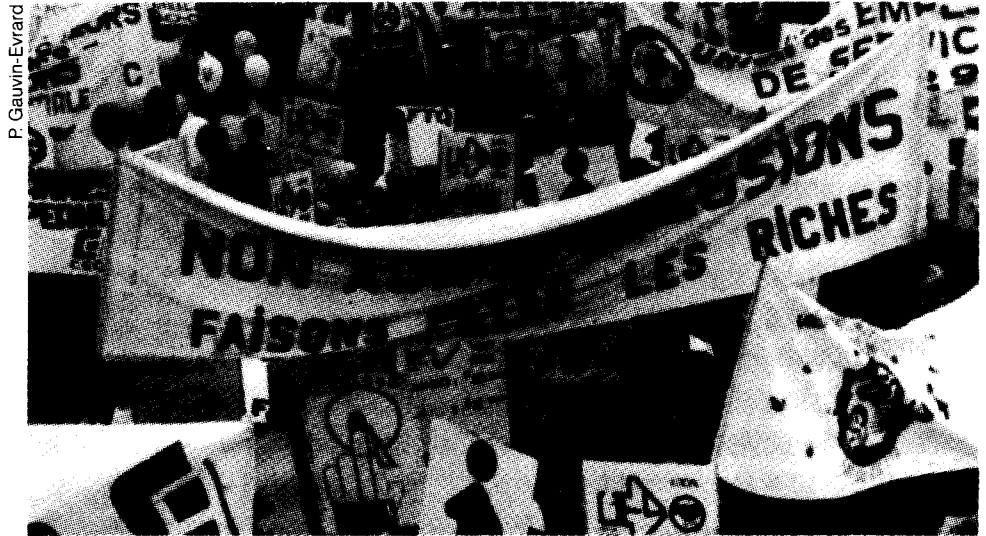
Pour l'indépendance du Québec !

La classe ouvrière du Québec a une longue histoire de lutte pour l'indépendance nationale. Cette lutte a été menée par les prolétaires du Québec, et non par les bourgeois du Québec. C'est pourquoi la lutte pour l'indépendance du Québec doit être menée par la classe ouvrière du Québec, et non par les bourgeois du Québec. C'est pourquoi la lutte pour l'indépendance du Québec doit être menée par la classe ouvrière du Québec, et non par les bourgeois du Québec. C'est pourquoi la lutte pour l'indépendance du Québec doit être menée par la classe ouvrière du Québec, et non par les bourgeois du Québec.

12

SPARTACIST CANADA

Janvier 1983 – Cinquante mille travailleurs manifestent à Québec contre les attaques antisyndicales du gouvernement nationaliste du PQ.



P. Gauvin-Evrard

n'avait essentiellement aucune racine chez les travailleurs québécois, à sa fondation, n'a pas affirmé le droit du Québec à l'autodétermination. Après sa dégénérescence stalinienne, le PC embrassa complètement le nationalisme canadien et, aujourd'hui, ses résidus au Canada anglais proclament toujours la nécessité d'un Canada « uni ».

Les organisations mao-staliniennes qui se développèrent à un rythme accéléré au Québec dans les années 1970 (et qui explosèrent tout aussi rapidement quelques années plus tard) capitulèrent également devant l'Etat chauvin anglophone unitaire. Leur nationalisme canadien découlait de leur position anticommuniste que l'URSS était l'« ennemi principal » des opprimés. Ainsi, ils tombèrent directement dans les bras de leur classe dirigeante impérialiste « démocratique ». Le mal-nommé Parti communiste ouvrier alla même jusqu'à appeler au renforcement des forces armées canadiennes pour contrer « la menace soviétique » pesant sur la souveraineté canadienne !

« L'unité canadienne » est évidemment et depuis longtemps le cri de ralliement du NPD social-démocrate misérablement droitier et de ses prédécesseurs de la Cooperative Commonwealth Federation. Et les sociaux-démocrates « de gauche » comme Socialisme International (SI) suivent les traces de leurs grands frères dans le NPD. Il y a trois ans, SI est allé jusqu'à appeler à voter « oui » à l'Accord de Charlottetown des Conservateurs ; c'est le seul groupe soi-disant marxiste à s'être *rallié* à cette défense du statu quo dans le Canada impérialiste. Il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui SI nie que les antagonismes nationaux aient vraiment des conséquences importantes, déclarant allègrement que « le sentiment anti-Québec au Canada anglais est large mais peu profond » et aussi que « le nationalisme présente un large attrait pour les Québécois mais ses racines sont peu profondes » (*Socialist Worker*, octobre 1994). Sa rhétorique pompeuse et creuse appelant à « s'unir et lutter » ne fait que couvrir sa capitulation devant le statu quo chauvin anglais.

A partir des années 1930, les trotskystes canadiens ont su défendre le droit du Québec à l'autodétermination ; toutefois la question nationale n'était pas au centre de leur propagande et de leur agitation. Dans les années 1960, lorsque la Ligue socialiste ouvrière/League for Socialist Action (LSO/LSA) entreprit une réévaluation sérieuse de la ques-

tion, l'organisation avait subi une dégénérescence politique qui la mènera à suivre des forces non prolétariennes et à rejeter la nécessité de construire un parti révolutionnaire léniniste. Lors des scissions, unifications et nouvelles scissions qui ont suivi, tous les camps embrassèrent le nationalisme québécois.

La LSO/LSA proclamait que, au moins pour le Québec, « le nationalisme conséquent mène au socialisme ». Mais les marxistes savent que le nationalisme est une idéologie bourgeoise qui affirme que son propre peuple possède des droits spéciaux et supérieurs qu'il ne reconnaît pas à d'autres. Ainsi, en fait, le nationalisme conséquent mène au fascisme. Au Québec au cours du présent siècle, ce phénomène est personnifié par des figures comme l'abbé Lionel Groulx, antisémite fanatique et clérical-nationaliste, et Adrien Arcand, un intime de Duplessis qui dirigeait des bandes fascistes dans les années 1930. Arcand n'est peut-être pas actuellement vu d'un très bon œil dans les cercles nationalistes québécois dirigeants, mais l'abbé Groulx garde quant à lui une place d'honneur au panthéon du nationalisme bourgeois.

La LSO/LSA s'est faite le champion du nationalisme québécois dominant et a fait de la revendication du Québec unilingue français le centre de son agitation. Ses opposants fractionnels du Groupe marxiste révolutionnaire et du Revolutionary Marxist Group (GMR/RMG), alignés sur la majorité centriste européenne du Secrétariat unifié, couraient après des éléments plus à gauche à l'intérieur du mouvement nationaliste. Les deux ailes appuyaient les lois linguistiques françaises antidémocratiques et dénonçaient souvent le PQ pour son manque de nationalisme. Le RMG au Canada anglais et le GMR au Québec étaient des organisations totalement séparées, ce qui constitue un rejet ouvert de la lutte de Lénine pour la construction d'un parti révolutionnaire *multinational* afin de s'attaquer et défaire le pouvoir d'Etat capitaliste en place.

Aujourd'hui, alors que tout aspect « radical » au mouvement national québécois a disparu depuis longtemps, les descendants du GMR (Gauche socialiste) ont abandonné jusqu'à leurs références rhétoriques à la lutte de classe révolutionnaire. Il y a trois ans, Gauche socialiste est allée jusqu'à tenter de construire un groupe de jeunesse commun avec le PQ bourgeois. Maintenant, ils sont complètement

immergés dans le Parti de la démocratie socialiste (anciennement le NPD-Québec) nationaliste social-démocrate.

Dès les origines de notre tendance au Canada au début des années 1970, nous avons correctement attaqué la capitulation des pseudo-trotskyistes devant le nationalisme, y opposant la lutte pour l'internationalisme prolétarien marxiste. Notre document de 1976 « Le nationalisme québécois et la lutte des classes » (lire *le Bolchévik* n° 5, mars 1977) défendait sans condition le droit du Québec à l'autodétermination, réclamait des droits linguistiques égaux pour tous, y compris pour les francophones au Canada anglais et les anglophones au Québec, et affirmait la nécessité d'une lutte de classe commune, dans la voie de la révolution socialiste nord-américaine.

Nous avons cherché dès le début à tracer la voie de la lutte de classe révolutionnaire pour le prolétariat des deux nations et nous avons souligné que cela exige une lutte impitoyable contre le chauvinisme au Canada anglais et une rupture avec le nationalisme bourgeois au Québec. Nous nous sommes cependant trompés en ne reconnaissant pas dès le départ qu'il était en fait nécessaire d'appeler à l'indépendance du Québec. Nous avons eu tendance à accepter la fausse équation entre l'appel à l'indépendance et l'appui politique que nos opposants pseudo-trotskyistes ont donné au nationalisme. De plus, nous avons sous-estimé la profondeur réelle de la séparation nationale qui divise les classes ouvrières canadienne anglaise et québécoise.

L'indépendance du Québec et l'avenir du Canada

Il y a beaucoup de spéculations sur la possibilité que la séparation du Québec accélère des forces centrifuges déjà fortes et mène à la destruction du Canada anglais et à son unification avec les Etats-Unis, en partie ou en totalité. Du point de vue stratégique, nous sommes indifférents à un tel développement et nous pensons sans doute aucun que cela n'a absolument rien à voir avec la question d'appeler ou non à l'indépendance du Québec.

L'unification du Canada anglais avec les Etats-Unis ne pose aucune question de principe particulière pour les marxistes si ce n'est qu'elle se fasse de manière démocratique. Cependant, nous sommes loin d'être indifférents si l'aspect principal d'une telle éventualité est de renforcer l'impérialisme américain, particulièrement dans le contexte d'une montée abrupte des rivalités interimpérialistes. A cet égard, la déclaration adoptée par la deuxième conférence internationale de la Ligue communiste internationale comme quoi « nous nous opposons à la désintégration du Canada anglais qui, au moment présent, ne pourrait que renforcer la puissance de l'impérialisme US » est tronquée et donc potentiellement unilatérale.

Dans les années 1970, les cercles dirigeants américains exprimaient des inquiétudes sur l'instabilité qui pourrait résulter de la création d'un Québec indépendant. Même si Washington ne voyait vraiment pas René Lévesque comme un Fidel Castro du Nord, il s'inquiétait du radicalisme ouvrier et de gauche, très répandu, qui agitait le Québec à l'époque. De manière plus générale, dans le contexte international de la Guerre froide, les Etats-Unis cherchaient à conserver le Canada comme base avancée fiable pour une guerre contre l'URSS.

Avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, cet aspect n'est plus aussi im-

portant, surtout que les Parizeau et autres Bouchard ont juré fidélité à l'OTAN et autres traités militaires. De plus, l'Accord de libre-échange nord-américain crée un cadre pour maintenir des liens économiques continus et renforcés, que le Québec devienne ou non un pays indépendant. Notamment, il permet l'accès à de l'hydroélectricité plutôt bon marché.

Néanmoins, lors de sa récente visite au Canada, le président américain Clinton a encore une fois clairement rappelé la préférence de Washington pour un Canada « uni » et indépendant. Ottawa s'est montré des plus utiles au cours des ans comme le « flic mou » de l'impérialisme américain, les « soldats de la paix » qui, de la Corée au Vietnam en passant par l'Afrique et le Moyen-Orient, ont fourni une couverture aux Etats-Unis. Cependant, en dernière analyse, Wall Street se fout pas mal que les banquiers et les industriels montréalais parlent français ou anglais, tant que les versements des dividendes et des intérêts se font en monnaie convertible et sont réglés.

Pour la révolution socialiste nord-américaine !

Comme en 1980, on voit beaucoup de manigances et de manœuvres parmi les dirigeants séparatistes québécois au sujet de la formulation de la question à soumettre au référendum de cet automne. Il n'est pas étonnant que les Québécois manifestent quelque ambivalence sur leur départ de la Confédération, surtout avec un quart de la dette nationale canadienne comme héritage de la longue domination anglaise. Le comédien Yvon Deschamps a saisi cette contradiction avec sa célèbre plaisanterie disant que ce que les Québécois désirent vraiment, c'est « un Québec indépendant dans un Canada uni ».

Cependant, quels que soient les sentiments à un moment donné, le fait demeure que le Québec a insisté, dans tous les aspects concrets de la question, sur la « survivance », ce qui ne peut se faire qu'en resserrant entre eux les éléments d'une culture et d'une société francophone insulaire. De plus, au Canada anglais, le tollé chauvin contre l'affirmation par le Québec de sa souveraineté nationale érige d'abruptes barrières contre la lutte de classe prolétarienne. Il est nécessaire, et d'ailleurs depuis un bon bout de temps, de couper le nœud gordien.

Le nationalisme et le chauvinisme sont les éléments fondamentaux du cordon qui lie les travailleurs anglophones et francophones à « leurs » propres ennemis capitalistes, les dressant les uns contre les autres et contre tous ceux qui ne sont pas « nous ». Ainsi, les Haïtiens francophones de Montréal, les Jamaïcains anglophones de Toronto, les Asiatiques de Vancouver et les peuples autochtones qui luttent pour l'affirmation de leurs droits sont tous victimes de persécutions racistes et d'une terreur d'Etat ouverte, le tout « justifié » généralement par l'horrible logique du nationalisme qui caractérise et ronge présentement le pays.

Nous appelons à l'indépendance du Québec pour aider à dégager la voie du combat uni de la classe ouvrière racialement intégrée de l'ensemble du continent contre le système d'exploitation et d'oppression qui menace l'avenir de toute l'humanité. Pour un Québec indépendant ! Pour la lutte de classe contre *tous* les exploités capitalistes, de Bay Street et Ottawa à la rue St-Jacques et Québec, en passant par Wall Street et Washington ! En avant dans la lutte pour la révolution socialiste nord-américaine ! ■

Pour un parti ouvrier bolchévique en Afrique du Sud !



Manifestation d'employés municipaux en grève à Johannesburg en septembre 1995 – Le mouvement ouvrier combatif doit rompre avec le front populaire nationaliste de l'ANC-SACP et lutter pour une république ouvrière centrée sur les Noirs. Spartacist

Lettre à la Workers Organisation for Socialist Action

Les deux lettres reproduites ci-après ont été envoyées, respectivement les 9 mars et 9 avril 1995, par la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) à la Workers Organisation for Socialist Action (WOSA) à Johannesburg, en Afrique du Sud. Elles ont été publiées pour la première fois dans Spartacist (édition anglaise) n° 52, automne 1995, d'où elles sont traduites. Elles ont été légèrement revues pour publication, et plusieurs notes, entre crochets, ont été ajoutées par la rédaction de Spartacist.

Le 9 mars 1995

Chers camarades,

Nous lisons attentivement vos documents depuis plusieurs années, et plus particulièrement quand se produisent des événements importants en Afrique du Sud. Comme vous le savez, lors des élections d'avril 1994 la Ligue communiste internationale a appelé à donner un soutien critique aux candidats du Workers' List Party [organisation lancée alors par la WOSA]. Dans notre presse, nous avons abordé les positions de la WOSA sur un certain nombre de questions; nous avons également cherché à engager un réel dialogue avec des représentants de votre groupe à l'occasion

de leurs séjours aux Etats-Unis et en Europe. En particulier, nous avons eu un échange de vues sur les questions du parti ouvrier et de la révolution permanente avec les camarades Prof Ndlovu et Neville Alexander à l'occasion de leur tournée ici [aux Etats-Unis], à la fin 1993 et en 1994.

Cette lettre vise à aborder ce qui nous semble constituer certaines de nos principales divergences, et plus généralement à discuter de nos stratégies divergentes quant à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Afrique du Sud. Ces divergences découlent en partie d'une appréciation différente de ce qui est susceptible d'advenir dans la « nouvelle » Afrique du Sud et reflètent en partie une division stratégique-programmatique remontant à la scission qui a eu lieu dans le mouvement ouvrier à l'époque de la révolution d'Octobre et à l'héritage de Lénine et Trotsky, dont nous nous réclamons aujourd'hui. Nous nous engageons dans cette entreprise avec la conviction, comme nous l'avons exprimé dès la naissance de la tendance spartaciste [devenue depuis la Ligue communiste internationale], que le combat pour reforcer la Quatrième Internationale impliquera nécessairement un regroupement révolutionnaire de cadres venant de différents courants, à

travers un processus de scissions et de fusions sur des bases programmatiques.

Quand des représentants de la LCI se sont rendus en Afrique du Sud à l'automne dernier [1994], ils ont été interrogés à plusieurs reprises par les camarades de la WOSA sur les raisons pour lesquelles nous les avions qualifiés de « réformistes de gauche ». En fait, ce n'était pas la WOSA mais la plate-forme du Workers' List Party [WLP] que nous avons caractérisée de réformiste de gauche, quand nous avons exposé les raisons du soutien critique que nous avons accordé au WLP dans les élections d'avril 1994. Nous avons alors souligné l'importance de la candidature d'un parti ouvrier en opposition à l'ANC :

« La question de l'organisation politique du prolétariat, indépendamment de la formation nationaliste qu'est l'ANC et en opposition à elle, est une question stratégique clé aujourd'hui pour l'Afrique du Sud. A cet égard, le WLP permet de tracer, de façon rudimentaire, une ligne de classe. Un vote pour cette organisation sera vu en Afrique du Sud comme un vote pour un parti ouvrier plutôt que pour l'ANC. »

Cependant, nous exposons aussi nos critiques du manifeste électoral du WLP :

« Pas une seule fois il ne se définit par rapport à l'ANC, ni même ne mentionne l'ANC, ce qui constitue un véritable tour de force dans l'Afrique du Sud actuelle. Il ne mentionne pas davantage la nécessité d'une *révolution socialiste* contre le régime capitaliste de néo-apartheid de l'ANC-NP. S'il appelle à l'"autodéfense et [à] des milices ouvrières", le manifeste du WLP n'appelle pas à écraser et à remplacer l'appareil d'Etat capitaliste existant, qui incarne la continuité directe de l'Etat de l'apartheid [...].

« Certes, le WLP parle d'une "démocratie socialiste" et d'un "processus de planification démocratique", mais c'est dans l'esprit de la social-démocratie européenne; ce n'est pas le type de régime révolutionnaire, basé sur des conseils ouvriers (soviets), qui est nécessaire afin d'exproprier

les richesses des "Randlords" et d'écraser la résistance jusqu'au-boutiste des racistes de l'apartheid, soutenus par l'impérialisme international. »

– « ANC/De Klerk Deal Is Betrayal of Black Freedom » [L'accord ANC-De Klerk trahit la libération des Noirs], *Workers Vanguard* n° 599, 29 avril 1994

Cet article a été reproduit [en anglais] dans *Black History and the Class Struggle* n° 12 (février 1995) [et publié en français dans *le Bolchévique* n° 128, mai-juin 1994]. Depuis les élections d'avril, la WOSA, qui nous était apparue comme une formation marquée par les contradictions caractéristiques du centrisme, semble avoir liquidé en pratique son visage public dans le Workers' List Party.

Nous avons avancé le mot d'ordre d'un parti ouvrier bolchévique pour l'Afrique du Sud, de façon clairement et nettement *opposée* à un parti réformiste tel que le Parti des travailleurs brésilien. Le caractère réformiste d'un parti basé sur la classe ouvrière n'est aucunement déterminé par le fait que formellement il affirme ou non avoir pour but ultime le socialisme. Le Parti travailliste britannique conserve dans ses statuts [au moment où cette lettre a été écrite] la « Clause IV » qui préconise la nationalisation de l'industrie. Le Parti communiste sud-africain (SACP), qui joue maintenant un rôle majeur dans la gestion de l'Etat capitaliste du néo-apartheid, n'a pas (encore) formellement renoncé au « marxisme-léninisme ». Néanmoins, ces partis sont tous deux manifestement réformistes.

Nous rejetons l'idée selon laquelle la classe ouvrière sud-africaine doit faire l'expérience d'un parti réformiste de masse avant que puisse y prendre naissance un parti révolutionnaire – une espèce de théorie de la construction du parti par étapes. Dans la situation actuelle de l'Afrique du Sud, la clé pour construire un parti révolutionnaire ayant un caractère de masse est de réaliser une *scission de gauche* au sein du SACP, qui est devenu le parti dominant du prolétariat organisé et qui foisonne de contradictions internes.

Beaucoup de gens, depuis les impérialistes occidentaux jusqu'à la majeure partie de la gauche, sont convaincus que l'Afrique du Sud est maintenant une démocratie bourgeoise stable. Les conflits politiques sont censés devoir se résoudre par des compromis et des accords dans le gouvernement de coalition et au parlement, et par de futures élections. Particulièrement à gauche, on tient pour acquis qu'un mouvement syndical fort, légalement reconnu, est devenu une caractéristique permanente de la vie économique et politique de l'Afrique du Sud.

A l'opposé de ce genre de conception, nous pensons que la période actuelle d'ouverture politique et un gouvernement de coalition, s'étendant des bureaucrates syndicaux africains aux banquiers afrikaners, sont instables et transitoires. Tôt ou tard, et plutôt tôt que tard, le « gouvernement d'unité nationale » va se fracturer, et l'Afrique du Sud sera plongée dans une période d'agitation et de conflits politiques violents. Si ces conflits n'ont pas un axe de classe, ils auront lieu

Black History and the Class Struggle

n° 12 – Numéro spécial sur l'Afrique du Sud (en anglais)

Inclut :

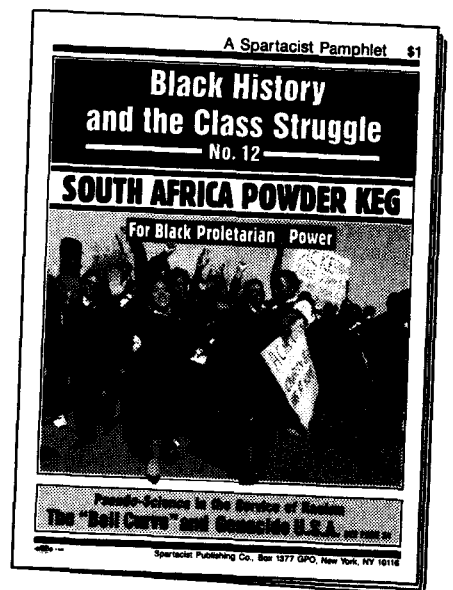
- La poudrière sud-africaine (en quatre parties)
 1. L'ANC : une façade pour les exploités racistes
 2. Le développement du mouvement ouvrier noir
 3. L'effritement du front populaire nationaliste de l'ANC
 4. Le programme pour le pouvoir prolétarien noir
- L'accord ANC-De Klerk trahit la libération des Noirs

10 FF, US\$ 1 (48 pages)

Pour toute commande :

Le Bolchévique, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France

Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York
NY 10116, USA





Spartacist

La grève sauvage des infirmières en septembre 1995. Reflétant le mécontentement croissant des travailleurs devant l'exploitation du néo-apartheid menée sous l'égide de l'ANC, les infirmières en grève manifestaient avec des pancartes où l'on pouvait lire: «Mandela Dehors».

suivant des lignes de fracture raciales, ethniques et tribales. Quand le fragile ordre actuel du néo-apartheid s'effondrera – et il s'effondrera –, si le mouvement ouvrier ne s'empare pas du pouvoir d'Etat, les différents secteurs de la population non blanche désespérée entreront en compétition les uns avec les autres pour les maigres ressources disponibles. En conséquence, la classe ouvrière et les masses plébéiennes noires *ne peuvent pas se contenter de défendre* les acquis et les positions de force organisationnelles obtenus pendant les luttes des années 1980.

Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire afin de diriger la classe ouvrière dans la lutte pour le pouvoir d'Etat, ralliant à sa cause le reste des masses opprimées noires africaines, métisses et indiennes, ainsi que les Blancs anti-racistes, avec le programme et la perspective que Trotsky a élaborés sous le nom de *révolution permanente*. Nous avons développé un tel programme pour la révolution ouvrière dans notre article «South Africa Powder Keg» [La poudrière sud-africaine], publié en quatre parties en juillet-septembre derniers [1994] dans *Workers Vanguard* (et reproduit dans *Black History and the Class Struggle* n° 12).

Ce programme avance un certain nombre de mesures transitoires, telles que les occupations d'usine, le contrôle ouvrier et les milices ouvrières, conduisant à un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, sur la base des conseils ouvriers, pour exproprier le capital sans indemnités, écraser l'inévitable réaction bourgeoise et lutter afin d'étendre la révolution au niveau international, et en particulier aux pays capitalistes avancés, c'est-à-dire impérialistes. Ce programme reflète notre perspective stratégique fondamentale

de révolution permanente, perspective élaborée par Trotsky sur la base des Révolutions russes de 1905 et de 1917. Il affirme qu'à l'époque impérialiste une révolution simplement démocratique bourgeoise n'est pas possible dans les pays capitalistes arriérés et que pour satisfaire même des revendications démocratiques comme la révolution agraire et l'indépendance nationale, il est nécessaire que le prolétariat, dirigé par son avant-garde communiste, prenne le pouvoir, passe des tâches démocratiques aux tâches socialistes et s'efforce de porter la révolution dans les centres impérialistes. Tel était en fait le programme de l'Internationale communiste des premières années, abandonné ensuite par la bureaucratie conservatrice qui s'était soudée autour de Staline et de son mot d'ordre nationaliste de construction du «socialisme dans un seul pays». La faillite de cette politique, qui avait été combattue par Trotsky et l'Opposition de gauche internationale, est aujourd'hui patente alors que se sont écroulés les Etats à régime stalinien en Europe de l'Est et en URSS.

Dans les documents publiés par la WOSA que nous avons lus, nous n'avons trouvé nulle mention du programme de révolution permanente, que Trotsky avait exposé dans ses commentaires de 1934 sur les thèses de plusieurs de ses partisans sud-africains. Et un certain nombre de questions où nous avons des divergences avec la WOSA ont comme fondement votre rejet de cette perspective dans la pratique. Par exemple, sur la question de l'assemblée constituante, nous avons avancé cette revendication démocratique comme faisant partie d'un programme pour conduire les masses sud-africaines combattant l'apartheid vers la lutte pour le



Reuters

A la veille des élections d'avril 1994, Mandela prononça un discours à la Bourse de Johannesburg pour rassurer les dirigeants racistes sur la détermination de l'ANC à défendre le capitalisme.

pouvoir ouvrier ; par contre, la manière dont la WOSA l'a présentée était de faire pression sur la bourgeoisie pour qu'elle accorde une assemblée constituante qui serait « synonyme de la revendication d'une démocratie sans entraves » (*Workers' Voice* n° 2, mars 1991). Cela revient à la classique « révolution par étapes » – d'abord démocratique (bourgeoise), plus tard pour le socialisme – qui était caractéristique des staliniens et des menchéviks. Nous avons abordé cette question dans nos articles « WOSA : Constituent Assembly Fetishism » [WOSA : le fétichisme de l'assemblée constituante] (*Workers Vanguard* n° 548, 3 avril 1992) et « South Africa : ANC Pushes "Post-Apartheid" Swindle » [Afrique du Sud : l'ANC veut faire avaler l'escroquerie de l'"après-apartheid"] (*Workers Vanguard* n° 532, 2 août 1991), que nous joignons à la présente lettre. La question fondamentale de la révolution permanente est aussi reflétée dans la question du type de parti ouvrier que nous cherchons à construire.

Un parti ouvrier révolutionnaire, pas un parti ouvrier réformiste

Nos critiques centrales du Workers' List Party sont programmatiques. Le manifeste électoral du WLP ne contient qu'une seule phrase, évasive, contre l'ANC-SACP pour le fait qu'il gère l'Etat capitaliste du néo-apartheid : « Nous rejetons l'idée d'un "gouvernement d'unité nationale" incluant les racistes. » Ce qui est dit implicitement ici, c'est que le principal motif de votre opposition à l'ANC découle de son bloc politique actuel avec le Parti national. Pour des révolutionnaires prolétariens, l'opposition à l'ANC ne provient aucunement de la cohabitation actuelle de Mandela avec De Klerk. Ce serait sans principes de donner un soutien électoral à l'ANC, qui est devenu une formation nationaliste-bourgeoise, même s'il se présentait indépendamment du Parti national et contre lui. Et ce serait sans principes de soutenir le SACP aussi longtemps qu'il demeure l'allié de l'ANC. Pourtant, ces positions politiques fondamentales, qui remontent à la lutte de Marx pour l'indé-

pendance politique du prolétariat, ne sont nulle part énoncées dans les documents de la WOSA et du WLP que nous avons lus.

Votre mot d'ordre agitateur central est actuellement celui de « parti ouvrier de masse », et non un parti ouvrier révolutionnaire. C'est une différence significative, car le premier implique que les effectifs et l'influence doivent être considérés comme plus importants que les principes programmatiques et la combativité politique. Et, de fait, vous préconisez un parti qui soit plus large, plus inclusif et plus hétérogène que le SACP. Une déclaration sur les fondements du Workers' List Party, qui figure dans un document sur sa conférence de fondation en avril 1994, affirme : « Il faut espérer qu'à cette croisée des chemins historique qui pointe à l'horizon, toutes les forces pro-ouvrières, prodémocratie et prosocialisme convergeront afin d'établir un parti de masse des travailleurs indépendant qui soit capable de défendre et de promouvoir les intérêts des ouvriers, politiquement et à d'autres niveaux » (*Workers' List Party National Conference* [mai 1994]).

Quand, en 1993, le dirigeant syndical réformiste Moses Mayekiso (actuellement parlementaire du SACP) a parlé favorablement de former un nouveau parti ouvrier, il a lui aussi mis en avant une conception « œcuménique » réunissant le SACP et « des secteurs de gauche de l'ANC ainsi que d'autres forces de gauche comme la WOSA et de nombreux socialistes et sociaux-démocrates indépendants » (*South African Labour Bulletin*, juillet-août 1993). Un tel parti pourrait compter dans ses rangs, par exemple, des individus comme Jeremy Cronin, le principal idéologue de l'aile droite du SACP. Et pourquoi pas l'actuel ministre de la Défense Joe Modise [allié du SACP et ancien commandant en chef du MK, la branche armée de l'ANC] ?

Il est compréhensible que le rôle et la nature du Parti des travailleurs (PT) brésilien, qui est issu des luttes syndicales de masse de la fin des années 1970 et du début des années 1980, occupent une place importante dans les discussions sur un nouveau parti ouvrier en Afrique du Sud, y compris parmi les camarades de la WOSA. Comme l'Afrique du Sud, le Brésil est un pays du tiers monde relativement industrialisé qui, en outre, possède la population noire la plus importante, en dehors de l'Afrique. Du fait de ses origines récentes, le PT est apparu comme échappant à la division historique du mouvement ouvrier entre social-démocratie et stalinisme. De plus, les partisans brésiliens du Secrétariat unifié d'Ernest Mandel ont joué un rôle actif dans le PT depuis sa création. Mandel et Cie aiment en effet se vanter de l'influence de leurs camarades dans le parti de masse des travailleurs brésiliens.

Nous notons qu'une représentante officielle du PT, Beti Burigo, a été invitée à la conférence nationale de la WOSA en 1993 et que son discours a été au centre de nombreuses discussions. Elle a avancé une thèse classique du réformisme social-démocrate, à savoir que le PT arriverait au pouvoir gouvernemental par des moyens démocratiques bourgeois et introduirait ensuite graduellement le socialisme :

« La plate-forme générale était anti-monopoles, anti-impérialisme et anti-latifundio (anti-grande propriété foncière), établissant des liens entre les revendications immédiates des travailleurs et la perspective socialiste.

« La mise en œuvre des réformes dépendra de l'organisation et de la conscience des travailleurs, de leur empressement à lutter et à défendre le gouvernement [du PT]. Mais le

gouvernement devra avoir un rôle décisif pour démanteler les mécanismes bourgeois du pouvoir, faire avancer les réformes et stimuler l'auto-organisation des travailleurs.»

– WOSA 3rd National Conference April 1993

Dans une introduction aux procès-verbaux de la conférence, la rédaction de la WOSA fait ce commentaire: «Il a été démontré à maintes reprises que l'expérience du PT était pertinente à la fois comme exemple à suivre (démocratie interne du parti, droit de tendances, etc.) et comme avertissement à l'égard des difficultés qui nous attendent (les pièges du parlementarisme, les dangers inhérents au contrat social, etc.)» Cette évaluation, qui pèse le pour et le contre, obscurcit le fait fondamental que le PT est un parti réformiste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire, dont l'objectif central est de *gérer l'Etat capitaliste* tout en prétendant représenter les intérêts des travailleurs.

De tels partis réformistes endorment la vigilance des travailleurs et les désarment, détournant la lutte prolétarienne du but nécessaire, la révolution. Pour justifier le fait qu'ils foulent aux pieds les aspirations des travailleurs quand ils sont au pouvoir, ces partis *cherchent* d'habitude activement à gouverner en coalition avec des partis bourgeois. Au nom du maintien de telles coalitions de «front populaire», on incite les travailleurs à modérer leurs revendications. Pendant ce temps, la classe dirigeante rassemble ses forces. Soit les travailleurs sont démoralisés et démobilisés par le front populaire, soit la classe dirigeante passe à l'offensive lorsqu'elle est prête à écraser les organisations ouvrières, comme cela s'est produit au Chili en 1973, quand le coup d'Etat sanglant de Pinochet contre le gouvernement de l'Unitad Popular de Salvador Allende a assassiné 30 000 travailleurs et militants de gauche.

Lula du PT s'est présenté aux élections présidentielles brésiliennes de l'année dernière explicitement comme le candidat d'une coalition front-populiste du PT avec des partis bourgeois plus petits. Au cours de sa campagne, Lula a même indiqué qu'il était prêt à «participer» à un gouvernement avec le candidat bourgeois rival, Fernando Henrique Cardoso, qui est un de ses vieux amis. Nous sommes

certain que les camarades de la WOSA condamnent la vile politique de collaboration de classes de Lula, mais celle-ci découle de la nature même du PT, décrit par son secrétaire général, José Dirceu, comme «un parti social-démocrate de gauche» (*Folha de São Paulo*, 5 octobre 1994).

Nous vous renvoyons à notre article sur les élections brésiliennes («Brazil: IMF Candidate Wins Elections» [Brésil: le candidat du FMI gagne les élections], *Workers Vanguard* n° 608, 14 octobre 1994) et à la déclaration de relations fraternelles avec Luta Metalúrgica (Brésil) dans le même numéro [reproduite dans *Spartacist* édition française n° 28, hiver 1994-95]. Les camarades de Luta Metalúrgica peuvent apporter un témoignage de première main sur le régime bureaucratique qui règne à l'intérieur du PT, malgré ses belles paroles sur la «démocratie interne du parti» et le «droit de tendances»: ces camarades ont été victimes d'une purge en 1989, alors qu'ils étaient la direction du PT dans le centre sidérurgique de Volta Redonda, pour s'être opposés à la constitution par Lula et Cie du Frente Brasil Popular avec des forces bourgeoises.

Certes, le droit de constituer des tendances et des fractions est inclus dans un parti léniniste basé sur le centralisme démocratique, mais l'existence de tendances politiques diverses et permanentes *n'est pas* une vertu dans un parti ouvrier *révolutionnaire*, qui a pour base un *accord sur les principes programmatiques*. La WOSA semble préconiser une version sud-africaine du «parti de toute la classe», un concept développé par Karl Kautsky dans les décennies qui ont précédé la Première Guerre mondiale. Kautsky soutenait qu'il ne devait y avoir dans chaque pays qu'un seul parti basé sur la classe ouvrière, incluant *toutes les tendances* qui soutiennent un tel parti, quelque antagonistes que soient leurs programmes et leurs politiques. Ainsi, la social-démocratie allemande d'avant la Première Guerre mondiale comptait dans ses rangs d'un côté le réformiste déclaré Eduard Bernstein et le chauvin allemand frénétique Gustav Noske et, de l'autre côté, des internationalistes révolutionnaires de la trempe de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Kautsky jouait un rôle centriste, prêchant la «théorie

La «nouvelle»
Afrique du Sud:
les flics racistes
lâchés contre les
employés en
grève de la chaîne
de supermarchés
Pick 'n Pay,
en juillet 1994.



du juste milieu», selon la formule utilisée plus tard par Lénine. Quelques années après, lors de la Révolution allemande de 1918-19, Noske manigança l'assassinat de Luxemburg et de Liebknecht, alors que Kautsky s'occupait à donner d'impuissantes leçons de morale contre la violence politique.

Dès sa création, en 1903, le Parti bolchévique était basé sur la sélection de révolutionnaires convaincus, excluant les réformistes, les opportunistes et les dilettantes qui étaient concentrés chez les menchéviks. Et il n'est pas inutile de faire remarquer que de nombreux dirigeants menchéviques étaient bien plus à gauche que Jeremy Cronin, sans parler de Lula du PT. Cependant, au niveau théorique, avant 1914 Lénine acceptait, ou du moins ne remettait pas en cause, la doctrine kautskyenne du « parti de toute la classe ». Il n'avait pas encore tiré les conclusions programmatiques générales de la scission et de l'antagonisme politique ultérieur entre bolchéviks et menchéviks en Russie.

Mais quand, à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, les sociaux-démocrates allemands votèrent les crédits de guerre, Lénine renonça au programme d'un parti ouvrier « unissant » réformistes et révolutionnaires, chauvins et internationalistes :

« Autrefois, avant la guerre, l'opportunisme était souvent considéré comme une "déviation", une "position extrême", mais on lui reconnaissait néanmoins le droit d'être partie intégrante du parti social-démocrate. La guerre a montré que c'est désormais chose impossible. L'opportunisme s'est pleinement "épanoui", il a joué jusqu'au bout son rôle d'émissaire de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier [...]. L'unité avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la scission du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque *en fait*, aujourd'hui, la subordination de la classe ouvrière à "sa" bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes. »

— V.I. Lénine et G. Zinoviev, « Le socialisme et la guerre » (juillet-août 1915)
[souligné dans l'original]

L'Internationale communiste, fondée en 1919, tira la leçon qu'une organisation, séparée, de l'avant-garde révolutionnaire est partout nécessaire. Nous avons publié une brochure intitulée *Lenin and the Vanguard Party* [Lénine et le parti d'avant-garde] (1978), qui retrace l'évolution de Lénine, depuis le social-démocrate révolutionnaire jusqu'au fondateur du mouvement communiste moderne. Nous vous envoyons un exemplaire de cette brochure.

Les bolchéviks étaient dès leur création un parti ouvrier, à la direction de secteurs politiquement avancés et stratégiques du prolétariat russe. Par contre, au moment de l'émergence du mouvement trotskyste dans les années 1930, le mouvement ouvrier de presque tous les pays était dominé par des bureaucraties social-démocrates, staliniennes et nationalistes-bourgeoises puissantes et solidement accrochées à leur position. En conséquence, presque toutes les organisations se réclamant de la tradition trotskyste ont été des *groupes de propagande* et non des partis ouvriers. Comment passer d'un groupe de propagande révolutionnaire à un parti ouvrier révolutionnaire ? C'est une question légitime et même décisive. Une telle transformation peut bien impliquer différentes *manœuvres tactiques*, y compris, dans certaines conditions, l'entrée dans un parti réformiste. Cependant, la tactique de l'entrisme peut facilement dégénérer en adaptation opportuniste à l'hôte réformiste.

L'expérience de ce qu'on a appelé le « tournant français »

du mouvement trotskyste au milieu des années 1930 est à cet égard instructive. Sous l'impact de la grande dépression et de la victoire du fascisme en Allemagne, des courants centristes en mouvement vers la gauche, en particulier dans la jeunesse, étaient apparus au sein d'un certain nombre de partis sociaux-démocrates (par exemple en France, en Espagne, aux Etats-Unis). Afin d'intercepter plus efficacement et de gagner de tels éléments en mouvement vers la gauche, Trotsky proposa que les petits groupes qui adhéraient à son programme entrent dans ces partis sociaux-démocrates. Cette tactique fut appliquée d'abord en France, d'où l'expression « tournant français ». Certes, les trotskystes réalisèrent des gains organisationnels appréciables dans la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), mais beaucoup d'entre eux trouvèrent rapidement à leur goût le rôle d'opposition de gauche dans un parti réformiste de masse. C'est pourquoi, un an environ après avoir poussé ses partisans à entrer dans la SFIO, Trotsky fit pression sur eux pour qu'ils *sortent*, car ils étaient en train de devenir conciliants à l'égard des bureaucrates sociaux-démocrates et de leurs suivistes centristes. Dans un article intitulé « Les leçons de l'entrée dans la SFIO » (décembre 1935), Trotsky écrivait : « L'entrée dans un parti réformiste-centriste n'implique pas par elle-même une perspective à long terme. Il ne s'agit que d'une étape qui, dans certaines conditions, peut se limiter à un épisode » (*Œuvres*, tome 7).

La WOSA ne propose pas l'entrée dans un parti réformiste de masse existant mais la formation d'un parti ouvrier large dont elle constituerait un courant. Pour cette raison, nous pensons qu'un examen des discussions qui ont eu lieu entre Trotsky et ses partisans américains du Socialist Workers Party à la fin des années 1930 sur un Labor Party (parti des travailleurs) aux Etats-Unis est tout à fait approprié. La radicalisation à gauche de la classe ouvrière américaine au cours des années 1930 mena à la formation de syndicats industriels de masse pour la première fois dans l'histoire américaine. Le mouvement syndical, considérablement renforcé, dans lequel les staliniens jouaient à cette époque un rôle important, agissait comme groupe de pression de gauche sur le gouvernement libéral bourgeois de Franklin D. Roosevelt.

Dans le but de briser l'allégeance politique de la classe ouvrière organisée envers la bourgeoisie (c'est-à-dire envers le Parti démocrate de Roosevelt), Trotsky proposa que le Socialist Workers Party fasse de l'agitation en faveur d'un Labor Party basé sur les syndicats. Mais il *faisait une distinction* claire entre un tel parti et un parti réformiste basé sur les syndicats, sur le modèle du Parti travailliste britannique, en argumentant qu'un Labor Party doit être formé sur la base d'une série de revendications transitoires (par exemple une milice ouvrière basée sur les syndicats) aboutissant à un *gouvernement ouvrier* (c'est-à-dire la dictature du prolétariat).

Si un Labor Party s'était formé aux Etats-Unis à cette époque, cela aurait été un mouvement amorphe et indéfini, où les trotskystes seraient entrés en compétition avec les staliniens, les sociaux-démocrates et les dirigeants syndicaux libéraux pour déterminer le programme et la direction de ce parti. Trotsky affirmait donc : « Les staliniens et les libéraux souhaitent faire de ce mouvement un parti réformiste, mais nous avons notre programme [...]. Je ne dirai pas que le LP [Labor Party] est un parti révolutionnaire, mais nous ferons tout pour que ce soit possible »

Weinberg/New York Times



**La maison d'une famille
noire détruite après
son expulsion par le
propriétaire foncier blanc.
Un parti bolchévique
luttant pour la révolution
permanente doit se faire
le champion de tous
les opprimés.**

(« Discussion sur le Labor Party », *Œuvres*, tome 17, mars 1938). De plus, Trotsky insistait sur le caractère *transitoire* d'un tel mouvement pour un Labor Party :

« De par sa nature même, le Labor Party ne peut conserver sa signification progressiste que le temps d'une période de transition relativement brève. L'aggravation ultérieure de la situation révolutionnaire conduira inévitablement à briser la coquille du Labor Party et permettra au Socialist Workers Party de rallier autour du drapeau de la Quatrième Internationale l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat américain. »

– « Le problème du Labor Party »,
Œuvres, tome 17, avril 1938

De toute évidence, l'agitation de la WOSA en faveur d'un « parti ouvrier de masse » en Afrique du Sud diffère de la propagande des trotskystes en faveur d'un Labor Party large aux Etats-Unis dans les années 1930, et ce, sous deux aspects fondamentaux. Premièrement, vous appelez à former un tel parti sur la base d'un programme réformiste de gauche, comme vous l'expliquez dans le manifeste électoral du WLP et dans la propagande et l'agitation qui ont suivi. Deuxièmement, vous concevez un tel parti ouvrier non comme une brève transition vers une avant-garde révolutionnaire, mais au contraire comme la forme la plus élevée d'organisation politique de la classe ouvrière, au moins pour la présente période.

Là encore, considérons le PT brésilien que les partisans de gauche d'un parti ouvrier citent généralement comme modèle. Quand, au début des années 1980, le PT fut lancé, à l'initiative de Lula – qui était alors un bureaucrate syndical –, l'intervention d'un groupe de propagande révolutionnaire au Brésil aurait pu avoir un impact. Lula n'avait pas encore construit d'appareil bureaucratique efficace dans le PT embryonnaire. L'évolution future de ce parti était relativement ouverte et fluide, du fait qu'il n'avait pas de programme et de doctrine généralement acceptés. Beaucoup de militants et sympathisants du PT étaient des ouvriers inexpérimentés qui participaient pour la première fois à

l'activité et à la lutte politiques. L'*objectif* d'une tactique entriste pratiquée par un groupe révolutionnaire aurait été soit de gagner la direction de ce parti ouvrier naissant grâce à une lutte politique principielle contre Lula et Cie, soit de provoquer une scission de gauche séparant des réformistes, opportunistes et carriéristes, les ouvriers qui se veulent révolutionnaires. Mais ce n'est pas la voie choisie par les adhérents brésiliens de Mandel, devenus partie intégrante de l'appareil du PT et, en fait, ses sbires contre la gauche.

De plus, il existe une différence importante entre le Brésil du début des années 1980 et l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, différence qui influe directement sur la stratégie et les tactiques visant à construire un parti ouvrier révolutionnaire en Afrique du Sud. Lors de la formation du PT, il n'existait aucun parti ouvrier d'une certaine importance au Brésil. Le Parti communiste pro-Moscou était relativement petit et marginal. Par contre, en Afrique du Sud, il existe bel et bien un parti ouvrier réformiste de masse : le SACP. Particulièrement depuis l'adhésion au parti, vers 1990, d'« ouvriéristes » du COSATU comme Mayekiso, le SACP est le parti dominant dans les secteurs du prolétariat sud-africain les plus avancés du point de vue politique et les plus importants du point de vue stratégique. Dans les grands centres industriels, les locaux du SACP et du COSATU se trouvent souvent dans les mêmes bâtiments.

Malgré les décennies de cohabitation du SACP avec l'ANC petit-bourgeois et son rôle clé actuel dans l'Etat capitaliste du néo-apartheid, beaucoup de ses cadres prennent pour argent comptant les prétentions « léninistes » du parti. Ils croient que leur parti est, ou devrait être, un parti communiste. Bien entendu, leur conception du marxisme-léninisme et du parti léniniste est complètement confuse, fautive et pervertie par le stalinisme (par exemple avec sa révolution par étapes). Néanmoins, le fait que Jeremy Cronin, le principal idéologue de l'aile droite du SACP, polémique contre la doctrine léniniste indique que des éléments de gauche du parti se considèrent comme léninistes.

The African Communist (quatrième trimestre 1993) a publié une déclaration de démission (apparemment retirée depuis) de Theo Molaba, secrétaire de la section du parti au Cap, protestant contre « l'abandon d'une ATTITUDE PROLETARIENNE à l'égard de la lutte armée, des négociations, de l'alliance et du rôle du parti [...] ». « Qu'est-il advenu de la DICTATURE DU PROLETARIAT ? » demande-t-il pour la forme. La rédaction de *The African Communist* indiqua qu'elle publiait cette déclaration parce que les opinions de Molaba étaient partagées par une grande partie de la section du Cap. Un élément essentiel de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Afrique du Sud est de gagner ceux des membres du SACP qui cherchent à construire un parti d'avant-garde léniniste, en les faisant rompre avec le stalinisme. Au lieu de cela, le type de « parti ouvrier de masse » dont vous réclamez la formation serait perçu par beaucoup de cadres du SACP comme une *liquidation social-démocrate* de l'avant-garde communiste, et rejeté en tant que tel.

Où va la « nouvelle » Afrique du Sud ?

Nos divergences sur le « parti ouvrier de masse » découlent en partie de divergences sur l'évolution future des événements dans la « nouvelle » Afrique du Sud. Une affirmation claire et nette de vos positions sur cette question se trouve dans la « Résolution sur la situation internationale et nationale » adoptée par la conférence de la WOSA de 1993 :

« Tout en acceptant que le compromis historique entre les nationalismes blanc et noir (plus précisément afrikaner et africain) soit trouvé dans le cadre du système capitaliste, nous ne croyons pas au conte de fées qui raconte que la déracialisation du système aura lieu "pacifiquement". En fait, davantage de sang a coulé en Afrique du Sud au cours de cette soi-disant transition vers la démocratie que pendant presque aucune autre période de notre histoire. Nous croyons au contraire qu'il est nécessaire pour la gauche de se préparer à une période de régime autoritaire et répressif. La classe capitaliste ne sera pas en mesure de réussir la transition d'un régime ouvertement raciste à un ordre démocratique bourgeois limité sans une période intérimaire de répression sévère contre la rébellion de gauche comme de droite. En particulier, les gouvernants pourraient vouloir assurer l'affaiblissement ou, si nécessaire, la destruction des organisations de masse indépendantes de la classe ouvrière, comme les syndicats. La stratégie de la gauche doit être basée sur cette hypothèse. »

Donc, à court terme, vous entrevoyez une période de troubles politiques violents, de révoltes de Blancs réactionnaires et dans les townships noirs, des attaques gouvernementales contre les syndicats et les organisations civiques, etc. Mais, à *plus long terme*, vous prévoyez le développement d'une bourgeoisie sud-africaine *multiraciale* et, par conséquent, également d'une petite-bourgeoisie multiraciale, ce qui permettrait à l'Afrique du Sud de connaître « un ordre démocratique bourgeois limité ». Vous prévoyez donc une période prolongée de *luttés défensives* menées par les travailleurs non blancs contre, selon vous, une classe capitaliste unie sur le plan racial et national, et donc renforcée.

Votre conception et vos motivations du « parti ouvrier de masse » sont celles d'un instrument pour défendre les travailleurs et les masses plébéiennes *dans le cadre du capitalisme du néo-apartheid*. Ainsi, un tract publié à l'automne dernier [1994] et intitulé « Le Workers' List Party soutient les revendications des résidents », à propos des luttes sur

les loyers et les tarifs des services publics dans les townships des alentours de Johannesburg, se conclut ainsi : « Les luttes de différents secteurs des travailleurs et des chômeurs doivent être coordonnées pour empêcher leur détournement et leur défaite. Cela ne peut se faire qu'en constituant un PARTI OUVRIER DE MASSE !! » Ce tract n'avance pas la nécessaire revendication d'un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, qui seul pourra fournir des logements et des services publics décentes à la population non blanche pauvre.

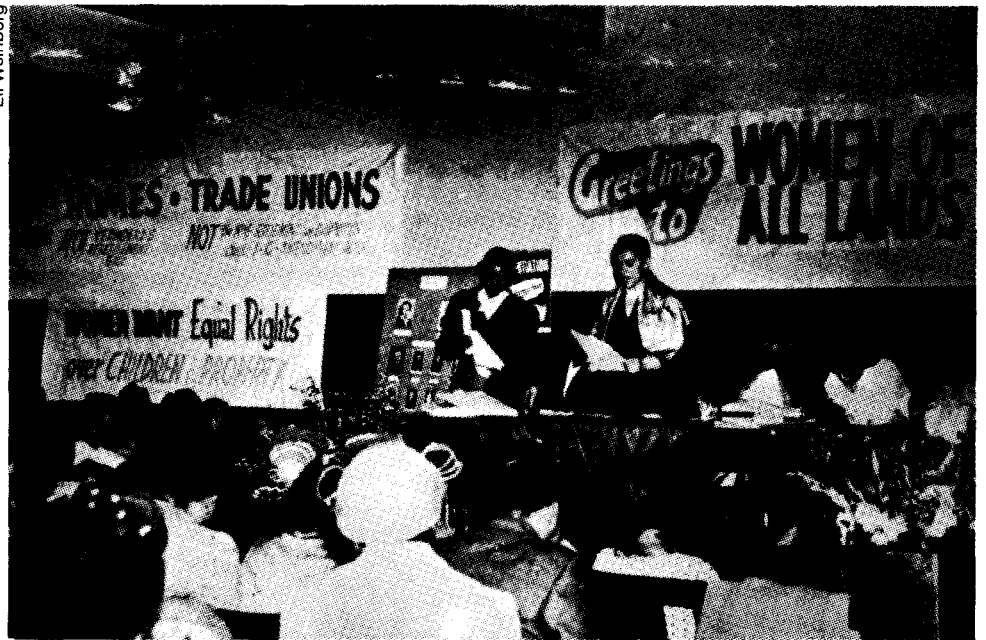
Un des principes centraux du réformisme est qu'il est toujours possible pour la classe ouvrière de maintenir sa situation économique, ses droits démocratiques et sa force organisationnelle *existants, dans le cadre du capitalisme*. Mais ce n'est pas vrai. Une situation de dépression économique profonde, produisant des faillites en grand nombre, crée invariablement un chômage de masse. Penser autrement, c'est prétendre que le mouvement ouvrier peut efficacement contrôler l'économie capitaliste. A cet égard, « la campagne pour la constitutionnalisation du droit au travail », lancée en mai dernier par le comité national de coordination du WLP, ne peut que semer des illusions réformistes. En fait, seuls les ouvriers les plus naïfs ou les plus arriérés sur le plan politique pourraient croire qu'un tel amendement constitutionnel aurait un effet réel dans une situation où *la moitié* de la main-d'œuvre urbaine noire est au chômage et où, de plus, les mouvements de capitaux se font de l'Afrique du Sud *vers l'extérieur*, et non dans le sens inverse.

Il n'est pas non plus toujours possible pour la classe ouvrière de simplement défendre le statu quo démocratique bourgeois. On ne peut faire échouer un coup d'Etat militaire réactionnaire visant à détruire le mouvement ouvrier, comme celui de Pinochet au Chili en 1973, que par une *guerre civile* qui mettrait nécessairement à l'ordre du jour la question de la révolution prolétarienne.

Dans le contexte sud-africain actuel, la classe ouvrière majoritairement noire doit soit aller de l'avant, vers la prise du pouvoir d'Etat, soit être ramenée très loin en arrière. Les luttes de masse contre le régime suprémaciste blanc, commencées avec les grèves de Durban en 1973 et fortement accélérées par la révolte des townships en 1984-85, ont produit une situation *incompatible* avec un ordre bourgeois stable en Afrique du Sud. Le COSATU est devenu l'un des mouvements syndicaux les plus puissants et les plus combattifs de tous les pays du tiers monde. C'est en partie à cause de cela que les salaires industriels sont maintenant, de façon appréciable, plus élevés en Afrique du Sud qu'en Extrême-Orient et en Amérique latine. Dans les townships noirs, les loyers et les factures sont restés impayés pendant des années, tandis que le contrôle réel passait entre les mains des associations civiques – ce qui était un effritement partiel du pouvoir d'Etat bourgeois. Le « gouvernement d'unité nationale » a maintenant lancé une campagne pour recouvrer les loyers et reprendre le contrôle des townships.

Nous ne sommes pas d'accord pour dire que le « gouvernement d'unité nationale » constitue un « compromis historique » entre les nationalismes afrikaner et africain noir. Un tel compromis historique ne s'est pas produit et ne peut pas se produire. L'Afrique du Sud ne connaîtra jamais d'ordre bourgeois multiracial ou « non racial ». La coalition ANC-SACP-Parti national représente plutôt un compromis *instable et momentané* entre la classe capitaliste blanche et

Eli Weinberg



Réunion de la Federation of South African Women à Johannesburg en 1954. Les femmes noires ont joué un rôle dirigeant dans la lutte contre l'apartheid.

ceux qui voudraient devenir ses partenaires subalternes, les réformistes ouvriers et les nationalistes bourgeois noirs. L'ANC-SACP ne peut pas remplir sa part du contrat, qui est de tempérer l'agitation noire. Celle-ci ne peut que s'accroître avec des conditions économiques et sociales qui ne s'amélioreront pas et qui empireront même vraisemblablement à certains égards (par exemple la pression à la baisse sur les salaires des ouvriers syndiqués de l'industrie).

En même temps, les Blancs se sentiront de plus en plus menacés au fur et à mesure que les petits-bourgeois noirs tenteront de les remplacer à des postes qui procurent influence et revenus. Bien que quelques milliers de dirigeants de l'ANC-SACP puissent accéder à l'« assiette au beurre », l'économie sud-africaine ne peut à l'évidence entretenir une vaste classe moyenne noire (par exemple fonctionnaires, bureaucrates de grandes entreprises, petits entrepreneurs) qui jouirait du même niveau de vie – du « premier monde » – que les Blancs. Les intérêts de la base sociale de l'ANC-SACP et de celle du Parti national sont antagonistes.

Les fragiles arrangements du néo-apartheid vont donc se disloquer. Du côté des Blancs, on peut s'attendre à des fuites de capitaux et à une émigration massive, ainsi qu'à du terrorisme d'extrême droite ayant des prolongements au sein de l'appareil militaro-policiier de l'Etat. Chez les masses non blanches, à prédominance africaine, la désillusion grandissante et l'hostilité envers le « gouvernement d'unité nationale » peuvent prendre l'une ou l'autre des deux directions fondamentales : soit une révolution prolétarienne menant à un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, soit un conflit nationaliste et tribaliste fratricide comme nous en avons vu un peu partout dans le reste de l'Afrique subsaharienne post-coloniale. Et la vague de « purification ethnique » qui balaie l'Europe de l'Est et l'ancienne Union soviétique dans le sillage de la contre-révolution capitaliste apporte une précieuse leçon sur la nature de la « construction des nations » à l'époque impérialiste.

La différence entre parti ouvrier révolutionnaire et parti ouvrier réformiste est cruciale et évidente pour déterminer l'issue des événements en Afrique du Sud. Les travailleurs noirs doivent voir la transformation de l'Afrique du Sud

sur des bases démocratiques et égalitaires comme une perspective immédiate et non comme un but dans un lointain avenir. Ils doivent voir un parti qui ne défend pas simplement les intérêts particuliers de la classe ouvrière, notamment de son secteur syndiqué, mais qui combat pour éradiquer *toutes les formes* d'oppression nationale et sociale – l'existence d'une masse de sans-abri dans les townships noirs, les conditions horribles dans lesquelles sont plongés des millions d'Africains toujours prisonniers des « homelands tribaux » et le sort dégradant infligé aux femmes (par la polygamie par exemple) dans les villages ruraux où les traditions tribales restent solidement enracinées. Pour unir tous les opprimés, un parti ouvrier doit se faire activement le champion des droits démocratiques de ceux qui ont des raisons de se sentir menacés par le type de nationalisme que prêche l'ANC – comme les Métis, les Indiens, les villageois zoulous, les immigrés du Mozambique, du Zimbabwe et des autres Etats africains voisins.

En l'absence d'une alternative révolutionnaire prolétarienne viable, les Africains noirs, pauvres et désespérés se tourneront, à l'incitation de démagogues nationalistes, contre les communautés métisses et indiennes mieux loties. On verra de violents affrontements entre Zoulous et Xhosas, à une échelle beaucoup plus grande qu'auparavant. Bien que l'ANC s'attire actuellement des soutiens de tous les secteurs des populations non blanches, ainsi que de Blancs libéraux et de gauche, son point d'appui le plus fort et le plus constant se trouve chez les Xhosas. Certains ouvriers arriérés et villageois zoulous voient en l'ANC un mouvement fondamentalement tribaliste xhosa se cachant derrière un masque « non racial ».

Dans une série d'articles sur la « nouvelle » Afrique du Sud publiés l'été dernier [1994], nous écrivions : « Au fur et à mesure que les masses africaines noires découvrent qu'elles continuent à vivre dans la pauvreté et la misère malgré les promesses de "démocratie non raciale" et d'"unité nationale", il ne fait aucun doute que certains dirigeants de l'ANC auront recours à la démagogie nationaliste et même à des appels tribalistes » (*Workers Vanguard* n° 605, 2 septembre 1994). Les militants de la WOSA qui

ont discuté avec des camarades de la LCI en Afrique du Sud en septembre dernier [1994] ont nié à plusieurs reprises la possibilité de conflits ethniques et tribalistes au sein de la classe ouvrière sud-africaine. Pourtant, nous avons déjà vu la direction de l'ANC se joindre au secrétaire à l'Intérieur Buthelezi pour réclamer des mesures contre la récente vague d'immigrés en quête de travail provenant des Etats africains voisins. Et nous avons aussi vu le premier ministre ANC de la région de PVW, Tokyo Sexwale, tenter de dresser les Africains contre la communauté métisse à propos de l'annulation des loyers impayés dans les townships.

Le tract du WLP au sujet des luttes sur les loyers, que nous avons déjà mentionné, dénonce avec raison la démagogie anti-Métis des responsables de l'ANC et déclare : « Nous appelons notre peuple à ne pas permettre le succès de ceux qui cherchent à utiliser l'ethnicité pour exploiter nos problèmes et diviser la classe ouvrière. » Mais il ne suffit pas de déplorer ces divisions comme étant de la fausse conscience – elles doivent être combattues activement par autre chose que des appels moralisateurs à l'« unité ». Qui peut le faire ? Evidemment pas l'ANC et pas non plus un parti ouvrier réformiste, quel qu'en soit le type, mais seulement ceux qui avancent un programme révolutionnaire de revendications transitoires pour unir tous les exploités et tous les opprimés dans la lutte contre le système capitaliste.

De par leur nature même, les réformistes se basent sur les intérêts momentanés et partiels de certains secteurs de la classe ouvrière et sur la fausse conscience (c'est-à-dire la conscience bourgeoise) qui prédomine dans les masses, comme le nationalisme. De ce fait, un parti réformiste accepte les limites de ce qui est « possible » sous le capitalisme, cherchant seulement à arracher plus de miettes de la table de la classe dirigeante. Une telle perspective garantit que les différents secteurs des opprimés verront leurs intérêts comme étant mutuellement antagonistes, chacun se battant pour augmenter sa part des miettes. Cela ne peut qu'approfondir et renforcer les divisions entre groupes ethniques, entre jeunes sans emploi et ouvriers syndiqués, entre ouvriers autochtones et immigrés, etc. La lutte pour surmonter ce genre de division doit être basée sur la lutte pour renverser le système capitaliste international, qui exploite et intensifie nécessairement les divisions nationales, raciales et ethniques dans les classes opprimées. Seul un parti d'avant-garde léniniste, partie intégrante d'une internationale révolutionnaire, peut efficacement mobiliser le mouvement ouvrier contre les forces du nationalisme fratricide.

Pour l'indépendance complète du mouvement ouvrier à l'égard de l'Etat bourgeois

Nous désirons également formuler une sérieuse critique d'une autre nature à propos de la campagne électorale du Workers' List Party. Le gouvernement sud-africain a fourni des fonds à tous les partis dûment inscrits aux élections, et le WLP les a acceptés. Nous considérons qu'il est fondamentalement erroné pour une organisation ouvrière, et d'autant plus lorsqu'elle se prétend en faveur de l'abolition du système capitaliste, de recevoir de l'argent de l'Etat bourgeois ou d'autres institutions bourgeoises. Une telle pratique crée à l'intérieur de cette organisation des pressions qui la poussent à éviter de faire quoi que ce soit qui inciterait les autorités bourgeoises à réduire ou supprimer son financement. Inversement, le gouvernement détient une arme

puissante de chantage politique en menaçant de couper les vivres aux organisations qui font quelque chose qui lui déplaît vraiment.

Nous notons que la « Résolution sur la situation internationale et nationale » adoptée par la conférence nationale de la WOSA en 1993 déclare : « La WOSA appelle toutes les organisations de masse des travailleurs à assurer leur indépendance par rapport à l'influence de la classe dirigeante, en conservant une culture rigoureuse de contrôle ouvrier. Pour cette raison, nous appelons tous les travailleurs à résister avec fermeté aux tentatives de piéger le mouvement ouvrier dans tout contrat social avec la classe et l'Etat capitalistes. » Comment peut-on arriver à concilier ces principes avec l'acceptation de fonds provenant de l'Etat capitaliste, que ce soit régulièrement ou occasionnellement ?

De plus, le simple fait d'accepter des fonds gouvernementaux ouvre pour une organisation ouvrière la possibilité de se voir accuser de vénalité. Nos représentants ont pu ainsi entendre le point de vue d'autres militants de gauche sud-africains pour qui le Workers' List Party et sa campagne n'auraient été qu'une simple manœuvre de la WOSA pour empêcher l'argent électoral. Il est malheureux que la ligne de classe qui, selon nous, a été tracée par le Workers' List Party dans les élections ait été ternie par cette accusation.

Une autre question y est liée. Quand nos camarades se sont rendus en Afrique du Sud, d'autres militants de gauche leur ont dit que la WOSA, en 1993, avait soutenu un procès intenté devant la Cour suprême par des membres de la direction régionale du SACCWU dans le Witwatersrand contre la confédération nationale. Si cela était vrai, il s'agirait d'une autre divergence majeure entre nos deux organisations.

Aux Etats-Unis (où les directions syndicales sont généralement très bureaucratiques et, dans bien des cas, corrompues et même criminelles), il est devenu pratique courante de voir des groupes oppositionnels de gauche poursuivre le syndicat et sa direction devant les tribunaux capitalistes. La Spartacist League a vigoureusement combattu cette pratique, contraire à la démocratie ouvrière, qui accroît le contrôle gouvernemental sur le mouvement syndical et qui renforce les illusions dans la « justice » bourgeoise. Il y a quelques années, quand le gouvernement américain a dans les faits pris le contrôle du syndicat des Teamsters (camionneurs) au nom de la protection des droits de ses membres, nous écrivions :

« La démocratie ouvrière ne sera pas donnée au mouvement syndical américain comme un cadeau de la bourgeoisie. Elle sera gagnée par la classe ouvrière dans la lutte – lutte qui se heurtera inévitablement, et immédiatement dans le cas des Teamsters, à l'Etat capitaliste. Il devrait être élémentaire pour tout travailleur ayant une conscience de classe de s'opposer à l'intervention de l'Etat des patrons dans les affaires du mouvement ouvrier. »

– *Workers Vanguard* n° 530, 5 juillet 1991

La direction qui a pris le pouvoir chez les Teamsters grâce à l'intervention gouvernementale (soutenue par la plus grande partie de la soi-disant gauche américaine) a bradé, l'an dernier, la grève nationale des camionneurs. En Afrique du Sud, les patrons et leur gouvernement mènent actuellement une campagne visant à détruire le syndicat des camionneurs soutenu par la WOSA, le Turning Wheel Truckers Union – encore un exemple probant des raisons pour lesquelles nous sommes opposés à toute forme d'intervention, quel qu'en soit le prétexte, de l'Etat capitaliste dans le mouvement ouvrier.

Nous espérons que la présente lettre aura clarifié quelques-unes des divergences importantes entre la WOSA et nous-mêmes.

Nous désirons également attirer votre attention sur le point de vue exprimé dans notre lettre, ci-jointe, écrite il y a un an au New Unity Movement. Elle porte principalement sur nos divergences concernant la question nationale en Afrique du Sud et dans les pays du tiers monde en général. La position de Neville Alexander sur cette question, telle qu'elle a été publiée, a beaucoup en commun avec celle du New Unity Movement. Toutes deux trouvent leurs origines dans les doctrines prônées par le Non-European Unity Movement des années 1940-50. Nous avons l'intention de publier d'ici peu cette lettre dans notre presse, dans l'espoir de provoquer de plus amples discussions à ce sujet parmi les militants en Afrique du Sud. Jusqu'à présent, le New Unity Movement n'a pas répondu à notre lettre.

Fraternellement,

Joseph Seymour
au nom du secrétariat international
de la Ligue communiste internationale

* * * * *

Le 9 avril 1995

Chers camarades,

Dans les discussions qui se sont déroulées au sein de la Ligue communiste internationale suite à la lettre que nous avons envoyée à votre organisation le 9 mars, nous avons pensé que celle-ci omettait un des facteurs cruciaux pour définir une perspective révolutionnaire en Afrique du Sud. Alors que la lettre s'étend sur la dynamique interne de la révolution permanente telle qu'elle s'applique concrètement aujourd'hui en Afrique du Sud, elle ne comporte aucun développement sur l'*extension* nécessaire de la révolution prolétarienne des pays arriérés aux centres impérialistes de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et du Japon.

Il s'agit là d'un élément central de la perspective de révolution permanente avancée par Trotsky qui est devenu d'une acuité bien plus immédiate dans la période actuelle. Pendant la plus grande partie de la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale, l'existence de l'Union soviétique a autorisé un certain degré d'autonomie aux régimes et mouvements nationalistes bourgeois et petits-bourgeois comme l'ANC, et elle a rendu possibles des révolutions sociales déformées dans des pays comme le Vietnam ou Cuba. Mais aujourd'hui, la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et la destruction de l'Union soviétique ont grandement renforcé la domination de l'impérialisme sur le « tiers monde ». Le signal de ce « nouvel ordre mondial » a été donné par la dévastation de l'Irak, un ancien Etat-client de l'Union soviétique, par les forces armées américaines lors de la guerre du Golfe de 1991. Une révolution prolétarienne en Afrique du Sud serait immédiatement confrontée aux efforts déterminés de l'impérialisme occidental, principalement américain, pour l'écraser dans l'œuf par tous les moyens disponibles, depuis le blocus économique jusqu'à l'intervention militaire directe. Un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs isolé en Afrique du Sud ne survivrait pas bien longtemps.

Reconnaître cette vérité ne revient pas à argumenter, comme le fait le Parti communiste sud-africain, que le mou-

vement ouvrier et les masses non blanches opprimées en Afrique du Sud doivent accepter le cadre établi par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et agir dans ce cadre. Au contraire, la victoire d'un gouvernement ouvrier en Afrique du Sud relancerait une lutte internationale acharnée semblable à celle déclenchée par la prise du pouvoir par les bolchéviks de Lénine dans des zones centrales de l'empire tsariste russe en 1917. Une telle lutte dépasserait de loin le cadre d'une confrontation militaire en Afrique noire. La question décisive serait la confrontation entre le capital et le travail dans les puissances capitalistes avancées clés, sur leur propre terrain.

C'est ce que nous disions dans la conclusion de notre article, publié en quatre parties, « South Africa Powder Keg » [La poudrière sud-africaine] :

« La consolidation, ou simplement la survie, d'une révolution socialiste en Afrique du Sud exige son extension internationale. C'était le cœur même du programme bolchévique. Mais la situation mondiale actuelle est très différente de celle à laquelle était confrontée la révolution d'Octobre 1917 – précipitée par la gigantesque boucherie de la première guerre impérialiste mondiale – qui fut le déclencheur de luttes révolutionnaires dans toute l'Europe, et principalement en Allemagne. Aujourd'hui, une révolution prolétarienne en Afrique du Sud serait confrontée à des puissances impérialistes de force et de hardiesse relativement plus grandes, déterminées à anéantir tous les obstacles à leur "nouvel ordre mondial" proclamé.

« Pour le moment, l'Afrique du Sud représente un maillon affaibli dans la chaîne du système capitaliste mondial, qui lie les néocolonies du tiers monde aux Etats impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon. Il est nécessaire de mobiliser les forces du prolétariat pour briser cette chaîne à son maillon le plus faible, puis de se battre avec acharnement pour porter la bataille dans les centres impérialistes, cherchant des alliés contre l'ennemi mortel de tous les opprimés : le capital international. Ainsi, la lutte pour construire un parti bolchévique sud-africain est inséparable de celle que nous, Ligue communiste internationale, menons pour forger une Quatrième Internationale authentiquement trotskyste.

« Une révolution socialiste en Afrique du Sud trouverait des alliés stratégiquement puissants à l'intérieur des centres impérialistes. En particulier, elle aurait un énorme effet radicalisateur sur les Noirs des Etats-Unis, qui se sont fortement identifiés avec la lutte contre la domination blanche dans l'Etat de l'apartheid. Elle aurait aussi une résonance particulière chez les masses non blanches dans tout l'hémisphère occidental (notamment les millions de Noirs du Brésil), chez les Antillais et les communautés originaires du sous-continent indien en Grande-Bretagne, et chez les Maghrébins et Africains noirs en Europe de l'Ouest. »

– *Workers Vanguard* n° 606, 16 septembre 1994,
reproduit dans *Black History and the Class Struggle* n° 12 [souligné dans l'original]

C'est précisément parce qu'une révolution prolétarienne isolée au niveau national en Afrique du Sud ne pourrait pas survivre qu'il ne peut y avoir de parti ouvrier révolutionnaire nationalement limité à l'Afrique du Sud. La lutte pour la révolution socialiste mondiale, quel que soit l'endroit où se produit la première brèche, est inséparable de la lutte pour construire une avant-garde communiste internationale, c'est-à-dire pour forger une Quatrième Internationale trotskyste.

Fraternellement,

Joseph Seymour
au nom du secrétariat international
de la Ligue communiste internationale

Immigration...

(Suite de la page 64)

de s'enfoncer». Mais ceux qui se lamentent sur cette évolution tout en acceptant le cadre du capitalisme ne peuvent rien faire pour freiner ou inverser la dérive de plus en plus importante de la politique « respectable » dans une orgie de chauvinisme anti-immigré.

On comprend donc que dans les communautés immigrées d'Europe occidentale, qui vivent dans des ghettos sous occupation policière raciste, des éléments combattifs s'identifient maintenant aux Noirs américains, à leurs luttes historiques et en particulier à leurs porte-parole les plus radicaux. La puissante personnalité, les écrits et les discours de Malcolm X – l'inspirateur du nationalisme noir « révolutionnaire » aux Etats-Unis dans les années 1960 – suscitent l'admiration des jeunes Maghrébins et Noirs en France, ainsi que des Africains et Caribéens en Grande-Bretagne. Des groupes qui défendent les droits des immigrés en Europe ont rejoint la campagne internationale pour sauver Mumia Abu-Jamal, ancien Black Panther et journaliste radical emprisonné dans le couloir de la mort en Pennsylvanie à la suite d'une machination de la police et du FBI. Ils voient en Mumia non seulement une victime de l'injustice mais aussi un camarade de lutte contre l'oppression raciale.

Nous reproduisons en page 54 « En défense de l'intégrationnisme révolutionnaire », un article sur le programme trotskyste pour l'égalité des Noirs aux Etats-Unis qui a été publié dans *Spartacist* édition anglaise n°49-50 (hiver 1993-94). La présence d'une importante minorité raciale opprimée était considérée auparavant comme un phénomène spécifique aux Etats-Unis ; par contre, on rencontre maintenant une tendance contraire à ignorer certaines différences fondamentales entre la nature sociale de la population noire américaine et celle des communautés non européennes récemment apparues en Europe de l'Ouest.



Le Bolchévik

Mai 1982 – Ouvriers de Citroën en grève. Les ouvriers « immigrés » de l'automobile ont été le fer de lance de la lutte contre l'austérité du front populaire dirigé par Mitterrand.

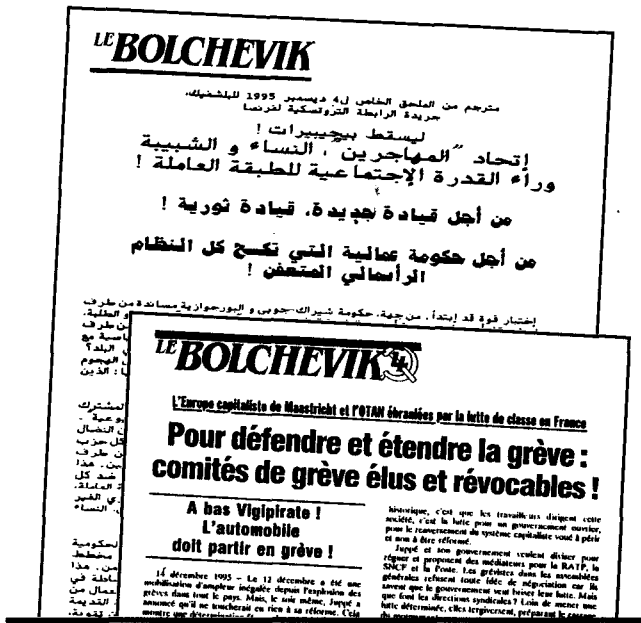
Les descendants des Africains noirs réduits en esclavage et amenés enchaînés dans le Nouveau Monde à l'époque où naquit le système capitaliste ont été *partie intégrante* de la construction de la nation américaine et plus tard de l'Etat-nation américain, des processus dans lesquels ils ont joué *un rôle central*. La nation américaine s'est formée à l'époque du capitalisme mercantile, avec la colonisation britannique dans une région habitée par une population clairsemée de peuples autochtones qui vivaient encore à l'Age de la pierre et qui se sont avérés être très vulnérables aux maladies africaines et eurasiennes. L'importation massive d'esclaves de l'Afrique sub-saharienne procura la main-d'œuvre nécessaire à l'établissement d'une agriculture de plantation à grande échelle dans la partie sud des colonies britanniques en Amérique du Nord. Les propriétaires de ces plantations esclavagistes, qui développèrent une mentalité aristocratique similaire à celle de la noblesse terrienne européenne, devinrent une des composantes dominantes de la classe dirigeante dans les colonies américaines.

Lorsque les colonies conquièrent leur indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne à la fin du XVIII^e siècle, les Etats-Unis d'Amérique se constituèrent en tant que démocratie bourgeoise pour les propriétaires blancs de sexe masculin. Cependant, quelques générations plus tard, le suffrage masculin fut accordé aux Blancs des classes inférieures. L'agriculture de plantation dans le Sud, principalement le coton, fournissait la plus grande partie des exportations de l'Etat bourgeois américain naissant, procurant ainsi les ressources financières qui permirent le développement rapide du capitalisme mercantile et industriel du Nord, basé sur le travail salarié « libre ».

La multiplication des conflits d'intérêts entre les planteurs du Sud et le capitalisme qui commençait à se développer au Nord conduisit à une guerre civile générale dans les années 1860, guerre civile qui eut pour résultat l'abolition de l'esclavage des Noirs avec la victoire du Nord ; cette victoire fut en partie due au recrutement de centaines de milliers de Noirs dans l'armée de l'Union (nordiste). Après une décennie tumultueuse de démocratie bourgeoise interracial (la « reconstruction radicale »), une nouvelle forme de domination blanche fut instaurée dans le Sud. Ce qu'on appelle le « système Jim Crow », un système de ségrégation raciale imposé par la loi et par un contrôle totalitaire de type Etat policier, a duré trois quarts de siècle, jusqu'à ce que les luttes pour les droits civiques de la fin des années 1950 et du début des années 1960 apportent un semblant de démocratie bourgeoise dans cette région.

Les Noirs américains ont *toujours* eu en commun avec les Blancs les deux principaux déterminants d'une culture nationale : la langue (l'anglais) et la religion (le christianisme). Fait intéressant, lorsque les Indiens des plaines – les peuples autochtones qui vivaient dans la partie centrale de l'Amérique du Nord – se sont trouvés pour la première fois face à face avec des Noirs à la fin du XIX^e siècle, ils les ont appelés « les hommes blancs noirs ». Les Noirs des Etats-Unis sont une *caste de couleur opprimée*, intégrée à l'économie capitaliste américaine, y compris dans des secteurs stratégiques du prolétariat industriel, tout en étant largement ségrégués au bas de l'échelle de la société bourgeoise américaine.

Il n'y aura pas de révolution sociale aux Etats-Unis sans l'unité dans la lutte des travailleurs noirs et blancs, sous la direction de leur parti d'avant-garde multiracial, qui doit



L'hiver dernier, la LTF appelait les ouvriers à arracher la direction des grèves à la bureaucratie capitularde et à construire un parti révolutionnaire. Notre tract du 4 décembre 1995, intitulé : « A bas Vigipirate! Unité des "immigrés", des femmes et de la jeunesse derrière la puissance sociale de la classe ouvrière! Pour une nouvelle direction, une direction révolutionnaire! », fut publié en français et en arabe. Le second tract (en-bas) est sorti le 14 décembre alors que la bureaucratie se préparait à liquider la grève.

être le défenseur le plus conséquent et le plus actif de toutes les couches de la société qui subissent une oppression spécifique. Les cadres révolutionnaires seront certainement issus pour une grande part du prolétariat noir, dont les éléments les plus combattifs seront gagnés à la conception qu'il ne peut y avoir d'autre voie pour éliminer l'oppression spécifique des Noirs que la conquête du pouvoir par la classe ouvrière américaine.

A la différence de la caste de couleur que constituent les Noirs aux Etats-Unis, la présence d'une importante population non blanche en Europe de l'Ouest est, en termes historiques, un phénomène tout à fait récent. Ce n'est que dans les années 1960 que les îles des Caraïbes et le sous-continent indien ont supplanté l'Irlande comme source principale de l'immigration en Grande-Bretagne. Ce n'est que dans les années 1970 que le nombre de *Gastarbeiter* [travailleurs immigrés] turcs en Allemagne de l'Ouest a dépassé celui des travailleurs immigrés italiens. Et c'est seulement dans la dernière décennie que le nombre de travailleurs étrangers en Italie, pour la plupart maghrébins, a dépassé le nombre d'Italiens travaillant dans les autres pays d'Europe. Nous assistons donc à la formation récente d'importantes communautés non européennes, essentiellement de tradition musulmane (sauf en Grande-Bretagne), dans des Etats-nations bourgeois constitués depuis longtemps.

En conséquence, la réaction nationaliste en Europe de l'Ouest tend essentiellement à expulser massivement la population non blanche. Lors des élections présidentielles françaises de l'année dernière, Le Pen, qui a obtenu 15 % des voix, a fait campagne pour « renvoyer chez eux » trois millions d'« immigrés » non européens. Et, en France ou ailleurs, la victoire du fascisme ou même l'entrée d'un parti

fasciste au gouvernement ne seraient pas nécessaires pour que soient expulsés de force des centaines de milliers, voire des millions, d'immigrés et de réfugiés, tout particulièrement ceux qui n'ont pas les droits de citoyenneté.

Pour prendre une analogie historique, lors de la grande dépression économique du début des années 1930, le nombre d'ouvriers étrangers en France – principalement des Italiens, des Polonais et des Algériens – fut réduit d'un demi-million, une perte de 5 % de la population active. Certains partirent parce qu'ils ne trouvaient pas de travail, mais beaucoup furent simplement victimes de rafles et expulsés. Pendant toute cette décennie, la démagogie anti-immigrée, dirigée en particulier contre les réfugiés juifs venus de l'Allemagne nazie et de l'Europe de l'Est, favorisa le développement du fascisme et d'autres mouvements réactionnaires en France. Ce qui pava la voie à la déportation par le régime de Vichy des Juifs vers les camps de la mort de l'Europe occupée par les nazis.

Il y a plus de vingt ans, quand l'hostilité à l'égard des immigrés fit sa réapparition comme élément majeur de la situation politique européenne, notre tendance déclarait :

« En Europe de l'Ouest, la ligne de partage entre le social-chauvinisme réformiste et l'internationalisme prolétarien doit être tracée avec la revendication que tous les travailleurs étrangers doivent jouir immédiatement des pleins droits de citoyenneté dans les nations où ils travaillent. Comme peut en témoigner tout "citoyen" britannique jamais né en Angleterre, les droits de citoyenneté sur le papier ne mettent pas automatiquement fin à l'oppression des immigrés. Mais ce serait une grande victoire pour l'internationalisme prolétarien si les travailleurs étrangers en Europe de l'Ouest arrachaient les pleins droits de citoyenneté. »

– « West Europe's Imported Labor: A Key to Revolution » [La main-d'œuvre importée en Europe de l'Ouest : clé pour la révolution], *Workers Vanguard* n°31, 26 octobre 1973

Dans le climat actuel de réaction politique – marqué par un chômage massif, par la campagne pour démanteler l'« Etat providence » social-démocrate et par les effets de la contre-révolution en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique – même la citoyenneté sur le papier n'est pas en soi une garantie contre la « purification ethnique » en Europe de l'Ouest. Les communautés immigrées subissent une oppression raciste croissante – ghettoïsation, brutalités policières, fascistes. De plus en plus ségrégués, en proie à la violence des flics et des fascistes et au bas de l'« échelle » économique, les citoyens européens à la peau foncée peuvent se reconnaître dans de nombreux aspects de la condition des Noirs américains.

Aux Etats-Unis, un des mots d'ordre centraux de la LCI est « Achevez la Guerre civile – Libération des Noirs par la révolution socialiste ! » En Europe, le mot d'ordre « Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés » reflète le fait que la question immigrée est essentiellement une question démocratique ; mais elle est néanmoins stratégique pour l'unité du prolétariat. Aujourd'hui, en effet, les droits démocratiques – égalité des droits pour les femmes, indépendance nationale pour les colonies, droits des minorités et des immigrés – ne peuvent être conquis et préservés que par le prolétariat en lutte pour arracher le pouvoir d'Etat des mains de la bourgeoisie et pour établir une économie socialiste dans une société débarrassée de l'exploitation et de toute oppression.

Tout comme les Noirs américains, les prolétaires à la peau foncée d'Europe de l'Ouest ne sont pas de simples

Rejoignez la campagne pour libérer Mumia Abu-Jamal !



Le Bolchévik

Paris, 27 septembre 1995 – Cortège de la LTF et du Comité de défense sociale dans une manifestation organisée par le PCF pour sauver Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique américain condamné à mort. La LCI se bat depuis plusieurs années pour faire de la défense de Jamal un point de ralliement contre la terre raciste, des USA à l'Afrique du Sud.

Pour participer à la campagne internationale de défense de Mumia, contactez le Comité de défense sociale, BP 202, 75822 Paris Cedex 17.

victimes sans défense mais une composante très importante des forces capables de détruire le système capitaliste raciste. Les travailleurs des transports caribéens et les infirmières d'Asie du Sud en Grande-Bretagne, les ouvriers de l'automobile maghrébins, arabes et berbères, en France, les mineurs de charbon turcs et les ouvriers de la chimie kurdes en Allemagne joueront un rôle important dans une révolution prolétarienne européenne. Ces travailleurs constituent un pont vers les masses ouvrières et paysannes du tiers monde néocolonial, un lien vivant dans une perspective internationale socialiste. Pour transformer cette perspective en réalité, il faut avant tout construire des partis révolutionnaires et reforcer la Quatrième Internationale sur la base des principes de Lénine et de Trotsky.

Immigration et main-d'œuvre en France et en Grande-Bretagne au XIX^e siècle

A la différence de ce qui s'est passé en Amérique du Nord, en Europe le capitalisme mercantile, puis industriel, s'est développé à partir d'une structure socio-économique féodale basée sur l'exploitation d'une paysannerie qui constituait l'écrasante majorité de la population. C'est pourquoi la révolution industrielle, dans la plus grande partie de l'Europe, s'est accompagnée d'une émigration massive, si l'on peut employer ce terme, de jeunes paysans qui quittaient la campagne pour aller travailler en ville et non de l'importation d'une main-d'œuvre venue de pays étrangers, avec des cultures nationales radicalement différentes (par exemple la langue et la religion). Il y eut pourtant deux exceptions importantes, chacune à sa manière : la Grande-Bretagne et la France.

Au début du XVI^e siècle, le développement du capitalisme mercantile en Angleterre provoqua la paupérisation de la paysannerie. Le nombre de paysans diminua fortement. Les paysans devinrent ouvriers agricoles et artisans prolétaires (par exemple des tisserands travaillant la laine à domicile). En Angleterre, le pays pionnier de la révolution industrielle, les usines, malgré le recours massif au travail des enfants, eurent bientôt absorbé le surplus de population autochtone. A partir du milieu du XIX^e siècle, la poursuite du développement du capitalisme britannique rendit néces-

saire l'importation de paysans pauvres originaires de sa plus ancienne et plus proche colonie, l'Irlande.

A beaucoup d'importants égards, et en particulier pour ce qui est de ses conséquences politiques, l'immigration irlandaise de la fin du XIX^e siècle en Grande-Bretagne était similaire à l'immigration du tiers monde dans l'Europe de l'Ouest d'aujourd'hui. Les différences de religion – catholicisme pour les Irlandais, protestantisme pour les Anglais – étaient un énorme obstacle aux mariages mixtes, à une époque où l'Eglise jouait dans les communautés ouvrières un rôle beaucoup plus important que dans l'Europe contemporaine. De plus, le joug colonial imposé à l'Irlande faisait obstacle non seulement aux mariages mixtes mais aussi à l'établissement de liens de sociabilité entre les deux principales composantes nationales du prolétariat en Grande-Bretagne. Beaucoup d'ouvriers anglais étaient profondément infectés par le chauvinisme impérialiste de leur classe dirigeante envers les Irlandais ; quant aux ouvriers immigrés irlandais, ils considéraient tous les Anglais comme des membres de la nation des oppresseurs.

Karl Marx et Friedrich Engels considéraient que l'antagonisme entre Irlandais et Anglais était un facteur important, sinon le facteur principal de la relative arriération politique de la classe ouvrière dans les îles Britanniques, malgré l'existence d'un mouvement syndical de masse. S'adressant à la conférence de la Première Internationale à Londres en 1871, Marx déclarait :

« Vous saurez qu'entre les ouvriers anglais et les ouvriers irlandais il existe depuis longtemps un antagonisme tout à fait considérable dont les causes sont en fait très faciles à énumérer. Cet antagonisme a son origine dans les différences de langue et de religion ; et dans la concurrence entre ouvriers irlandais et ouvriers anglais sur les salaires. En Angleterre, cet antagonisme est la digue qui retient le flot de la révolution, et il est donc exploité habilement par le gouvernement et les classes supérieures, qui sont convaincus qu'aucun lien ne pourra unir les ouvriers anglais et les ouvriers irlandais. » [traduit par nos soins]

L'année suivante, Engels intervenant devant le Conseil général de l'Internationale condamnait « la croyance, trop répandue parmi les travailleurs anglais, qu'ils sont des êtres supérieurs en comparaison des Irlandais, et constituent une aristocratie tout autant que les Blancs déclassés des Etats

esclavagistes [américains] se considèrent l'être vis-à-vis des Noirs ».

Durant tout le reste du XIX^e siècle, les syndicats anglais demeurèrent politiquement subordonnés au Parti libéral, un parti bourgeois, tandis que les ouvriers irlandais restaient sous l'emprise de mouvements nationalistes petits-bourgeois. Il fallut attendre les premières années de ce siècle pour qu'apparaisse ne serait-ce qu'un parti réformiste de la classe ouvrière britannique, le Parti travailliste. Ce n'est peut-être pas un accident historique si le Parti travailliste est devenu le parti hégémonique dans la classe ouvrière britannique au début des années 1920, juste au moment où l'Irlande conquérait son indépendance à l'égard de la Grande-Bretagne – une indépendance limitée par la partition des comtés de l'Ulster, dans le nord de l'île. La République d'Irlande resta cependant une néocolonie relativement misérable de la Grande-Bretagne, qui exportait de la main-d'œuvre vers les usines et les chantiers de Londres et des Midlands. Et aujourd'hui encore, les classes supérieures britanniques continuent d'exploiter habilement l'antagonisme entre travailleurs britanniques et travailleurs irlandais pour faire obstacle aux forces de la révolution sociale.

En France, la révolution démocratique bourgeoise radicale de 1789-93 détruisit réellement l'aristocratie terrienne et engendra une classe de petits propriétaires paysans numériquement importante et bien enracinée. Le taux de natalité dans la France du XIX^e siècle, anormalement bas en comparaison avec le reste de l'Europe, réduisit encore davantage l'excédent de main-d'œuvre nécessaire au développement d'une économie capitaliste industrielle. Avec les débuts de la révolution industrielle, sous le Second Empire de Louis Napoléon (1850-70), la classe dirigeante française opta délibérément pour l'importation à grande échelle de main-d'œuvre étrangère. Comme elle avait, à juste titre, peur d'une révolution sociale, la bourgeoisie voulait préserver les bastions du conservatisme social et politique qu'étaient les villages paysans traditionnels, sous la coupe de leurs curés.

La classe ouvrière française a ainsi été constituée en bonne partie d'immigrés venus d'Italie, d'Espagne, de Belgique, d'Allemagne du Sud et un peu plus tard de Pologne. Dans certaines périodes, le taux d'immigration a même dépassé celui des Etats-Unis. Beaucoup de membres et d'élèves du Front national ne seraient pas français aujourd'hui si le programme de Le Pen avait été appliqué à leurs grands-pères et à leurs arrière-grands-pères !

Jusqu'aux années 1930, la grande majorité de ces immigrants blancs, catholiques pour la plupart, s'assimilaient par mariage à la population française en l'espace d'une seule génération. Plusieurs facteurs contribuèrent à ce phénomène, unique dans l'histoire du capitalisme industriel européen. Premièrement, l'écrasante majorité des immigrants venaient de pays qui, comme la France, étaient traditionnellement catholiques. Ces pays n'étaient pas non plus des colonies ou des semi-colonies françaises. A la fin du XIX^e siècle, il n'y avait par conséquent pas entre les ouvriers immigrants italiens et les Français d'antagonismes de longue date analogues à ceux qui existaient à cette époque entre immigrants irlandais et Anglais, ou aujourd'hui en France entre Algériens et Français.

La bourgeoisie encouragea aussi fortement une politique assimilationniste. En 1889, année du centenaire de la Révolution française, une nouvelle loi accorda automati-

quement la citoyenneté à tous ceux qui étaient nés sur le sol français. Objectivement, cette loi était assurément progressiste, mais ses auteurs n'étaient aucunement mus par des idéaux démocratiques libéraux. Face au II^e Reich allemand nouvellement constitué, plus puissant et plus peuplé, la bourgeoisie française voulait enrôler les fils des ouvriers immigrants italiens et espagnols comme conscrits dans son armée.

Quoi qu'il en soit, le caractère cosmopolite de la classe ouvrière française renforça les forces de gauche. Cela apparut clairement avec l'affaire Dreyfus, à la fin des années 1890. La machination ourdie contre un officier juif par une cabale d'antisémites dans l'état-major provoqua une violente bipolarisation gauche-droite qui conduisit le pays au bord de la guerre civile. Le célèbre écrivain Emile Zola, qui joua un rôle efficace et courageux dans la défense de Dreyfus, était le fils d'un ingénieur italien immigré et d'une Française.

Guerre froide, « Etat providence » et immigration de masse en Europe occidentale

Pourquoi un grand nombre de non-Européens sont-ils venus s'installer en Europe au cours des dernières décennies ? Pourquoi les immigrants de la deuxième génération (jeunes d'origine magrébine et africaine en France, turque et kurde en Allemagne), dont beaucoup ne parlent même pas la langue du pays natal de leurs parents, ne se sont-ils pas assimilés massivement par mariages mixtes, comme l'avaient fait les enfants des ouvriers immigrants italiens ou espagnols en France à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e ? Pourquoi le racisme anti-immigré, depuis quelques années, domine-t-il de plus en plus la vie politique et sociale en Europe de l'Ouest ? Les réponses à ces questions ont leurs racines dans la division de l'Europe lors de la Guerre froide d'après 1945, division qui a pris fin avec la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe de l'Ouest était grosse d'une révolution sociale. L'Union soviétique avait acquis à nouveau un prestige considérable grâce à la victoire remportée par l'Armée rouge sur la Wehrmacht de Hitler, alors que de larges couches des bourgeoisies européennes s'étaient compromises en collaborant avec les forces d'occupation nazies. Les partis communistes européens, particulièrement en Italie et en France, avaient aussi accru leur autorité dans la classe ouvrière. Pour amadouer les masses travailleuses, avec l'aide indispensable des sociaux-démocrates et des staliniens (qui étaient entrés dans des gouvernements de « front populaire » avec des partis capitalistes), la bourgeoisie avait besoin de leur offrir quelque chose de beaucoup mieux que la crise économique de 1929 et la montée du fascisme des années 1930. En même temps, l'impérialisme américain encourageait et finançait des bureaucrates sociaux-démocrates des syndicats et des partis réformistes anticommunistes afin de cimenter l'alliance de l'OTAN contre le bloc soviétique. Telle est l'origine du système de programmes sociaux qu'on désigne sous le nom d'« Etat providence » – soins médicaux gratuits ou bon marché, retraites en partie financées par le gouvernement, allocations de chômage, quatre ou cinq semaines de congés payés, etc.

Dans les années 1960 et au début des années 1970, l'Europe de l'Ouest connut une nouvelle période d'instabilité politique, causée par une série de longues guerres coloniales



Workers Vanguard

Washington, 27 novembre 1982 – Quand le Ku Klux Klan fasciste voulut défilé dans la capitale, cinq mille militants syndicaux et jeunes noirs répondirent à l'appel de la Spartacist League/US à se mobiliser en masse pour stopper les fascistes.

perdus – Algérie, Vietnam, Angola, Mozambique. Une nouvelle génération d'ouvriers et d'étudiants combattifs apparut sur le devant de la scène, hostile aux partis sociaux-démocrates et staliniens pro-Moscou traditionnels. Dans les pays de l'Europe latine, cette période de radicalisation atteignit son point culminant avec les crises prérévolutionnaires des événements de mai-juin 1968 en France et de l'« Automne chaud » italien l'année suivante, et plus tard avec la Révolution portugaise de 1974-75. Pour restabiliser l'ordre bourgeois sur le flanc sud de l'OTAN, des concessions supplémentaires furent faites à la classe ouvrière, et la social-démocratie fut délibérément renforcée dans cette région du monde.

De la fin des années 1940 à la fin des années 1970, les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest ont acheté la paix sociale et intégré les bureaucraties réformistes (social-démocrates et staliniennes) en acceptant un *taux d'exploitation inférieur* à la norme historique. C'est précisément pourquoi il devenait de plus en plus difficile et moins économique d'employer des ouvriers ouest-européens de souche aux échelons les plus bas du marché du travail, pour le type d'emplois qu'occupaient jadis de jeunes paysans juste arrivés de la campagne. Pour inciter de jeunes Allemands de l'Ouest, de jeunes Français ou de jeunes Néerlandais à travailler comme manœuvres non qualifiés, en particulier dans des boulots durs, salissants, dangereux ou considérés comme dégradants (par exemple comme domestiques), il aurait fallu porter le niveau général des salaires et des prestations sociales à un niveau incompatible avec la rentabilité. Dans les années 1960, les jeunes Allemands de l'Ouest n'acceptaient tout simplement pas de travailler comme éboueurs ou comme ouvriers d'entretien. Même aujourd'hui, on peut encore trouver une telle attitude dans les pays les plus retardataires du sud de l'Europe. Un responsable gouvernemental à Rome déclarait ainsi : « Aujourd'hui, les cuisiniers sont égyptiens et les bonnes philippines. Il y a des boulots que les Italiens ne veulent plus faire » (*New York Times*, 8 septembre 1994).

Une relative prospérité, les avantages sociaux de l'« Etat providence » et l'élévation du niveau culturel en Europe de l'Ouest après 1945 ont aussi amené des changements importants dans la vie sociale et les conditions démographi-

ques. Les femmes, qui traditionnellement restaient à la maison et qui étaient dépendantes de leurs maris, commencèrent à travailler. Le taux de natalité diminua fortement, même dans des pays traditionnellement catholiques comme l'Italie. Il y a aujourd'hui davantage d'Italiens de plus de soixante-cinq ans que de moins de quinze ans. Ainsi, l'impact économique du coût plus élevé de la main-d'œuvre ouest-européenne était encore renforcé par une réduction de l'offre de cette main-d'œuvre. Faute de pouvoir avoir un chômage de masse et de longue durée et de pouvoir lancer une offensive politique contre l'« Etat providence », le capitalisme d'Europe de l'Ouest ne put réussir à maintenir un taux d'exploitation acceptable qu'en important à grande échelle de la main-d'œuvre des pays pauvres.

La Guerre froide a aussi indirectement déterminé que ces pays pauvres seraient de plus en plus des néocolonies du tiers monde, en particulier les régions traditionnellement musulmanes d'Afrique du Nord et d'Anatolie. Avant la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe de l'Est était une source importante de main-d'œuvre étrangère pour la moitié occidentale, plus développée, du continent. Dans les années 1920-30, par exemple, une grande partie des mineurs de charbon du Nord de la France et de Belgique étaient polonais.

L'industrialisation rapide des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est après 1945, sur la base d'économies planifiées et collectivisées, a absorbé les jeunes paysans et les jeunes chômeurs des villes qui, dans les générations précédentes, auraient travaillé en Europe de l'Ouest ou émigré aux Etats-Unis. Comme les régimes staliniens cherchaient à maximiser la production nationale (et non le taux de profit), ils empêchaient aussi l'émigration par des mesures de contrôle d'Etat policier. L'Europe de l'Est, à l'exception de la Yougoslavie, a ainsi cessé d'être une source de main-d'œuvre étrangère bon marché pour le capitalisme d'Europe de l'Ouest, jusqu'à ce que la contre-révolution s'abatte sur cette région du monde, en 1989-91.

Les premières vagues d'immigration ouvrière en Europe de l'Ouest venaient des pays européens plus pauvres – Irlandais en Grande-Bretagne, Espagnols et Portugais en France, Italiens, Grecs et Yougoslaves en Allemagne de l'Ouest. Mais les effets combinés de la croissance

économique, de l'amélioration du niveau de vie et de la chute du taux de natalité dans ces pays réduisirent leurs réserves de main-d'œuvre exportable. Dans les années 1960, les néocolonies du tiers monde étaient devenues la principale source de main-d'œuvre importée en Europe de l'Ouest – Caraïbes et Asie du Sud dans le cas de l'Angleterre, Afrique du Nord et Afrique occidentale dans le cas de la France et Turquie dans celui de l'Allemagne de l'Ouest. Était ainsi introduite en Europe de l'Ouest une importante population qui n'était ni blanche ni chrétienne.

Après l'entrée en récession de l'économie mondiale en 1974-75, la plupart des gouvernements d'Europe de l'Ouest prirent des mesures pour réduire le flux d'immigration des travailleurs étrangers. L'Allemagne de l'Ouest, par exemple, limita l'immigration au regroupement familial et à quelques professions et qualifications particulières. Le gouvernement de Bonn offrit même, sans grand succès, un pécule aux ouvriers turcs pour qu'ils retournent en Anatolie. Depuis le milieu des années 1970, les enfants nés en Europe de familles immigrées sont la principale source de croissance de la population « immigrée ». En Grande-Bretagne, par exemple, le taux d'immigration est pratiquement égal à zéro depuis de nombreuses années, et la moitié des deux millions et demi de personnes considérées comme appartenant à des minorités raciales sont nées dans le pays.

Ces jeunes de la deuxième génération fréquentent des écoles européennes, ont pour première et souvent seule langue l'anglais, le français, l'allemand, le néerlandais, etc. Ils ont grandi en regardant à la télévision des émissions et des films européens ou américains. Les enfants de parents pakistanais en Grande-Bretagne seraient des étrangers à Karachi. Mais bien que ces immigrés de la deuxième génération soient culturellement des Européens, ils n'ont pas été assimilés par un grand nombre de mariages mixtes dans la population blanche européenne au milieu de laquelle ils vivent.

Au racisme qui imprègne la société européenne s'ajoute la division entre chrétiens et musulmans. Certes, beaucoup des jeunes Arabes ou Turcs de la deuxième génération en Europe de l'Ouest, si ce n'est la plupart d'entre eux, ne sont pas pratiquants. C'est également vrai des jeunes Français ou des jeunes Allemands. Mais la décision de se marier avec une personne appartenant à un autre groupe racial ou religieux signifie habituellement pour le jeune couple le risque de se couper des deux familles. Les mariages mixtes sont donc par conséquent peu fréquents, et les couples mixtes qui se constituent subissent des pressions sociales de différents côtés, avec un taux élevé de divorces. En 1990, en Allemagne, *seulement 1%* des enfants nés de mère turque avaient un père allemand de souche. Le taux de mariages mixtes est beaucoup plus élevé en France, qui a traditionnellement une attitude plus libérale vis-à-vis des questions raciales. En 1990, en France, un quart des enfants nés de mère algérienne avaient des pères français de souche. Néanmoins, il y a aujourd'hui une tendance générale dans la société française qui va à l'encontre de l'intégration de la communauté maghrébine, si l'on fait par exemple la comparaison avec l'assimilation, par le passé, des immigrés polonais, qui (quoique comprenant une composante juive) étaient « blancs ».

La société bourgeoise française se vante de ce que la France n'est pas raciste, au sens américain d'une discrimination basée sur la couleur de peau. Ceux qui s'assimilent

à la « culture française », explique-t-on, seront acceptés comme français. C'est l'argumentaire « laïque » qui sert de justification à des mesures *racistes*, comme l'exclusion de jeunes filles d'établissements scolaires parce qu'elles portent le *hidjeb*. Un obstacle particulier à l'assimilation est que dans ce pays le racisme est aussi un héritage du colonialisme. Les anciens colonisés, que la bourgeoisie a toujours considérés comme des sous-hommes à « civiliser » à coups de fusil, de Bible et de *Marseillaise*, forment aujourd'hui l'essentiel de « sa » main-d'œuvre immigrée. Et l'oppression raciste antimaghrébine est exacerbée encore par la haine que la bourgeoisie voue au peuple algérien qui a vaincu l'impérialisme français et arraché son indépendance nationale en 1962.

Au cours des huit dernières années, il y a eu en France, à plusieurs reprises, des manifestations massives et ethniquement intégrées de la jeunesse, dans lesquelles les jeunes « Français » et les jeunes « immigrés » ont protesté ensemble contre les crimes commis par la police et les mesures prises par la bourgeoisie pour réduire le budget de l'enseignement et introduire un sous-salaire minimum pour les jeunes travailleurs. Mais la gauche française, qui est encore tout à fait capable de rassembler des dizaines de milliers de personnes pour protester contre des essais nucléaires, ne bouge en général pas le petit doigt pour protester quand des cohortes de flics envahissent le métro pour « contrôler l'identité » de tous ceux qui ont la peau foncée.

Les populations d'origine immigrée étant de plus en plus isolées et en butte à la terreur policière, les jeunes de la deuxième génération connaissent un taux de chômage astronomique et sont mis au ban de la société comme « délinquants ». L'oppression raciste engendre en effet directement la ségrégation et une réaction défensive de repli sur soi de la communauté maghrébine, renforçant ainsi l'emprise de la religion et d'autres valeurs « traditionnelles ». Ainsi, les jeunes d'origine immigrée à qui l'on conseille avec condescendance de s'« assimiler » sont en fait rejetés par l'indifférence et l'oppression racistes dans les bras de leur famille. Beaucoup d'entre eux, surtout les jeunes femmes, préféreraient sans doute, si on leur donnait le choix, s'intégrer à une société égalitaire, pluraliste et antiraciste.

Malgré les différences entre pays européens, l'existence d'importantes communautés de non-Européens à la peau foncée dans le système d'Etats-nations bourgeois d'Europe de l'Ouest est maintenant un fait social fondamental. Et ces communautés sont devenues la cible principale de la réaction bourgeoise attisée par la contre-révolution capitaliste dans l'ex-bloc soviétique.

Pour une lutte prolétarienne contre le racisme anti-immigré !

Dans les années 1980, les bourgeoisies européennes se sont efforcées d'augmenter un taux d'exploitation devenu inacceptablement bas en comparaison aux normes mondiales. Tandis qu'en Grande-Bretagne le régime de Thatcher s'est attaqué de front à l'« Etat providence » et au mouvement syndical, en Europe continentale l'offensive antiouvrière s'est d'abord manifestée au niveau de l'emploi. Les capitalistes ont tout simplement diminué les embauches des jeunes arrivant sur le marché du travail, en prétendant que le coût des salaires et des prestations sociales imposées par l'Etat les empêchait d'être compétitifs vis-à-vis des

Américains et des Japonais. Le chômage de masse, en particulier celui des jeunes, est une des principales caractéristiques des économies d'Europe de l'Ouest depuis l'entrée en récession de l'économie mondiale en 1982-83.

La France des années 1980, en particulier, est la preuve claire et incontestable de l'impuissance du réformisme social-démocrate face au marché capitaliste national et international. Le pays avait un président social-démocrate, François Mitterrand, et les socialistes étaient le parti dominant et par moments même le seul parti au gouvernement. Cependant, le taux de chômage a dépassé de loin les niveaux atteints lors des trois décennies précédentes sous des gouvernements de droite. Le taux de chômage, qui était de 6% quand Mitterrand est entré à l'Élysée en 1981, est monté à plus de 10% à la fin des années 1980 et a continué à augmenter pendant les années 1990.

Loin de protéger les intérêts économiques de la classe ouvrière, les politiciens travaillistes et « socialistes » sont les bénéficiaires de l'« austérité » antiouvrière : la bourgeoisie leur remet les appareils du pouvoir gouvernemental précisément quand elle veut qu'ils désamorcent la résistance ouvrière à ses attaques. Comme le promettait aux banquiers David Dinkins, l'ex-maire noir de New York, les travailleurs « l'accepteront venant de moi ».

En même temps, les capitalistes d'Europe de l'Ouest utilisent les ouvriers immigrés pour contenir et même réduire le coût de la main-d'œuvre, souvent en ne respectant pas la législation du travail et les règles de sécurité. Beaucoup de travailleurs étrangers, et particulièrement les « clandestins », sont embauchés « au noir » et ne bénéficient donc d'aucune protection sociale (sécurité sociale, allocations de chômage et retraites). Au milieu des années 1980, Günter Wallraff, un journaliste ouest-allemand de gauche, se déguisa en *Gastarbeiter* turc (« Ali ») et raconta son expérience dans le livre *Tête de Turc*. Dans un de ses boulots, Wallraff/Ali et ses camarades *Gastarbeiter* furent non seulement forcés de travailler quotidiennement deux quarts d'affilée, mais on leur fit nettoyer de la poussière de coke dans des installations sidérurgiques sans masques ni casques. Depuis, Wallraff souffre de lésions chroniques des bronches.

La montée du chômage parmi la jeunesse d'Europe de l'Ouest va de pair avec la surexploitation brutale des travailleurs immigrés à la peau foncée. En l'absence de partis révolutionnaires, c'est-à-dire authentiquement communistes, capables d'unifier la classe ouvrière dans la lutte contre les ravages du capitalisme, les fascistes et d'autres forces d'extrême droite ont profité de la détérioration de la situation économique et sociale en Europe de l'Ouest. L'Autrichien Jörg Haider, par exemple, dont le Parti de la liberté a obtenu plus de 20% des voix dans les dernières élections, organise des rassemblements avec d'anciens SS, vante la « juste politique de l'emploi » de Hitler et appelle les camps de la mort, comme celui d'Auschwitz, des « camps de redressement ». Une de ses formules favorites est : « Il y a cent quarante mille Autrichiens au chômage » et « cent quatre-vingt mille étrangers ». De même, un dirigeant du Front national français déclarait récemment au journaliste américain Mark Hunter : « Si le chômage diminue, c'en est fini de nous » (*New York Times Magazine*, 21 avril 1996). Il y a dans cette affirmation, malheureusement trop simpliste, un important élément de vérité.

Il est courant dans la gauche européenne de mettre la vague montante de racisme anti-immigré sur le compte de

la démagogie des groupes d'« extrême droite ». Mais les fascistes ne font qu'exprimer ouvertement, sans fard et avec violence, les *intérêts économiques et politiques* des classes dirigeantes européennes dans la conjoncture actuelle. Le capital européen n'a plus besoin aujourd'hui d'importer de la main-d'œuvre supplémentaire des pays du tiers monde, alors que les jeunes de la deuxième génération sont économiquement superflus et considérés comme une source de troubles sociaux. Pour la première fois depuis des décennies, les jeunes Français et les jeunes Allemands, confrontés à un chômage persistant, sont prêts à occuper le genre d'emploi que seuls des Arabes, des Africains noirs, des Turcs ou des Kurdes auraient accepté il y a quelques années. De plus, la contre-révolution capitaliste dans le bloc soviétique a ouvert une nouvelle zone d'exploitation importante pour l'impérialisme européen, et en particulier pour l'impérialisme allemand. Il y a quelques années, Tyll Neckar, porte-parole des industriels allemands, s'exclamait : « Pour la première fois, nous avons juste à notre porte, en Europe de l'Est, un vaste réservoir de main-d'œuvre bon marché et hautement qualifiée. » Au lieu d'importer de la main-d'œuvre de Turquie, l'industrie allemande exporte des capitaux pour exploiter la main-d'œuvre en République tchèque, en Hongrie, en Pologne, etc.

Comme nous l'avons fait remarquer, l'origine de l'« Etat providence » social-démocrate et la raison de son maintien étaient que l'impérialisme européen avait besoin de s'assurer du soutien ou au moins de la neutralité de ses classes ouvrières pour la Guerre froide contre l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, les bourgeoisies européennes sabrent dans ces dépenses sociales superflues et s'appliquent à maximiser le taux d'exploitation, dans le cadre d'une concurrence féroce avec les Etats-Unis et le Japon. La démagogie et la terreur anti-immigrées sont utilisées pour *diviser et détourner* la classe ouvrière de la lutte unie contre l'offensive capitaliste actuelle.

La plupart des sociaux-démocrates ont abandonné leurs prétentions humanitaires sur la question immigrée et rivalisent de démagogie chauvine avec la droite. Portée au pouvoir en 1981, la « gauche » française, confrontée aux grèves des ouvriers immigrés de l'automobile au début des années 1980, ne fut pas longue à prendre une série de répugnantes mesures racistes. En 1988, Mitterrand déclarait, à propos de l'immigration, que la France avait « atteint le seuil de tolérance ». Et, en 1993, les sociaux-démocrates allemands se sont joints aux chrétiens-démocrates pour éliminer dans les faits le droit d'asile politique inscrit dans la constitution ouest-allemande d'après-guerre. Quelques nuits plus tard, les fascistes fêtaient l'événement en incendiant un immeuble habité par des familles turques dans une ville de la Ruhr, tuant cinq femmes et enfants. La lutte contre le racisme anti-immigré ne doit pas être seulement menée avec combativité contre les fascistes, mais aussi au niveau politique contre les dirigeants réformistes traîtres du mouvement ouvrier.

Pour employer la terminologie marxiste classique, les partis réformistes expriment les intérêts immédiats et la conscience bourgeoise de l'« aristocratie ouvrière » – les couches du prolétariat les plus blanches et les plus qualifiées, et en particulier la bureaucratie du mouvement ouvrier. Et cela se manifeste le plus clairement dans leur prostration devant l'hystérie anti-immigrée. Le SPD allemand se considère comme le représentant des ouvriers du groupe

majoritaire, mais certainement pas des ouvriers turcs et kurdes qui n'ont même pas le droit de vote. Les syndicats bureaucratisés en France étaient bien contents de pouvoir utiliser la non-participation des ouvriers du « secteur privé » de l'industrie (où il y a beaucoup d'immigrés) comme excuse pour mettre fin à la vague de grèves de décembre dernier; d'ailleurs ils n'ont jamais cherché à organiser des syndicats forts et combatifs pour en finir avec la situation qui prévaut dans des industries comme les entreprises privées de l'automobile où sont quasi absents les syndicats et qui sont dominées par des « syndicats-maisons ».

Les intérêts des travailleurs et des minorités sont défendus ensemble ou desservis ensemble. Au milieu et à la fin des années 1950, la CGT de Renault-Billancourt organisait une partie importante des ouvriers de l'usine (à la différence du syndicalisme « minoritaire » d'aujourd'hui). La trahison social-patriote pure et simple de la lutte anticoloniale en Algérie par le Parti communiste, qui s'est aligné sur l'impérialisme français quand celui-ci réprimait les masses algériennes dans le sang, a porté un coup terrible à la conscience de classe et aux sympathies communistes des ouvriers algériens en France, qui constituaient la majorité des travailleurs de Billancourt. Le PCF confirma sa trahison quand le siège de *l'Humanité* ferma ses portes aux Algériens qui essayaient d'échapper aux balles et aux matraques lors de l'attaque perpétrée par la police contre la manifestation pour l'indépendance de l'Algérie en octobre 1961 à Paris, une répression qui fit des centaines de morts.

Les ouvriers immigrés d'usines comme Talbot, en grève pendant l'hiver 1983-84, furent le fer de lance de la lutte de classe pour défendre les intérêts économiques de toute la classe ouvrière. Mais la bureaucratie les laissa totalement isolés. Les conséquences de cette trahison en termes de division de la classe ouvrière restent présentes dans la conscience du prolétariat. Lorsqu'une direction refuse de lutter pour défendre les couches qui subissent une oppression spécifique, la conséquence en est, entre autres, des syndicats faibles qui ne défendent les intérêts d'aucun de leurs membres, ainsi qu'un climat politique dominé par des argumentations racistes dans la bouche des politiciens de « gauche » comme de droite.

Les traîtres réformistes, qui commencent toujours par accepter les limites de ce que le capitalisme raciste déclare « possible » (autrement dit rentable), sont plus que prêts à concurrencer la droite pour les attaques chauvines contre les minorités. Et à leur traîne, il y a beaucoup de groupes « d'extrême gauche » qui, lorsqu'ils ne font pas écho aux mots de code racistes de la bourgeoisie, comme « drogue », « criminalité » et « terrorisme » ou aux appels empoisonnés de la bureaucratie contre les ouvriers étrangers qui « nous volent nos emplois », se contentent d'exhortations « antiracistes » abstraites qu'ils ne font rien pour mettre en pratique, par exemple dans les syndicats où ils ont de l'influence. Leur moralisme creux s'accorde, bien commodément, avec l'hypocrisie des grands partis réformistes qui n'hésitent pas à organiser des manifestations de masse pour la « tolérance »... après que le consensus raciste auquel ils participent a encouragé les terroristes fascistes à incendier les foyers d'immigrés et tuer hommes, femmes et enfants.

Il n'y a pas de compromis possible entre d'un côté le programme internationaliste dont le prolétariat a besoin pour lutter pour le pouvoir, y compris pour mener des luttes défensives à l'époque impérialiste, et de l'autre l'accepta-

tion du poison du racisme qui divise la classe ouvrière et ne sert que les exploités bourgeois. Nous, trotskystes révolutionnaires de la Ligue communiste internationale, nous sommes faits activement les champions des immigrés en combattant pour les pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici, quelle que soit la manière dont ils ont réussi à entrer dans le pays. La section française de la LCI, la Ligue trotskyste, lutte pour organiser des mobilisations ouvrières/immigrées de masse pour mettre en échec les provocations fascistes; et, en 1993, à Paris, elle a fait une campagne de propagande auprès du mouvement ouvrier pour une mobilisation de masse afin de défendre le XVIII^e arrondissement mis en état de siège policier; l'Etat raciste y avait envoyé une armada de flics écraser une révolte de la jeunesse qui s'était mobilisée après qu'un jeune Zaïrois eut été abattu dans un commissariat. Pendant les grèves de décembre dernier, les militants de la Ligue trotskyste dans le secteur public ont exigé que leurs syndicats luttent contre l'interdiction raciste qui est faite aux immigrés de travailler dans la fonction publique.

Seule une nouvelle direction révolutionnaire – un parti prolétarien trotskyste – pourra unifier la classe ouvrière contre l'ennemi de classe et son système raciste. Seul un tel parti peut gagner au camp de la révolution les ouvriers immigrés et la nouvelle génération de jeunes militants. Des milliers de jeunes à travers l'Europe ont cherché à défendre les immigrés et les jeunes de la deuxième génération; beaucoup se veulent « anarchistes » par dégoût du chauvinisme et de l'indifférence des partis se réclamant du « socialisme » et du « communisme ».

L'indifférence à l'oppression raciale est la conséquence directe d'une perspective de *collaboration de classes*. La méthode fondamentale des réformistes est de chercher des alliés dans un secteur ou un autre de « leur » bourgeoisie nationale (cette année, en France, le PCF tente de constituer un bloc avec la bourgeoisie « anti-Maastricht »). Ils ne cherchent pas en tous cas des alliés dans les couches de la classe ouvrière qui sont victimes d'une oppression spécifique. Par contre, nous, révolutionnaires prolétariens, ne sommes pas aveuglés et corrompus par la recherche d'« amis » chez l'ennemi de classe. Nous savons qui sont nos amis.

Il y a d'importantes différences entre, d'une part, la condition et le rôle des Noirs aux Etats-Unis et, d'autre part, les communautés immigrées non européennes en Europe de l'Ouest. Mais la lutte pour surmonter les divisions raciales et ethniques est stratégiquement centrale pour une direction communiste de la classe ouvrière et de ses alliés dans toutes les régions du monde capitaliste. Comme nous l'écrivions il y a vingt ans dans « West Europe's Imported Labor: A Key to Revolution »:

« Tout comme parvenir à l'unité raciale est central pour la conscience ouvrière aux Etats-Unis, l'intégration des ouvriers étrangers dans le mouvement ouvrier organisé est aujourd'hui cruciale pour renforcer la conscience internationaliste du prolétariat français et allemand. A l'inverse, la politique contre les ouvriers étrangers est maintenant l'axe principal de la réaction en Europe de l'Ouest. Quand le groupe fasciste français "Ordre nouveau" a récemment voulu réaffirmer sa présence publique, il l'a fait en organisant un rassemblement pour l'expulsion des travailleurs étrangers. La lutte contre l'oppression des travailleurs étrangers est en même temps cruciale pour gagner le prolétariat d'Europe de l'Ouest à l'internationalisme socialiste. » ■

Trotskyisme et lutte des Noirs aux Etats-Unis

En défense de l'intégrationnisme révolutionnaire

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 49-50, HIVER 1993-94

En février 1993, *Bulletin in Defense of Marxism (BIDOM)* publiait un article intitulé « Revolutionary Integrationism and Black Liberation » [Intégrationnisme révolutionnaire et libération des Noirs] et écrit par Peter Johnson, ancien dirigeant de la Revolutionary Workers League (RWL) et actuellement dirigeant d'un tout petit groupe centriste américain, la Trotskyist League (TL). La TL fait partie de l'« Opposition trotskyste internationale », une fraction du Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel. Aujourd'hui, *BIDOM* paraît en tant que journal socialiste indépendant, en « solidarité fraternelle » avec le SU. Mais, dans le passé, c'était l'organe de la Fourth Internationalist Tendency (FIT), qui s'est liquidée en 1992 quand la plupart de ses membres ont rejoint le Fourth Internationalist Caucus of Solidarity.

Dans son numéro de février 1993, *BIDOM* déclare, dans

une « Note de la rédaction », que les « socialistes discutent et débattent depuis de longues années de la question de comment comprendre au mieux le nationalisme noir et ses rapports avec le combat socialiste » et annonce que « les questions soulevées sont importantes et seront certainement discutées dans les prochains numéros ». Dans les cinq mois qui ont suivi, *BIDOM* a publié une demi-douzaine d'autres articles dans le cadre d'une discussion sur ce qui est connu dans le mouvement marxiste sous le nom de la « question noire » aux Etats-Unis.

Le texte qui suit est adapté d'un article que Lynn Wallace, de la Spartacist League/US, a soumis à la discussion et que *BIDOM* n'a pas jugé bon de publier.

* * * * *

La lutte pour libérer les Noirs de l'oppression raciale aux Etats-Unis est une question stratégique centrale pour la révolution socialiste américaine. La stratégie à suivre pour la libération des Noirs est débattue dans le mouvement



Detroit News

Des ouvriers se précipitent hors d'une usine automobile Chevrolet à Detroit au début d'une grève, lors de la vague de grèves sauvages du milieu des années 1940. L'organisation des ouvriers noirs dans le syndicat de l'automobile United Auto Workers forgea l'unité dans la lutte et empêcha les patrons d'utiliser les Noirs qui venaient d'émigrer du Sud comme briseurs de grève. L'organisation des syndicats industriels du CIO et leur caractère racialement intégré ont beaucoup fait pour abattre les barrières et les préjugés raciaux.

Libération des Noirs par la révolution socialiste !

marxiste depuis le début des années 1920, date à laquelle l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky a commencé à pousser les premiers communistes américains à la traiter comme une question spécifique, distincte de la lutte de classe en général tout en en étant partie intégrante. Comme l'écrivait James P. Cannon en 1962 dans *The First Ten Years of American Communism* [Les dix premières années du communisme américain]:

« Les communistes américains des premières années, sous l'influence et la pression des Russes du Comintern, apprirent lentement et péniblement à changer leur attitude; à assimiler la nouvelle théorie de la question noire comme une question *spécifique* de double exploitation de citoyens de deuxième classe, qui nécessite un programme de revendications spécifiques faisant partie du programme général – et à commencer d'agir en conséquence [...].

« Tout ce qui était nouveau et progressiste sur la question noire venait de Moscou, après la Révolution de 1917, et comme conséquence de cette révolution – non seulement pour les communistes américains qui ont réagi directement mais pour tous ceux qui étaient concernés par la question. »

Dans son numéro de février 1993, *BIDOM* a publié un article de discussion intitulé « Revolutionary Integrationism and Black Liberation », écrit par Peter Johnson. Il prétend défendre l'intégrationnisme révolutionnaire, la théorie que Richard S. Fraser formula et pour laquelle il se battit dans le Socialist Workers Party (SWP) dans les années 1950 et au début des années 1960. Dick Fraser (dont le pseudonyme était Richard Kirk) était un organisateur, un militant syndical et un journaliste. Il était un intellectuel et un éducateur en grande partie autodidacte. Fraser, qui adhéra au mouvement trotskyste en 1934, fut un membre fondateur du SWP et siégea à son comité national de 1940 à 1966.

Peter Johnson est un ex-dirigeant de la Revolutionary Workers League (RWL) et dirige maintenant une scission de cette organisation, la Trotskyist League. Son article est une distorsion, historique et politique, de l'intégrationnisme révolutionnaire. L'intégrationnisme révolutionnaire est un *programme* pour construire le parti révolutionnaire et pour *intervenir dans la réalité sociale afin de changer la société*. La préoccupation dominante de Dick Fraser était de forger un programme qui toucherait les ouvriers, noirs et blancs, et qui, sous la direction d'un parti d'avant-garde léniniste, les unirait dans un combat commun contre l'exploitation et l'oppression. Il a très fortement et éloquemment argumenté, dans un texte soumis au débat interne du SWP en 1945, que les Noirs aux Etats-Unis ne constituent pas une nation et a démolit les arguments favorables à la position équivoque du SWP de l'époque sur la possibilité qu'une nation noire se développe dans l'avenir (« For the Materialist Conception of the Negro Struggle » [Pour la conception matérialiste de la lutte des Noirs], reproduit dans le *Marxist Bulletin* n° 5 [nouvelle édition] de la Spartacist League, « What Strategy for Black Liberation? Trotskyism vs. Black Nationalism » [Quelle stratégie pour la libération des Noirs? Trotskysme contre nationalisme noir]). La question noire est une question d'*oppression raciale* – unique en son genre et distincte de l'oppression nationale. Ce qui caractérise la lutte nationale, c'est la volonté de *résister* à l'assimilation forcée dans la nation dominante. Pour la lutte des Noirs, c'est l'inverse. La bourgeoisie américaine perpétue consciemment et délibérément la séparation raciale. Et inversement, comme Fraser le fait remarquer dans ses exposés de 1953 intitulés « The Negro Struggle and the Proletarian Revolution » [La lutte des Noirs et la révolution



W.K. Ross

James P. Cannon, membre fondateur et dirigeant du premier plan du Parti communiste américain puis du mouvement trotskyste aux Etats-Unis. Il se détend ici avec son chien Wong.

prolétarienne], « les progrès élémentaires accomplis par les Noirs pendant toute la période-historique allant de la fondation de l'abolitionnisme dans les années 1830 à aujourd'hui ont été réalisés dans la lutte contre la séparation et essentiellement pour le droit de s'assimiler à la société américaine ». Le principal axe du combat des Noirs a historiquement été *pour l'assimilation* et contre la séparation raciale.

Dans leur majorité, les Noirs des Etats-Unis ne se sont jamais considérés comme une nation séparée. Fraser comprenait que lorsqu'un sentiment nationaliste apparaît dans la population noire, c'est en réaction à une défaite – comme ce fut le cas avec le mouvement dirigé par Marcus Garvey, qui atteignit son apogée au moment où le Ku Klux Klan sévissait le plus, au début des années 1920. Ce fut aussi le cas après que le mouvement pour les droits civiques se fut retrouvé dans une impasse au milieu des années 1960, lorsque, après avoir gagné l'égalité juridique formelle, il a été confronté aux réalités *économiques* de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Le nationalisme noir aux Etats-Unis, tant aujourd'hui qu'historiquement, signifie la *ségrégation des Noirs* – c'est une *adaptation au statu quo* raciste du « séparé et inégal » imposé par la classe dominante capitaliste et c'est renoncer à combattre ce *statu quo*. Et cela s'exprime de façon typique dans le slogan de « contrôle de la communauté noire par les Noirs » repris par certaines couches de la petite-bourgeoisie noire qui désirent exploiter « les siens » elles-mêmes (par exemple les projets de « capitalisme noir » de Louis Farrakhan aujourd'hui).

Le trotskysme et la question noire

Le débat sur la question noire dans le mouvement trotskyste a commencé à la conférence de fondation de la Communist League of America (CLA), formée par des partisans de Trotsky qui avaient été exclus en 1928 du Parti communiste stalinisé. Il fut décidé, après un débat à la conférence sur le mot d'ordre de droit à l'autodétermination, de ne rien entreprendre avant qu'une discussion plus approfondie puisse avoir lieu dans la CLA « étant donné l'importance profonde de cette question ». Lorsque la CLA

put envoyer un de ses dirigeants, Arne Swabeck, discuter en Turquie avec Trotsky en 1933, la question noire aux Etats-Unis était à l'ordre du jour. Swabeck argumenta contre le mot d'ordre du PC d'« autodétermination dans la ceinture noire » (un chapelet de comtés à majorité noire éparpillés dans le Sud profond des Etats-Unis); il affirma que la question raciale était partie intégrante de la question de classe et que la revendication principale devrait être pour la pleine « égalité sociale, politique et économique » pour les Noirs. On peut supposer que Swabeck exprimait la position majoritaire de la direction de la CLA. Trotsky, lui, sur la base de son expérience de la question nationale en Europe, tendait à être en faveur du mot d'ordre d'autodétermination. Mais il reconnaissait qu'il n'avait pas étudié la question et se demandait par exemple si les Noirs du Sud n'avaient pas leur propre « langue noire » étouffée. Il faut noter que James P. Cannon (dirigeant principal de la CLA), dans la période qui précéda la conférence de fondation de cette organisation, se prononçait également pour le mot d'ordre d'autodétermination, comme il l'a indiqué dans une lettre à Albert Glotzer en avril 1929. A l'évidence, dans la direction de la CLA, la discussion s'était poursuivie et la plupart des dirigeants avaient déjà adopté une position intégrationniste et antinationaliste lorsque Swabeck discuta avec Trotsky. C'était en tout cas la ligne du long document « Communism and the Negro » [Le communisme et les Noirs] écrit par Max Shachtman au début de 1933. Un exemplaire de ce document fut envoyé à Trotsky (on peut le trouver dans les archives Trotsky de Harvard). Malheureusement, le document de Shachtman ne fut ni diffusé ni discuté largement en dehors de la direction de la CLA.

Ce à quoi Trotsky tenait principalement, c'était que la CLA s'adresse sérieusement à la question et qu'elle ne capitule pas devant la conscience arriérée de certaines couches de la classe ouvrière américaine. Il comprenait que sans une telle orientation il ne serait pas possible de faire une révolution aux Etats-Unis. Comme il l'expliqua plus

**Prinkipo,
Turquie, mai
1933 – De
gauche à
droite, debout:
Léon Trotsky,
Arne Swabeck,
Pierre Frank;
assis: Jean
van Heijenoort,
Rudolf Klement.**



Harvard University Press

tard, en 1939, lors d'un débat, « nous devons dire aux éléments conscients noirs que le développement historique les appelle à devenir l'avant-garde de la classe ouvrière [...]. Si nous dans le SWP ne sommes pas capables de trouver le chemin qui conduit à cette couche, nous ne valons rien du tout. La révolution permanente et tout le reste ne seraient que mensonge. » Malheureusement, cette discussion, qui eut lieu à l'intérieur de la CLA au début des années 1930, fut remise à plus tard et ce n'est qu'en 1939, lors du deuxième congrès du SWP, que les trotskystes adoptèrent une position formelle sur la question noire.



Mike Theiler



Eve Arnold

Le dirigeant de la Nation de l'Islam Louis Farrakhan, un démagogue qui prêche le « capitalisme noir », dit aux Noirs de s'en sortir par eux-mêmes face à l'horrible oppression qu'ils subissent sous le capitalisme. Farrakhan dénonce la violence « des Noirs contre d'autres Noirs » et passe sous silence la terreur raciste des flics et des fascistes. A droite, la délégation de l'American Nazi Party à une réunion de la Nation de l'Islam en 1961. Ces deux organisations ont en commun l'antisémitisme et une idéologie ségrégationniste.

Ce qui sortit du congrès de 1939 était contradictoire. On adopta deux résolutions sur la question noire écrites par le dynamique intellectuel noir, originaire des Caraïbes, C.L.R. James (J.R. Johnson). La première, «The SWP and Negro Work» [Le SWP et le travail noir], déclarait que «tout le passé historique [des Noirs] les destinait à être, avec une direction adéquate, l'avant-garde même de la révolution prolétarienne». Elle critiquait «la négligence vis-à-vis du travail noir et de la question noire» et mettait en garde que «si le SWP ne trouve pas la voie qui conduit aux masses des déshérités [...], le parti allait nécessairement dégénérer». La seconde résolution, «The Right of Self-Determination and the Negro in the United States of America» [Le droit à l'autodétermination et les Noirs dans les Etats-Unis d'Amérique du Nord], argumentait qu'il était théoriquement possible qu'on assiste à l'éveil d'une conscience nationale et qu'un «Etat noir» soit massivement revendiqué. Elle laissait explicitement ouverte la question de savoir si les Noirs des Etats-Unis sont une minorité nationale à laquelle le mot d'ordre d'autodétermination s'appliquerait, mais elle promettait de soutenir ce droit si la situation évoluait en ce sens.

Les résolutions de 1939 furent un tournant dans la reconnaissance de l'importance de la question noire, et le travail noir du SWP prit bientôt de l'ampleur. Heureusement, le fond de la résolution sur l'autodétermination fut en fait ignoré (les résolutions ne furent d'ailleurs publiées dans leur intégralité qu'au début des années 1960), car son esprit nationaliste allait manifestement à l'encontre des impulsions intégrationnistes que les ouvriers noirs avaient déjà démontrées en entrant en masse dans les nouveaux syndicats industriels du Congress of Industrial Organizations (CIO). Et dans la pratique, le travail du SWP dans les années 1940 était profondément intégrationniste. Le livre *Fighting Racism in World War II* [La lutte contre le racisme dans la Deuxième Guerre mondiale] montre l'ampleur et la profondeur du travail d'agitation du SWP ainsi

«Un programme concret pour abattre Jim Crow»: une brochure du SWP contre la ségrégation («Jim Crow») rédigée par Charles Jackson (alias Ed Keemer), médecin noir recruté au SWP au début des années 1940.



que son implication directe dans les luttes contre la discrimination et la ségrégation (en grande partie sous l'influence directe de George Breitman). Le SWP participa au mouvement de la Marche sur Washington et fut la première organisation à publier une brochure à ce sujet. Il prit en charge et fit connaître un bon nombre de cas de défense, en particulier des soldats noirs réprimés pour avoir protesté contre la ségrégation dans l'armée. Après les émeutes raciales antinoires de Detroit en 1943, le SWP se battit pour des escouades volantes de militants syndicaux prêts à défendre les Noirs menacés par les lyncheurs racistes. Toutes ces actions, ainsi que les nombreux articles et brochures sur la lutte des Noirs publiés par le SWP dans les années 1940, démontrent bien quelle importance les trotskystes

WORKERS OF NEW YORK!
Stop the Fascists!
PICKET MADISON SQUARE GARDEN, MON., FEB. 20, 6 P. M.!

The fascists are mobilizing at Madison Square Garden Monday night. Hitler's German-American Bund gangsters, Peley's Silver Shirt scum and Coughlin's mob of labor-haters have hurled a brazen challenge at the workers of New York.

Wrapping themselves in the cloak of patriotism and "Americanism", the fascists prepare to spew their anti-labor and anti-Jewish poison throughout New York City.

These gangs have already gone too far. They must be stopped. What are you going to do to stop this murderous crew? We must not let this filthy, creeping slime get a foothold in New York. Gather in front of Madison Square Garden Monday by the thousand! Be there at 6:00 P. M. sharp!

Let the fascists feel the anger and the might of the working class—Get out and picket!

Don't wait for the concentration camps—Act now!

On to Madison Square Garden Monday Night!

Issued by the
SOCIALIST WORKERS PARTY (Fourth International)
 114 University Place, New York City

February 1939: Thousands of copies of this leaflet were issued to the workers of New York calling for a mass demonstration on the streets to protest the Fascist meeting scheduled for February 20, 1939, in Madison Sq. Garden. 50,000 workers rallied to the call.



New York, le 20 février 1939 – Mobilisation de masse de cinquante mille personnes à l'appel du SWP trotskyste contre un rassemblement nazi à Madison Square Garden.

donnaient à ce travail. Le SWP voyait la libération des Noirs comme une tâche de la classe ouvrière dans son ensemble et intervenait dans la lutte contre l'oppression raciale avec une perspective intégrationniste combative.

Il est significatif que le SWP ait fait sa percée principale en termes de recrutement de Noirs à Detroit, où était son implantation la plus importante dans un syndicat du CIO, l'United Auto Workers [syndicat de l'automobile]. Mais l'implantation syndicale du SWP était dans la plupart des cas concentrée dans les syndicats de métiers de l'American Federation of Labor (AFL) comme les Teamsters [camionneurs] et le Sailors Union of the Pacific (SUP) [les marins de la Côte Ouest]. Cela mettait une certaine distance entre le parti et le gros de la classe ouvrière noire. Lorsque John L. Lewis rompit avec l'AFL et fonda le CIO pour se mettre à la tête des campagnes de syndicalisation de masse dans l'industrie manufacturière, il utilisa des milliers de jeunes organisateurs du Parti communiste. La force du PC dans les syndicats du CIO donna aux staliniens un réel poids et une réelle autorité dans la classe ouvrière noire, autorité qu'ils utilisèrent plus tard pour saboter le combat pour les droits des Noirs afin de soutenir l'impérialisme US dans la Deuxième Guerre mondiale. Il est bien possible que ce grand nombre d'organisateur du PC aient constitué un obstacle insurmontable à une participation importante des trotskystes au CIO. En tout cas, il est indiscutable que cela voulait dire que le SWP n'était pas en bonne position pour gagner de l'autorité auprès du prolétariat noir nouvellement organisé et conscient. Les trotskystes, pendant la guerre, poursuivirent néanmoins avec intransigeance la lutte contre la ségrégation et la terreur racistes face à la fièvre patriotique du PC et à la répression du gouvernement.

Richard Fraser et l'intégration révolutionnaire

En 1946, Dick Fraser participa au camp de formation trotskyste du SWP à Grass Lake, près de Detroit, au cours duquel Edgar Keemer (Charles Jackson), éminent porte-parole noir du SWP, proposa que le SWP crée une organisation indépendante pour combattre la discrimination et le racisme – une organisation transitoire qui s'adresse aux besoins de ceux qui subissent cette oppression spécifique afin de les recruter à un programme trotskyste de combat. Comme l'écrivit plus tard Fraser, la proposition fut rejetée essentiellement avec l'argument que « les ouvriers noirs, lorsqu'ils acquerront une conscience sociale, iront vers le NAACP (National Association for the Advancement of Colored People) – tout comme la classe ouvrière s'est dirigée en premier lieu vers l'AFL lorsqu'elle a commencé à acquérir une conscience de classe ». Il sentait à l'époque que l'argument était mauvais mais n'était pas certain de pourquoi. Son insatisfaction augmenta d'autant plus que, dans les années suivantes, c'est par centaines que les ouvriers noirs qui avaient rejoint le parti pendant la guerre le quittèrent.

Fraser commença à étudier la question noire, cherchant à expliquer le sentiment d'insatisfaction qu'il éprouvait devant le rejet par le parti de la proposition de Keemer. Il arriva rapidement à la conclusion que la théorie et le programme officiels du SWP étaient déficients et inadéquats. Le problème avec le SWP n'était pas son travail pratique sur la question noire mais son absence de théorie cohérente correspondant à la lutte réelle et vivante pour l'intégration et l'égalité. Cela avait certainement contribué à son inca-

Richard S. Fraser. Ses travaux représentent un important développement et enrichissement de la théorie marxiste sur l'oppression des Noirs et la lutte pour la libération des Noirs aux USA.

The Fraser Family



pacité à consolider des cadres trotskystes noirs. Comme l'écrivit plus tard Fraser, « l'élément fondamental dans l'argument sur le NAACP, qui avait été avancé par tous les dirigeants [du SWP], était qu'ils ne pouvaient pas croire ou admettre que la conscience des Noirs ait atteint un tel degré de maturité chez les centaines et les milliers de Noirs qui se mobilisaient avec combativité pour l'intégration ». Ce que la direction du SWP refusait de voir était qu'il y a une différence fondamentale entre un syndicat sur le lieu de production et une organisation intégrationniste libérale dirigée par des petits-bourgeois. L'analogie qu'elle faisait entre un syndicat et le NAACP était fondamentalement erronée.

Les deux exposés publics donnés par Fraser « The Negro Struggle and the Proletarian Revolution » furent publiés dans le bulletin interne du SWP en août 1954 (reproduits par la Prometheus Research Library dans son bulletin n°3 : *In Memoriam, Richard S. Fraser: An Appreciation and Selection of His Work* [En hommage à Richard S. Fraser : analyse et morceaux choisis de son œuvre]). Ces exposés ont provoqué une série de documents et de débats internes dans le SWP, en particulier entre Fraser et George Breitman, qui devint son principal adversaire dans les débats et le principal défenseur, à l'époque, du mot d'ordre de droit à l'autodétermination pour les Noirs. Breitman soutenait que le cours que prendrait la lutte des Noirs n'était pas encore déterminé et que les Noirs pouvaient encore à l'avenir choisir une « solution nationaliste ». Pourtant, il était d'accord avec Fraser que le SWP ne devait pas à ce moment proposer l'« autodétermination » comme programme de lutte. Alors, la controverse se limitait au niveau théorique. En termes de politique publique et de travail pratique du parti, il n'y avait à l'époque aucune différence entre la ligne de Breitman et celle de Fraser.

En 1959, James P. Cannon écrivit son fameux article « The Russian Revolution and the American Negro Question » [La Révolution russe et la question noire en Amérique] (publié dans *The First Ten Years of American Communism*). Cannon, qui s'était retiré de la direction quotidienne du SWP, écrivit cet article juste après cette série de débats dans le parti sur la question noire, en particulier entre Fraser et Breitman. Il attaquait le PC des premières années et implicitement aussi le SWP de la fin des années

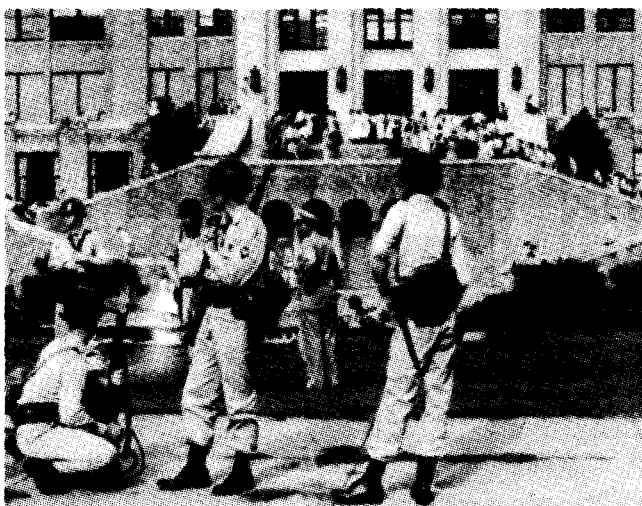
1950. Faisant référence au PC des années 1930, Cannon disait :

«L'expansion de l'influence communiste dans le mouvement noir pendant les années 1930 a eu lieu malgré le fait qu'un des nouveaux mots d'ordre imposés au parti par le Comintern – le mot d'ordre d'“autodétermination” [...] n'a jamais semblé adapté à la situation réelle. Le mot d'ordre d'“autodétermination” a été mal ou pas du tout accepté dans la communauté noire ; après l'effondrement du mouvement séparatiste dirigé par Garvey, ses aspirations allaient principalement vers l'intégration, avec l'égalité des droits. «Dans la pratique, le PC sauta par-dessus cette contradiction. Quand le parti adopta le mot d'ordre d'“autodétermination”, il n'abandonna pas son agitation militante pour l'égalité des Noirs et les droits des Noirs sur tous les fronts. Au contraire, il intensifia et étendit cette agitation. C'était ce que les Noirs voulaient entendre, et c'était ce qui faisait la différence. Ce furent l'agitation menée par le PC et son action sous ce dernier mot d'ordre qui donnèrent des résultats, sans l'aide et probablement en dépit de l'impopulaire mot d'ordre d'“autodétermination” et de toutes les thèses qui furent écrites pour le justifier.»

Le débat sur l'appel aux troupes fédérales

Ce qui était au début une divergence théorique fut rapidement testé dans la lutte réelle lorsqu'éclata dans le SWP le débat à propos de la revendication appelant le gouvernement fédéral à envoyer des troupes dans le Sud pour protéger les Noirs. La revendication d'une intervention fédérale au Mississippi fut avancée pour la première fois en 1955 dans le SWP par Breitman et dans [le journal du SWP] *Militant*. Fraser attaqua violemment la capitulation du SWP devant les dirigeants libéraux-pacifistes du mouvement des droits civiques :

«[...] la condition la plus probable pour que le gouvernement fédéral envoie des troupes dans le Sud sera que les Noirs auront pris l'initiative au cours de la lutte. Tant que les suprémacistes blancs ont l'initiative et que le couvercle de la répression est bien étanche, l'équilibre social n'est pas menacé par un lynchage ou d'autres actions terroristes. Quand les Noirs prennent l'initiative, c'est une “émeute raciale”, la sécurité publique est menacée et c'est alors pour le gouvernement une excellente raison d'intervenir. «Quand les Noirs auront l'initiative, la fonction de l'armée



Wide World

Richard Fraser s'est battu contre l'appel du SWP à l'intervention des troupes fédérales pour «protéger» les Noirs. Ci-dessus, la Garde nationale de l'Arkansas défend le lycée central de Little Rock où sévit la ségrégation.



Le *Militant* du 17 octobre 1955 illustre la contradiction du SWP d'alors sur le rôle de l'Etat capitaliste. En haut, le titre dénonce la Garde nationale : «Grève dans l'Indiana : la Garde nationale ouvre l'usine aux briseurs de grève», tandis que le titre en bas de page demande une «intervention fédérale immédiate» dans le Sud. Cette révision du marxisme sur la question de l'Etat rencontra une forte opposition à l'intérieur du parti.

fédérale sera de restaurer la loi et l'ordre sur la base du système social existant, et cela impliquera une violente répression des Noirs.»

La majorité de la direction du SWP, qui soutenait cette revendication, pensait en grande partie que son appel à envoyer des troupes ne serait jamais suivi des faits, autrement dit que c'était une façon de «démasker» l'hypocrisie bourgeoise. Mais c'était une très mauvaise méthodologie et l'adoption de cet appel aux troupes dans le Sud était le signe d'une désorientation politique grandissante dans le SWP de la fin des années 1950. Ce mot d'ordre était non seulement une révision fondamentale de la conception marxiste de l'Etat bourgeois, mais de plus il a poussé le parti à aller jusqu'à soutenir l'envoi, décidé par [le président des Etats-Unis] Eisenhower, de troupes fédérales à Little Rock en 1957. Le résultat en fut l'écrasement des tentatives locales d'autodéfense noire.

Les chemins politiques de ceux qui penchaient pour soutenir l'« autodétermination » et de ceux qui soutenaient l'appel aux troupes tendaient à se recouper. Fraser (et d'autres qui s'opposèrent aussi à cette revendication) finit par perdre la bataille sur cette question. La résolution du congrès du SWP en 1957, «The Class-Struggle Road to Negro Equality» [La voie de la lutte de classe pour l'égalité des Noirs], envisageait de soutenir des revendications séparatistes « si elles devaient refléter une volonté des masses ». Elle fut adoptée par le congrès mais avec des réserves significatives

non seulement quant à cette même question mais aussi quant à l'appel aux troupes fédérales. Ce projet de résolution contenait aussi des louanges acritiques de la direction libérale-pacifiste du mouvement des droits civiques autour de Martin Luther King, Jr. Fraser y opposa sa propre résolution, « Resolution on the Negro Struggle » [Résolution sur la lutte des Noirs], et se battit à ce congrès pour que le SWP se différencie des réformistes du mouvement du Sud. Dans ses remarques au congrès, il déclarait :

« Le problème critique du moment, la crise de la direction dans le mouvement noir, tourne autour de la question : réformisme ou révolution [...].

« La résolution [de la majorité] ne fait pas la différence. Elle soutient la ligne fondamentale de la direction pacifiste religieuse [...]. La différenciation se produira lorsque nous serons capables d'inoculer le programme révolutionnaire prolétarien dans cette lutte. »

Bien que la position du SWP sur la question noire ait fait l'objet de débats pendant plus de vingt ans, le parti avait publiquement mis en pratique une politique d'intégrationnisme socialiste. Ce n'est que lorsqu'il commença à dérailler politiquement sur différents terrains qu'une position *en faveur* du nationalisme noir triompha définitivement. Vers le début des années 1960, le SWP, usé par l'isolement et la chasse aux sorcières macarthyste des années 1950, avait fini par perdre sa boussole révolutionnaire. Le parti commença autour de 1960 à s'écarter qualitativement de son ancienne ligne prolétarienne. Il entra progressivement dans le rôle de supporter acritique de la direction radicale nationaliste petite-bourgeoise de la Révolution cubaine, abandonnant la perspective de la révolution permanente, du rôle central de la classe ouvrière que cela implique et de la nécessité de construire des partis trotskystes dans tous les pays. L'abandon du combat pour une direction marxiste à la lutte des Noirs était le pendant aux Etats-Unis de cette négation du caractère central du prolétariat dans la destruction du capitalisme. Ironie de l'histoire, le SWP adoptait le nationalisme noir aux Etats-Unis dans les années 1960, précisément quand les Noirs étaient plus que jamais concentrés dans les centres urbains et intégrés au prolétariat. Au congrès du SWP de 1963, la résolution « Freedom Now » [Liberté maintenant] qui fut la première à attribuer un rôle de « double avant-garde » au combat des Noirs, codifia une totale adhésion au nationalisme noir et fut accompagnée d'une politique d'abstention à l'égard de la lutte pour les droits civiques dans le Sud. Au lieu de se battre pour la direction révolutionnaire du mouvement pour les droits civiques, qui était dominé par les réformistes mais qui entraînait des millions de gens, la résolution de 1963 prétendait que l'organisation des Noirs, *indépendante* de la classe ouvrière et du parti révolutionnaire, était un pas *nécessaire* dans le combat et que « la logique de la lutte des Noirs les conduit inévitablement dans une voie socialiste ». La résolution de 1963 assignait au SWP un rôle de spectateur supporter des radicaux noirs censés acquérir une conscience révolutionnaire sans l'intervention directe du parti révolutionnaire. Mais la conscience socialiste n'est jamais *spontanée*. Elle ne peut qu'être transmise, défendue et étendue par l'intermédiaire d'une avant-garde marxiste consciente.

Dans son article de *BIDOM*, Peter Johnson laisse entendre que le SWP n'a adopté une position ouvertement en faveur du nationalisme noir qu'en 1969 avec « A Transitional Program for Black Liberation » [Un programme de transition pour la libération des Noirs]. En sautant directe-

ment du document de 1955 écrit par Fraser au congrès du SWP de 1969, il escamote les batailles programmatiques d'une importance cruciale que Fraser a menées contre l'appel au gouvernement pour qu'il envoie des troupes fédérales dans le Sud et contre les résolutions adoptées en 1957 et en 1963 par le parti sur la lutte des Noirs. Cela le dispense aussi d'affronter la question de la Revolutionary Tendency du SWP, qui a été le précurseur de la Spartacist League, qui s'est battue contre la dégénérescence du parti et qui a soutenu et poursuivi le combat de Fraser pour l'intégrationnisme révolutionnaire.

Fraser avait formalisé sa propre tendance dans le parti en 1957, et, en 1963, elle était en totale opposition à la direction majoritaire de Farrell Dobbs. La tendance Kirk-Kaye, qui avait alors adhéré à une sorte de politique sectorialiste éclectique sur d'autres questions, soumit une résolution au congrès de 1963 défendant le programme d'intégrationnisme révolutionnaire. La Revolutionary Tendency soutint la résolution avec la déclaration suivante :

« I. Notre soutien à la ligne fondamentale de la résolution Kirk-Kaye de 1963, "Revolutionary Integration" [Intégration révolutionnaire], est centré sur la proposition suivante : « Les Noirs ne sont pas une nation ; ils sont au contraire une caste opprimée de race/couleur, qui forme globalement la couche la plus exploitée de la classe ouvrière américaine. La conséquence de cette condition est que le combat des Noirs pour leur liberté a historiquement eu pour but l'intégration dans une société égalitaire.

« II. Notre minorité est très préoccupée par les conclusions politiques découlant des carences théoriques du projet [de résolution] du comité politique, "Freedom Now". Cette préoccupation a été exprimée dans une récente contribution individuelle intitulée "For Black Trotskyism" [Pour le trotskysme noir]. L'abstentionnisme systématique et l'attitude d'approbation qui l'accompagne et qui accepte comme inévitable que "notre parti est blanc" menacent profondément la capacité révolutionnaire du parti dans l'arène politique américaine. »

La Revolutionary Tendency (RT) soumit un amendement d'une page au document de perspectives pour le congrès, argumentant que le parti devrait « investir d'importantes ressources matérielles afin de surmonter notre isolement vis-à-vis des luttes dans le Sud. En aidant à construire un mouvement révolutionnaire dans le Sud, nos forces devraient travailler directement avec les formations de gauche qui se développent dans le mouvement là-bas et à travers elles. Un succès dans cette entreprise conduirait à une percée historique pour le mouvement trotskyste. » La direction de la RT fut exclue en décembre 1963 lors de la première purge politique qu'il y ait jamais eue dans ce parti qui était en train de virer rapidement à droite.

Peter Johnson ne pose aucune des questions difficiles sur le nationalisme noir et ne fait même pas allusion aux conséquences qu'a eues la capitulation du SWP devant ce nationalisme. Par exemple, lors de la grève des enseignants new-yorkais de 1968, déclenchée par le licenciement de plusieurs dirigeants syndicaux, le SWP s'était rangé du côté des nationalistes noirs et du maire républicain libéral John Lindsay, et il avait *soutenu le passage de la grève* au nom du « contrôle communautaire » sur les écoles. Cela revenait à revendiquer plus d'administrateurs noirs pour encadrer les écoles du ghetto, séparées et inégales, et agir comme briseurs de syndicats pour l'administration municipale. Le SWP marcha à fond dans ce stratagème antisyndical de « diviser pour régner » et alla jusqu'à justifier dans les pages du *Militant* les sentiments antijuifs existant parmi les Noirs

comme une réaction *légitime* à la grève. Et en 1978, après la flambée de violence entre Noirs et Juifs Hassidim dans le quartier de Crown Heights, le SWP s'aligna sur la revendication de groupes de vigiles noirs avancée par les nationalistes noirs, jouant ainsi le jeu des capitalistes qui perpétuent les profondes divisions raciales et ethniques qui sont l'obstacle central à un mouvement socialiste prolétarien dans ce pays.

Il n'y a rien de commun entre la position du SWP sur le nationalisme et l'autodétermination en 1939, et ce que sa position est devenue plus tard. Ceux des trotskystes qui dans les années 1930 et 1940 pensaient que le mot d'ordre d'autodétermination pour les Noirs américains pouvait être viable, le faisaient sur la base d'un programme léniniste, en défense du droit démocratique d'une nation opprimée à l'autodétermination, c'est-à-dire à avoir un Etat séparé si elle le désire. Ce n'était pas présenté comme étant le programme et cela ne sous-entendait certainement pas une organisation fédéraliste du parti révolutionnaire, comme le fit le SWP dans les années 1960 – l'avant-garde noire séparée et le parti révolutionnaire blanc. Lénine s'est battu en faveur du droit à l'autodétermination des nations opprimées comme moyen de faire avancer la lutte pour la *révolution socialiste*, mais il était irréconciliablement opposé à l'organisation séparée des prolétaires de différentes nationalités. Lénine écrivait en mai 1917: «Les intérêts de la classe ouvrière exigent que les ouvriers de toutes les nationalités de Russie se rassemblent en des organisations prolétariennes uniques: politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc. Seul un tel rassemblement des ouvriers des différentes nationalités dans des organisations uniques permet au prolétariat de lutter victorieusement contre le capital international et le nationalisme bourgeois.»

Il est utile de noter que George Breitman, l'adversaire le plus virulent de Fraser, avait lui-même une position anti-nationaliste dans les années 1940. Dans une excellente brochure écrite en 1943 par Breitman et Arthur Burch (dirigeant de la section de Detroit du SWP) et intitulée «The Struggle for Negro Equality» [La lutte pour l'égalité des Noirs], ils déclarent dans leur chapitre «Les "nationalistes noirs"»:

«Ces gens constituent un obstacle à une alliance des ouvriers blancs avec les Noirs, à l'organisation des Noirs dans les syndicats, à une solidarité combattante contre l'ennemi commun. Ce qu'ils préconisent conduit à une impasse, à l'isolement des Noirs de leurs alliés naturels, à objectivement aider les capitalistes à maintenir la division parmi les ouvriers.»

La contribution unique de Dick Fraser

Dick Fraser a su s'appuyer sur la politique trotskyste de la Quatrième Internationale, sur ses propres recherches approfondies sur l'histoire de la question noire et sur sa propre expérience dans la lutte des classes aux Etats-Unis pour forger ce qui est une extension significative du marxisme appliqué à la révolution américaine. Il n'a pas pu persuader le SWP qu'il avait raison sur l'intégrationnisme révolutionnaire lorsqu'il l'a avancé dans les années 1950, en dépit de la puissance de ses arguments et du fait que sa théorie *expliquait et soutenait* le travail du parti, qui était intégrationniste. Son développement de l'intégrationnisme révolutionnaire, se produisant en même temps que de considérables changements sociaux dans le pays, coïncida avec la dégénérescence du SWP; c'est pourquoi il ne put gagner sa bataille. Mais, au cours de cette bataille, il gagna à ses positions les forces qui allèrent plus tard fonder

la Spartacist League et défendre ce programme.

Dès ses débuts en tant que Revolutionary Tendency du SWP, la Spartacist League (SL) a adhéré aux éléments fondamentaux de l'intégrationnisme révolutionnaire de Fraser. Il fut corapporteur sur la question noire à la conférence de fondation de la SL en 1966 et prit la parole à la VII^e conférence nationale de la SL en 1983. Dans les cinq dernières années de sa vie, il entretenait une correspondance régulière avec des dirigeants de la SL sur les aspects principaux du travail de la SL, et il rejoignit l'organisation en 1987. Le dernier acte politique de Fraser avant sa mort fut de soutenir la mobilisation du 5 novembre 1988 qui stoppa le Ku Klux Klan à Philadelphie, mobilisation que la Fourth Internationalist Tendency a également soutenue.

Peter Johnson prétend «reprenre le flambeau de Richard Fraser». Mais si l'on cherche dans les publications produites ces dix dernières années par la RWL sous la direction de Johnson, on ne trouvera pas une seule fois mentionnés ni Richard Fraser ni l'intégrationnisme révolutionnaire. Et le document de trente-cinq pages de la RWL, «Basic Documents, Number 3» [Documents fondamentaux n°3], *The Specially Oppressed and the Proletarian Vanguard* [Les victimes d'une oppression spécifique et l'avant-garde prolétarienne], consacre en tout et pour tout *deux pages* aux Noirs et fait au passage *une seule et unique* référence au «processus d'intégration révolutionnaire».

Cependant, le numéro de septembre 1992 d'*International Revolution*, publication de la Trotskyist League (TL), dans un article sur la «rébellion de Los Angeles», mentionne et Fraser et l'intégrationnisme révolutionnaire; il cite aussi abondamment C.L.R. James et sa discussion avec Trotsky en 1939 sur la nécessité d'une «organisation noire de masse». Tout à coup, Johnson «découvre» l'intégrationnisme révolutionnaire et Richard Fraser. Mais dans son article pour le débat dans *BIDOM*, Johnson fait volontairement preuve de philistinisme dans sa présentation des débats qui se sont déroulés dans le SWP sur l'intégrationnisme révolutionnaire contre nationalisme noir. On pourrait en conclure qu'il essaie de se positionner comme pôle d'attraction de gauche dans le milieu ex-SWP sans avoir à tirer

Prometheus Research Series

Publication de la Prometheus Research Library

Documents sur l'histoire du mouvement
communiste (en anglais)

N° 3: In Memoriam, Richard S. Fraser

En hommage à Richard S. Fraser:
analyse et morceaux choisis de son œuvre

Une publication en hommage au camarade
Richard S. Fraser (1913-1988) qui jeta les bases
de la compréhension trotskyste de la question
noire aux Etats-Unis, dans la lutte pour la
perspective de l'intégrationnisme révolutionnaire.

108 pages – 35 FF, US\$ 7, Cdn\$ 8.50 (port inclus)

Adressez vos commandes et règlements à:

France: Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

USA: Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO,
New York, NY 10116

Canada: Spartacist Canada Publishing Assoc., Box 6867,
Station A, Toronto, Ontario M5W 1X6

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001, Australie

Australasian
SPARTACIST 

Marxist journal of the Spartacist League of Australia
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seairmail elsewhere
\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
£3/1 year International rate: £7—Airmail
Europe outside Britain and Ireland: £4

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

SPARTACIST  CANADA

*English-language newspaper of the Trotskyist League/
Ligue trotskyste*
\$3/6 issues International rate: \$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 5 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 

*Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
Deutschlands*
6 Ausgaben: DM 5,—
Auslandsabo: DM 15,— Übersee Luftpost: DM 20,—

Dublin Spartacist Group

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France
10 numéros: 30 FF Hors Europe: 40 FF (avion: 60 FF)
Etranger: mandat poste international

Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à Spartacist, New York

Lega trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Bollettino della Lega trotskista d'Italia
Abbonamento a 4 numeri +supplemento: L. 5.000
Europa: L. 8.000 Paesi extraeuropei: L. 12.000

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku, Tokyo 115, Japon

スパルタシスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
Dernier numéro: ¥100

Grupo Espartaquista de México

P. Linares, Apdo. Postal 453, 06002 México 1, D.F., Mexique

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México
México: 4 números/N\$ 10 (por correo)
Extranjero: US \$4/4 (vía aérea) US \$2/4 (vía marítima)

Spartacist/Moscou

Ecrire au Bolchévick, Paris

Spartakusowska Grupa Polski

Platforma Spartakusowców, Skrytka Poczтовая 148
02-588 Warszawa 48, Pologne

Platforma
SPARTAKUSOWCÓW 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski
Dernier numéro: 1,50 zł

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$10/22 issues (1 year)
International rates:
\$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seamail

En relations fraternelles

Luta Metalúrgica/ Liga Quarta-Internacionalista do Brasil

Av. Lucas Evangelista no. 418 s/306
CEP 27295-320
Volta Redonda, RJ, Brésil

Immigration et oppression raciste en Europe

L'article suivant a été écrit pour Spartacist (édition française), en introduction à l'article « En défense de l'intégrationnisme révolutionnaire » écrit en 1993 et traduit en français dans ce numéro page 54.

Durant la majeure partie de l'époque moderne, les Etats-Unis étaient le seul pays capitaliste avancé dans lequel existait une importante minorité opprimée définie par sa race. La célèbre et influente étude du social-démocrate suédois Gunnar Myrdal sur les Noirs aux USA, publiée dans les années 1940, était intitulée *Un Dilemme américain*. Les sociaux-démocrates et les libéraux européens prenaient des airs de supériorité morale vis-à-vis du racisme et de la ségrégation contre les Noirs aux Etats-Unis, comme si leurs sociétés étaient exemptes de ce type de préjugés et de pratiques méprisables.

Aujourd'hui, du sud de l'Italie au nord de l'Allemagne, il est devenu monnaie courante que les gens à la peau foncée – les travailleurs immigrés et leurs enfants, les réfugiés fuyant des guerres civiles et des massacres communautaires dans le tiers monde – soient tués par des bandes fascistes ou par la police. En France, l'événement culturel de l'année dernière a été le film *la Haine*, qui décrit vingt-quatre heures de la vie de trois jeunes déracinés, copains et tous immigrés de la deuxième génération : un Juif d'Europe de l'Est, un Arabe d'Afrique du Nord et un Noir d'Afrique occidentale. « Un Arabe dans un commissariat, ça ne dure pas une heure », remarque l'un d'eux comme une évidence. Le fait qu'en France le mot « immigré » désigne aussi des gens qui sont nés dans ce pays et qui ont la nationalité française en dit long.

Dans les dix dernières années, d'importants partis fascistes, comme le Front national de Jean-Marie Le Pen en France et le Parti de la liberté autrichien de Jörg Haider, se sont développés sur un programme de « purification ethnique » – l'expulsion en masse des non-Européens qui vivent dans leur pays. Glyn Ford, député européen du Parti travailliste britannique, dénonce « le cloaque de plus en plus profond du racisme et de la xénophobie, encouragé par l'extrémisme de droite, dans lequel nos sociétés risquent

Suite page 46



Cochin/Keystone



AP

En France, la terreur policière contre les « immigrés » est devenue monnaie courante dans le climat raciste actuel. En-bas, Vaulx-en-Velin, octobre 1990. En haut, lors de la vague de luttes étudiantes de décembre 1986, mobilisation de masse de la jeunesse multi-ethnique et des ouvriers pour protester contre l'assassinat de Malik Oussebine et d'Abdel Benyahia.

Pour un parti prolétarien léniniste, défenseur de tous les opprimés !